

GOUVERNEMENT

Le Président Tebboune met fin aux fonctions du ministre de la Poste et des Télécommunications

P. 24

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

L'ANIE s'attèle à finaliser l'examen des dossiers de candidatures

P. p 3-24

EVALUATION DE LA SITUATION PANDÉMIQUE EN ALGÉRIE

Tebboune ordonne l'accélération de la fabrication locale du vaccin "Sputnik V"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une réunion d'évaluation de la situation pandémique en Algérie, durant laquelle il a donné une série d'instructions relatives, essentiellement, à l'impératif d'engager une enquête épidémiologique "urgente" sur les nouveaux variants, d'intensifier les campagnes de sensibilisation et de veiller au respect des gestes barrières, indique un communiqué de la Présidence de la République. A l'occasion, il a ordonné de "procéder immédiatement et "sans délai" à "la mise en œuvre du projet de fabrication du vaccin russe anti-covid19 +Sputnik V+".

P. p 10-24
DKnews-APS



PROJET DE CHARTE SUR LES ÉCONOMIES D'EAU

Une nouvelle stratégie face à une situation "préoccupante"

P. 3

ENERGIE

Le groupe Sonelgaz engagé dans un processus de modernisation (Ministre)

P. 3

RAMADHAN

Grand intérêt pour les fatwas ramadhanesques

P. 8

SANTÉ

ALLERGIE AU POLLEN

5 remèdes naturels pour soulager

P. p 12-13

FOOTBALL

LIGUE 1 (MISE À JOUR)

Choc CRB-USMA, le leader pour conforter sa position

P. 21



ROMAN

"Nirvana" d'Amine Zaoui, un voyage au cœur de l'histoire

P. 16

AÉROPORT D'ALGER

Le chiffre d'affaires baisse de 60% en 2020 (PDG)

P. 2

LA MECQUE

De fortes pluies provoquent des inondations



De très fortes pluies à caractère orageux ont touché mardi le sud-ouest de l'Arabie Saoudite, provoquant des inondations à la Mecque et plusieurs régions du royaume, rapporte l'agence de presse saoudienne (SPS). A la Mecque, les rues ont transformé certaines rues en cours d'eau, inondant des habitations et des commerces tandis que des véhicules ont été submergés. Dans la région, de nombreuses routes ont été coupées par des crues d'oued.

Des photos et des vidéos partagées sur les réseaux sociaux montrent des vues des inondations à La Mecque, à Al Aqiq, à Taif et dans diverses parties du Royaume.

Une personne sur Twitter a posté une vidéo à Asir montrant le sol couvert de grêle à Asir.

Le Centre météorologique d'Arabie saoudite avait déclaré que de forts orages et de violentes chutes de grêle étaient attendus dans plusieurs régions.

JOURNÉE MONDIALE DE LA LIBERTÉ DE LA PRESSE

"La presse sportive en Algérie, état des lieux", thème d'un séminaire dimanche à Alger

"La presse sportive en Algérie, état des lieux", sera, dimanche (11h30) à Alger, le thème d'un séminaire initié par l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), a indiqué, mardi, un communiqué du secrétariat de cette dernière. "La place de la presse sportive dans le paysage médiatique", "le football à la Une", "le consultant sportif... rôle et critères", "la nécessité d'une Charte du travail définissant la relation entre la presse et les instances sportives", seront, entre autres, les axes qui seront abordés lors du séminaire, organisé conjointement avec le Comité olympique et sportif algérien (COA), à l'occasion de la Journée mondiale de la liberté de la presse, célébrée le 3 mai de chaque année.

En marge de la rencontre à laquelle seront conviés les professionnels du secteur, en activité ou en retraite, des personnalités sportives et invités d'honneur, les organisateurs ont prévu d'honorer quelques journalistes qui ont marqué de leur empreinte la scène sportive algérienne.

BLIDA

Un jeune mortellement percuté par un train à Beni Merad

Un jeune, la trentaine, est mort, mardi, des suites de blessures graves après avoir été percuté par un train au niveau de la gare ferroviaire de Beni Merad (Blida), a-t-on appris auprès de la cellule de communication de la direction locale de la protection civile.

L'accident est survenu aux environs de 9h20, au niveau de la gare de Beni Merad, lorsqu'un train électrique, en provenance d'Alger vers El Affroune (ouest), a percuté un jeune homme âgé de 33 ans qui tentait de traverser la voie ferrée, a-t-on ajouté de même source.

Intervenues immédiatement après l'accident, les éléments de la protection civile ont évacué la victime qui se trouvait dans un état critique des suites de ses multiples blessures graves et qui présentait un arrêt des fonctions vitales ayant nécessité des tentatives de réanimation dans l'ambulance, vers l'hôpital Frantz Fanon, où il a rendu l'âme.

Cet accident est le 2ème du genre à Blida depuis le début de l'année en cours, en dépit des campagnes d'information et de sensibilisation sur le risque encouru en traversant la voie ferrée à l'approche du train de la gare, a déploré la même source.

ENVIRONNEMENT

Atelier de travail sur la dégradation de l'environnement dans les zones d'ombre



Un atelier de travail et de débat a été organisé, mardi à Alger, par le ministère de l'Environnement regroupant plusieurs secteurs pour engager une réflexion sur la dégradation de l'Environnement et le problème de gestion des déchets ménagers dans les zones d'ombre.

Les débats ont porté sur les principaux facteurs à l'origine de la dégradation de l'environnement dans les zones d'ombre, ses effets négatifs sur le cadre de vie du citoyen, les solutions réalistes recommandées et les modalités d'inclure les services écosystémiques dans la planification pour le développement local de ces régions, conclut la même source.

EL TARF

Saisie de plus de 400 gr de corail et des équipements de plongée

Au total, 443 gr de corail brut ainsi qu'un important lot d'équipements de plongée ont été saisis au niveau de la commune côtière d'El Kala (El Tarf), a-t-on appris mardi du chargé de communication de la sûreté de wilaya.

Une enquête a été déclenchée sur la base d'une information faisant état d'un trafic de corail mené par quatre (4) individus originaires de la commune d'El Kala, a précisé le lieutenant Oussama Abdelaziz, soulignant que des investigations approfondies ont permis d'identifier les présumés coupables et de suivre leurs déplacements.

Les personnes suspectées ont été appréhendées dans leur domicile en possession de cette quantité de corail, a-t-il signalé, indiquant que des équipements de plongée dont des bouteilles d'oxygène, des caméras, des gilets, des palmes, un GPS, un moteur de marque Yamaha, des lunettes de plongée, des montres et un stock de carburant, ont été aussi récupérés.

Poursuivis pour "exploitation illégale de corail" par le tribunal correctionnel de Dréan, les quatre mis en cause, âgés d'une vingtaine d'années, ont été placés sous mandat de dépôt par le magistrat instructeur près le tribunal correctionnel d'El Kala, a ajouté la même source, rappelant que cette opération, effectuée en étroite collaboration avec les services judiciaires, s'inscrit dans le cadre de la lutte contre la contrebande et la criminalité sous toutes ses formes.

AÉROPORT D'ALGER

Le chiffre d'affaires baisse de 60% en 2020 (PDG)

Le chiffre d'affaires annuel de l'aéroport d'Alger a enregistré une baisse de 60% en 2020 par rapport à l'année précédente, en raison notamment de la pandémie de Covid-19, a indiqué mardi à l'APS le PDG de la Société de gestion des services et infrastructures aéroportuaires d'Alger (SGSIA), Tahar Allache. Le chiffre d'affaires s'est établi en 2020 à 3,7 milliards de dinars, contre 9,4 milliards de dinars durant l'exercice 2019, soit un gap de près de 5,7 milliards de dinars, précise M. Allache.

Le PDG de l'aéroport d'Alger explique cette chute par la suspension des vols réguliers depuis le 17 mars 2020, décidée par le gouvernement, dans le cadre des mesures de lutte contre la pandémie.

Les vols domestiques ont repris progressivement à partir du début du mois de décembre 2020 à travers l'ensemble des aéroports du pays.

RELIZANE

Un mort et 3 blessés dans un accident de la circulation à Ammi Moussa



Une personne est morte et trois autres ont été grièvement blessées dans un accident de la route, survenu mardi dans la commune de Ammi Moussa (Relizane), a-t-on appris du chargé de l'information à la protection civile de la wilaya le lieutenant Abbès Khamallah.

L'accident s'est produit aux environs de 10h30 au niveau de la route nationale (RN 90) au lieu-dit "pont Bekadja" suite à une collision entre un véhicule utilitaire et un tracteur causant la mort sur place d'une personne âgée de 58 ans et faisant trois blessés graves, a-t-il précisé.

Les agents de la protection civile ont prodigué les premiers soins aux blessés, avant de les transférer au service des urgences de l'établissement public hospitalier "Hadj Benalla" de Ammi Moussa et ont déposé le corps de la victime à la morgue de cette structure sanitaire.

Les services compétents de la sûreté de wilaya ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'accident, a indiqué le lieutenant Abbès Khamallah.

OUARGLA

Un mort et deux blessés dans un accident de la route près d'El-Hadjira

Une personne a trouvé la mort et deux autres ont été blessées suite à un accident de la circulation survenu mardi soir sur la route nationale (RN-3) près de la ville d'El Hadjira dans la wilaya d'Ouargla, a-t-on appris mercredi auprès de la Protection civile (PC).

Cet accident s'est produit au niveau du point kilométrique (PK-580) lorsqu'un camion a percuté l'arrière d'une voiture touristique qui roulait dans le même sens, entraînant la mort sur place d'une personne (54 ans), et des blessures à deux autres (43 et 30 ans), selon la même source.

Le corps de la victime a été évacué vers la morgue de l'établissement public hospitalier (EPH), Slimane Amirat de la ville de Touggourt, alors que les deux blessés ont été transférés vers l'établissement public hospitalier (EPH) de la ville d'El-Hadjira pour recevoir les soins médicaux nécessaires.

Une enquête a été diligentée par la gendarmerie nationale pour déterminer les circonstances exactes de l'accident.

CHAMBRE DE L'AGRICULTURE

Illizi et Djanet : plus de 4.700 inscrits en 2021

Pas moins de 4.747 agriculteurs et éleveurs, dont 93 nouveaux adhérents, issus des wilayas d'Illizi et Djanet sont inscrits cette année à la Chambre de l'Agriculture d'Illizi, a-t-on appris mardi de cette instance.

Il s'agit de 3.190 éleveurs et 1.557 agriculteurs qui se répartissent sur les deux wilayas précitées, alors que près de 400 autres inscrits ont été radiés, a précisé à l'APS, Tahar Sahnoun, responsable à la Chambre de l'Agriculture d'Illizi.

Cette catégorie peut bénéficier de différents programmes d'appui agricole, initiés par le ministère de tutelle, concernant notamment l'approvisionnement en orge, les semences, les plants, ainsi que la formation et la vulgarisation agricole, tout en assurant l'accompagnement et le suivi nécessaire, a-t-il expliqué.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN

19 partis politiques sur les 39 ayant déposé leurs dossiers remplissent les conditions légales (Charfi)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a révélé, mardi à Alger, que 19 partis politiques sur les 39 ayant déposé leurs dossiers de candidature à l'élection législative du 12 juin "remplissent les conditions légales".

"39 partis politiques ont déposé des dossiers de candidature auprès de l'ANIE à travers les 58 wilayas dont 19 dossiers remplissent les conditions légales, notamment l'atteinte du quorum de 25.000 signatures", a précisé M. Charfi lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'ANIE sur les préparatifs en cours pour le scrutin du 12 juin.

"L'ANIE a reçu, à ce jour, 756 listes indépendantes", a-t-il ajouté. Concernant les dossiers de candidature de la communauté nationale à l'étranger, il a fait état de quatre dossiers de partis politiques et de deux listes indépendantes.

"4.882 dossiers de retrait de formulaires de candidature pour candidature ont été recensés, dont 1813 formulaires retirés par 53 partis politiques agréés et 3073 dossiers de listes électorales indépendantes", a-t-il ajouté.

"1.249.000 formulaires de souscription de signature ont été retirés, répartis entre les partis politiques et les listes indépendantes, a détaillé M. Charfi précisant que « 473.000 formulaires ont été retirés au niveau du siège de l'ANIE par 18 partis politiques ». "Le nombre total de listes de candidature a atteint 1.730 listes, dont 818 listes de partis et 912 listes indépendantes", tandis que « le nombre total de candidats en lice est de 16.898 candidats », a-t-il expliqué. Pour rappel, le délai de dépôt des dossiers de candi-

datures aux législatives du 12 juin expire ce mardi à minuit, conformément à l'ordonnance, signée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, modifiant et complétant la loi organique relative au régime électoral. Initialement prévu le jeudi 22 avril, le délai de dépôt des dossiers de candidatures a été prorogé de cinq jours à la demande de l'ANIE.

L'opération de dépôt des dossiers de candidature aux législatives du 12 juin 2021 a été prorogée jusqu'à mardi 27 avril à minuit, en raison du nombre important de dossiers présentés, qui seront ainsi mieux examinés.



Plus de 1,2 million de formulaires de candidature retirés (ANIE)

Le président de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE), Mohamed Charfi a annoncé mardi à Alger que plus de 1,2 million de formulaires de candidature ont été retirés par les candidats aux élections législatives du 12 juin prochain et 4.882 dossiers de candidature ont été retirés par les partis politiques et les candidats indépendants. Intervenant à l'occasion d'une conférence de presse animée au siège de l'ANIE, M. Charfi a précisé que "1 249 000 de formulaires de souscription individuelle ont été retirés, en sus de 4 882 dossiers retirés par les partis politiques et les candidats libres", ajoutant que l'ANIE a enregistré "le retrait de 1813 dossiers par 53 partis politiques agréés". Le président de l'ANIE a fait savoir que 473 000 formulaires ont été retirés au niveau national et 86 000 à l'étranger. Pour rappel, le délai de dépôt des dossiers de candidatures aux législatives du 12 juin expire ce mardi à minuit, conformément à l'ordonnance, signée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, modifiant et complétant la loi organique relative au régime électoral. Initialement prévu le jeudi 22 avril, le délai de dépôt des dossiers de candidatures a été prorogé de cinq jours à la demande de l'ANIE.

ALGÉRIE-INSTITUTIONS

Le parachèvement de la nouvelle Algérie appelle la conjugaison des efforts de tous (Belakhdar)

Le conseiller du président de la République chargé des zaouïas et des associations religieuses, Aïssa Belakhdar, a appelé mardi depuis Chlef à la conjugaison des efforts de toutes les catégories et institutions pour le parachèvement de l'édification de la nouvelle Algérie.

"L'actuelle étape de parachèvement de l'édification de la nouvelle Algérie appelle la conjugaison des efforts de toutes les catégories et institutions au service de la lutte contre la corruption et de la réforme", a affirmé M. Belakhdar lors d'une rencontre avec des

imams et des cheikhs de zaouïas et des élèves d'écoles coraniques dans la wilaya de Chlef.

"L'édification de la nouvelle Algérie n'est pas l'apanage du président (de la République) ou d'un groupe d'institutions étatiques (...). La nouvelle Algérie est une opportunité pour chaque Algérien et l'étape actuelle nécessite la conjugaison des efforts de tout un chacun", a soutenu le conseiller. "La nouvelle Algérie a émergé sans qu'aucune goutte de sang ne soit versée, et ce, à la faveur de l'élan solidaire de son peuple contre la corruption. Un élan qui

a contribué à la réforme du pays et au renouvellement de la plus haute institution: la Présidence", a-t-il rappelé.

Et d'ajouter que le président de la République a entamé l'édification des institutions consultatives démocratiques par la révision de la Constitution et la consécration des droits et l'amendement de la loi électorale dans un souci de réforme, soulignant que "le peuple algérien a approuvé et plébiscité ces réformes, mettant ainsi en échec toutes les tentatives hostiles des ennemis du pays".

M. Belakhdar a, par ailleurs,

mis en exergue l'intérêt que le Président Tebboune attache aux zaouïas et aux écoles coraniques compte tenu de leur rôle fondamental dans la préservation de la mémoire et le renforcement de l'unité nationale.

Il a, à cet égard, appelé à "réhabiliter les zaouïas et à mettre plus en avant les parcours et les itinéraires des érudits tels que Sidi Boumediène El Ghouth, Ahmed Tijani et Sidi Abderrahmane At-Thaâlibi afin que les jeunes puissent s'armer de la somme des savoirs et des connaissances que ces savants ont légués au service

de la mémoire et de la référence religieuse et culturelle et avoir ainsi les moyens de contrecarrer toute velléité d'altération et de remise en question de notre histoire". Le conseiller du président de la République chargé des zaouïas et des associations religieuses est arrivé mardi soir dans la wilaya de Chlef, où il a visité l'école coranique "El-Rahman" dans la commune de Chettia. Il a partagé un iftar avec des imams, des cheikhs et des membres d'associations religieuses dont certains ont été honorés à cette occasion.

PROJET DE CHARTE SUR LES ÉCONOMIES D'EAU

Une nouvelle stratégie face à une situation "préoccupante"

Le projet de charte sur les économies d'eau, qui sera soumis au gouvernement début mai, a tiré la sonnette d'alarme sur une situation hydrique "préoccupante" en Algérie tout en proposant une nouvelle stratégie contenant des solutions adéquates pour y faire face. Faisant un constat global sur les ressources en eau à travers le pays, le projet de charte, dont l'APS a obtenu une copie, explique que l'Algérie est soumise à des conditions hydroclimatiques "défavorables", caractérisées par des précipitations irrégulières avec une forte variabilité saisonnières et interannuelle des écoulements.

Tout en affirmant que l'Algérie est classée parmi les pays pauvres en eau et très proche d'une situation de crise, la charte indique que lors de l'année hydrologique 2019/2020, le déficit pluviométrique a atteint 30% par rapport à l'année précédente.

Le document, élaboré par le ministère des Ressources en Eau, insiste ainsi sur l'urgence de mettre en œuvre des mesures d'adaptation de court, moyen et long terme pour éviter une situation de crise hydrique.

S'agissant du potentiel actuel du pays en eaux renouvelables (superficielles et



souterraines), le document a indiqué, qu'elles sont évaluées à 18,2 milliards de m³/an ajoutant qu'en 2020, les ressources mobilisées pour tous les usages ont atteint 11,41 milliards de m³ soit 86% des potentialités.

Selon la même source, les ressources

en eau sont soumises à plusieurs contraintes à l'origine d'importantes déperditions des ressources dont la surexploitation des eaux souterraines, les pertes dans les réseaux d'eau potable, la pollution des ressources et l'impact du changement climatique.

Ce projet de charte sur les économies d'eau, élaboré en incluant les propositions des départements ministériels, administrations, associations et médias, a pour but ultime de mettre en garde contre le gaspillage de l'eau et de démontrer comment l'économiser.

Il se veut "une première réponse globale et cohérente à une problématique récurrente qui, si elle est loin d'être nouvelle, revêt à présent un caractère d'extrême urgence pour lutter contre la déperdition et la dilapidation de l'eau". La charte appelle dans son ensemble à "une mobilisation collective" de tous les acteurs et utilisateurs de l'eau autour d'engagements en faveur de l'économie et de la préservation de cette ressource vitale. Elle propose un ensemble d'objectifs à l'adhésion de tous les acteurs concernés par les ressources en eau afin qu'ils puissent les intégrer dans leurs programmes respectifs.

"Ces objectifs consistent à réduire les consommations en eau, éviter autant que possible la pollution des eaux, utiliser une eau de qualité appropriée à l'usage, récupérer les eaux de pluie et utiliser les eaux épurées", a souligné la même source.

DÉVELOPPEMENT DANS LES ZONES D'OMBRE

Faire des zones d'ombre un milieu productif générateur de richesse (Merad)

Le chargé de mission à la Présidence de la République, Brahim Merad a affirmé, mardi à Theniet El Abed (Batna) au deuxième jour de sa visite à cette wilaya, que "l'objectif des efforts consentis est de faire des zones d'ombre un milieu productif générateur de richesse".

En marge de sa supervision de la mise en service du gaz naturel au profit de 100 familles dans la région de Khaouada et l'approvisionnement en eau potable pour 20 autres familles dans le douar de Kouchen, M. Merad a précisé que "l'amélioration du cadre de vie des citoyens dans ces zones enclavées est en même temps l'optimisation des conditions d'un véritable décollage de l'économie locale et familiale". "En prenant en charge les préoccupations de la population des zones d'ombre, nous assurerons les bases d'un véritable décollage économique dans ces zones", a-t-il soutenu, soulignant que certains secteurs ministériels concernés "doivent jouer leur rôle dans l'accompagnement, l'orientation et l'assistance des citoyens désireux relancer leurs activités notamment l'agriculture". Le chargé de mission à la Présidence de la République a souligné que "les revendications des villages des zones



d'ombre que nous avons visités à ce jour à travers 50 wilayas s'articulent sur le soutien de la population à même de développer leurs activités dans la campagne ou de leur permettre de revenir à leurs terres qu'ils ont abandonnées". Le même responsable a affirmé que de nombreux projets ont été réalisés dans les zones d'ombre en un an, notamment le raccordement aux réseaux

de gaz, d'électricité et d'eau potable, l'amélioration des conditions de scolarisation, la prise en charge sanitaire et autres, ce qui a permis d'améliorer les conditions de vie de la population par rapport aux conditions d'avant.

Et d'ajouter: "Aujourd'hui, il y a un grand soulagement et peut-être que des lacunes existent encore dans certaines régions, mais elles sont prises

en charge et il y a des développements qui nous permettent de continuer le travail jusqu'à ce qu'elles soient palliées". Dans toutes les zones d'ombre qu'il a visitées aujourd'hui dans les communes de Tigherghar, Tighanimine, Theniet El Abed, T'kout, Ghassira et Bouzina, ainsi qu'Arris, M. Merad a souligné que toutes les préoccupations enregistrées dans le cadre des zones d'ombre qui ont été dénombrées au niveau national "seront prises en charge tôt ou tard".

Les projets de développement, dont le lancement des travaux a été supervisé et ceux inspectés par le Chargé de mission à la Présidence de la République, dans ces communes incluaient les secteurs des travaux publics, de l'énergie et des ressources en eau.

M. Merad poursuivra sa visite dans la wilaya de Batna en inspectant plusieurs projets de développement dans 6 communes.

HABITAT-ÉNERGIES RENOUVELABLES

Un mémorandum pour l'intégration des énergies renouvelables dans le secteur de l'Habitat

Un mémorandum de coopération a été signé mardi entre le ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et le ministère de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables pour la mise en place d'un plan d'action intersectoriel visant l'intégration des énergies renouvelables dans les projets du secteur de l'Habitat et la réalisation de l'efficacité énergétique.

Paraphé par le ministre de la Transition énergétique et des Énergies renouvelables, Chems Eddine Chitour, et le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi, le mémorandum de coopération entre dans le cadre du plan gouvernemental tracé en faveur de la rationalisation de la consommation énergétique.

A cette occasion, M. Belaribi a mis en exergue la volonté du secteur de recourir à des techniques permettant de rationaliser la consommation d'énergie par l'intégration progressive des alternatives qu'offrent les énergies renouvelables dans la réalisation des projets.

Le ministre a, à cet égard, fait savoir que des instructions avaient été données pour la réalisation de constructions éco-responsables dans le cadre des grands projets lancés en 2013, et ce, afin de rationaliser la consommation énergétique. "Presque tous les logements que nous réalisons actuellement sont dotés de moyens permettant de rationaliser la consommation énergétique", a affirmé M. Belaribi, citant, entre autres, les lampes LED, les techniques d'isolation thermique, le système de double-vitrage et l'utilisation de panneaux solaires pour l'éclairage public.

Un total de 3000 logements seront construits à la nouvelle ville de Sidi Abdellah d'une valeur de 9 mds DA, dont 600 unités parachevées, en sus du pôle d'enseignement supérieur d'une capacité d'accueil de 11.000 lits et 2000 postes pédagogiques et la production de l'eau par l'énergie.

D'après M. Belaribi, le secteur a engagé une expérience, la première du genre, en collaboration avec le ministère de la Transition énergétique, à savoir la réalisation d'une mosquée verte à Sidi Abdellah fonctionnant aux énergies renouvelables, dont le cahier de charges est en cours d'élaboration. Pour sa part, M. Chitour a mis l'accent sur l'importance du secteur de l'Habitat dans le domaine de la transition énergétique qui représente 40% de la consommation d'énergie en Algérie. Et de rappeler le rôle pivot du secteur de l'Habitat dans la réussite de la transition énergétique, en ce sens qu'il dispose des mécanismes adéquats pour la concrétisation de cette transition.

Il a également souligné l'inclusion de l'énergie dans le permis de construire, une condition avec laquelle les entreprises de réalisation devraient s'adapter. En Algérie, la consommation de l'énergie s'élève à 250 kw/m²/jour, a fait savoir le ministre, ajoutant qu'un appartement de 100 m² consomme plus de 2 tonnes de pétrole, ce qui est bien au-delà des normes internationales. M. Chitour a fait état de 800 millions m³ de gaz naturel consommés par semaine, 25% de la consommation d'énergie provient des lampes et 75% du chauffage, des taux qui peuvent être revus à la baisse avec le recours aux lampes économiques et les sources thermiques.

APS

ENERGIE

D'importants projets énergétiques solaires seront réalisés dans les wilayas de Béchar et Béni-Abbès (ministre)

Le ministre de l'Énergie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé mardi à Béchar que d'importants projets énergétiques solaires seront réalisés à travers les wilayas de Béchar et Béni-Abbès, au titre de la stratégie nationale de transition énergétique.

"Ces projets vont permettre de répondre aux besoins de nombreux secteurs d'activités ainsi que des futurs grands investissements et projets prévus dans ces deux wilayas du Sud-ouest du pays", a souligné le ministre, lors d'une visite de travail dans la région.

Ces projets consistent en la réalisation de 118 mégawatts (MW) en centrales solaires photovoltaïques dans ces deux wilayas, dans le cadre du programme national de développement des énergies renouvelables, à travers la réalisation de trois (3) centrales, dont une dans la wilaya de Béchar d'une capacité de 100 MW et les deux (2) autres dans la wilaya de Béni-Abbès, ont indiqué des responsables locaux du secteur de l'énergie et des mines.

M. Mohamed Arkab, qui a entamé une visite de travail d'une journée respectivement à Béchar et à Béni-Abbès, a procédé à la mise en service d'un réseau d'électrification au profit de 46 foyers de la zone d'ombre de Nif R'ha (une vingtaine de km au nord de Béchar) et dont le coût de réalisation est de plus de 11 millions DA. Auparavant, il a visité le poste de transformation de la route de Lahmar (nord de Béchar), dont les travaux de génie-civil viennent d'être achevés, pour permettre la mise en place des équipements de transformation de l'énergie électrique de 60 et 30 KV, destinés au renforcement de la distribution de l'électricité à Lahmar (35 km au nord de Béchar) et des 11.920 nouveaux lots créés récemment à proximité de ce poste de transformation devant être mis en service en avril 2022.

Cet important, projet qui s'inscrit dans le cadre de la sécurisation et du renforcement de l'alimentation en énergie électrique de la région, a nécessité un investissement public de 580 millions DA. Des projets similaires sont en cours de réalisation, notamment à Béchar, à savoir trois (3) centraux de transformation d'électricité



(400/220 kv, 220/60 kv et 60/10 kv), et ce dans la perspective de l'augmentation à l'horizon 2027 à 1.300 méga-volts ampères (MVA) de l'offre électrique dans cette région, ont expliqué des cadres centraux de la Sonelgaz.

Ces projets, qui verront aussi la réalisation d'un réseau de transport d'un linéaire de 455 km, ont nécessité un investissement public de plus de 12 milliards DA, ont-ils fait également savoir.

La wilaya de Béchar, qui a actuellement une puissance énergétique de 800 MVA et une consommation actuelle de 400 MVA, compte à travers ces projets augmenter cette puissance à 2.100 MVA, à l'horizon 2027, ont indiqué les mêmes responsables lors de la visite du ministre de l'Énergie et des Mines au poste de transformation de Lahmar.

Cette wilaya est alimentée à partir de deux (2) lignes de très haute tension (HTT) de 400 KV, connectées au réseau national d'une longueur de 600 km, des lignes de haute tension (HT) de 60 KV reliant Béchar à la commune frontalière de Beni-Ounif, à la commune de Taghit et à celle de Abadla sur une longueur de 318 km.

Elle compte aussi un réseau de distribution de basse tension (BS) de 2.159 km, d'un autre de moyenne tension (MT) de 3.625 km, en plus de 997 postes transfor-

mateurs (HT et BS), avec un total de clients (basse tension) de 62.729 foyers et un taux de couverture de l'électrification de 97,65%. Au centre enfeuteur de Béchar, qui produit plus de 3.000 bombonnes de butane par le jour, M. Mohamed Arkab a été très attentif aux explications de ses responsables sur son fonctionnement et son réseau de distribution à travers les wilayas du sud-ouest, avant de recommander la poursuite des efforts en matière de production et de sécurisation du site.

Dans la wilaya de Béni-Abbès où il s'est rendu par la suite, le ministre de l'Énergie et des Mines a procédé, en présence des autorités locales, à la mise en service de trois (3) transformateurs électriques d'une capacité de 250 KVA chacun, destinés à l'alimentation de 214 foyers d'un lotissement aussi le chantier de réalisation d'un réseau de transport de gazière de 170 km au profit des communes d'El Ouata, Kerzaz et Ouled-Khdeir, au titre de la stratégie nationale de développement de ce type d'énergie.

Le ministre a achevé sa tournée de travail dans la région par la visite des différentes structures de la centrale électrique de Béni-Abbès, d'une capacité de production de 160 Mégawatts, qui répond actuellement aux besoins des populations de cette wilaya en électricité.

BATNA

La presse visite l'Ecole supérieure des blindés de Oued Chaâba

Une visite guidée de l'Ecole supérieure des blindés Mohamed Kadri de la commune de Oued Chaâba (Batna), relevant de la 5ème région militaire cha-hid Zighoud Youcef, a été organisée mardi au profit des représentants de la presse nationale.

L'initiative a permis aux invités de connaître, de près, les conditions de formation et les méthodes pédagogiques modernes adoptées au sein de cette infrastructure de formation.

A cette occasion, le commandant de l'Ecole, le général Belkacem Kessissa, a déclaré que cette visite guidée s'inscrit dans le cadre du plan sectoriel de communication du Commandement des forces terrestres pour la saison 2020/2021, visant à faire connaître aux représentants de la presse nationale les différentes



structures de cet établissement, ses ateliers pédagogiques et les potentialités dont elle dispose. Selon la même source, cette initiative s'inscrit dans le cadre de la politique de com-

munication adoptée par le Haut-Commandement de l'ANP visant l'ouverture de l'institution militaire sur la société civile pour faire connaître ses différentes activités et consolider le

li en Armée-Nation.

Les représentants de la presse nationale ont visité les différents ateliers pédagogiques de l'Ecole renfermant des parties de l'arme blindée, des salles pour l'enseignement militaire et spécialisé en plus du parc des chars, le circuit de conduite et les infrastructures sportives. La visite a été marquée par la projection d'un documentaire sur les missions de cette Ecole en plus d'une visite de son musée retraçant son histoire depuis la création de son premier noyau en 1963.

ANNABA

Levée des contraintes sur 250 projets d'investissement

La cellule d'écoute au profit des investisseurs de la wilaya d'Annaba a procédé, depuis son installation en novembre 2020, à la levée des contraintes sur 250 projets d'investissement sur un total de 295 projets présentés pour étude et traitement, en vue de propulser l'investissement dans cette wilaya, a-t-on appris mardi des services de la wilaya. La cellule d'écoute et d'accompagnement des investisseurs d'Annaba a levé plusieurs contraintes en rapport avec le retard dans la délivrance des permis de construire et des actes de propriété, l'absence de l'alimentation en énergie électrique et en eau, la non-confor-

mité de certains travaux d'extension avec le plan original, outre d'autres contraintes administratives, a-t-on indiqué. Les projets traités dans ce cadre relèvent des secteurs de l'industrie (77 projets), la promotion immobilière (33 projets) en plus de la santé, les services, le tourisme, les forêts, le transport et la pêche, a-t-on précisé. La majorité des projets d'investissement traités sont implantés dans la commune d'Annaba avec 104 projets, suivie par El Bouni avec 78 p rojets, alors que le reste est situé à Ain El Berda, Berrahal et la circonscription administrative Draâ Erriche, a-t-on ajouté. Par ailleurs, la wilaya d'An-

naba a récupéré 39 assiettes foncières industrielles dont les bénéficiaires n'ont pas concrétisés les projets d'investissement prévus conformément aux procédures légales régissant l'opération d'investissement, a-t-on fait savoir. 47 autres bénéficiaires "défaillants" ont été traduits en justice en vue de récupérer les assiettes et les attribuer à d'autres porteurs de projets. La cellule d'écoute et d'accompagnement des investisseurs, présidée par le wali Djamel Eddine Berimi, a effectué durant cette période, des sorties sur le terrain pour inspecter les travaux de réalisation de 180 projets d'investissement à travers la wilaya.

GUELMA

4 projets de désenclavement de plusieurs mechtas à Hammam N'baïl et Dahouara

Des projets de désenclavement et de développement local ont été lancés, mardi, à travers plusieurs mechtas et villages des communes de Hammam N'baïl et Dahouara (Guelma), en vue d'améliorer le cadre de vie des habitants de ces localités éloignées.

Lors d'une visite de travail et d'inspection dans ces deux collectivités locales situées à l'extrême Est de la wilaya de Guelma, le wali Kamel Eddine Kerbouche, a supervisé le lancement des travaux du projet d'entretien et de bitumage de la route reliant les mechtas Ben Chelih et Djafara (commune de Dahouara), a-t-on relevé, notant que les habitants de cette localité ont salué la mise en œuvre de ce projet qui revêt une grande importance.

Selon les explications fournies sur les lieux par des responsables de la direction des travaux publics (DTP), le délai d'achèvement des travaux d'entretien de cette route de 6,5 km a été fixé à 7 mois, ajoutant que l'enveloppe financière allouée au projet est estimée à 70 millions de dinars.

Dans la même commune, les autorités locales ont procédé à la mise en exploitation et l'inspection du projet d'entret ien d'un



chemin communal reliant les mechtas de Besbassa et Tamla sur une distance de 4 km.

A Hammam N'baïl, un projet de réhabilitation de la route reliant le chef-lieu de cette commune à la mechta Ain Beida, sur une distance de 6,5 km, a été lancé en travaux, dans le but de faciliter la mobilité des habitants à travers toutes les zones rurales limitrophes. Aussi, les autorités locales ont lancé les travaux de réhabilitation de la route reliant la mechta Boukrima à la RN 20 qui relie les wilayas de Guelma et de Souk Ahras, soulignant que ce projet, pour lequel une importante enveloppe financière a été allouée dans le

cadre du Fonds de solidarité et garantie des collectivités locales, sera réalisé dans un délai de 12 mois. Les habitants de ces localités ont salué la concrétisation de ces projets inscrits au profit de leur région, notamment la réhabilitation du réseau routier qui constituait le centre de leurs préoccupations depuis plusieurs années. Outre ces projets, les autorités locales de la wilaya de Guelma ont supervisé aussi le lancement de plusieurs projets de développement, notamment en matière d'alimentation en eau potable et la réalisation d'infrastructures scolaires dans deux communes.

EL TARF

Préparatifs pour le prochain rendez-vous estival

Le wali d'El Tarf, Harfouche Benarar, a instruit mardi les responsables de différents secteurs chargés des préparatifs en cours à l'effet d'accélérer la cadence pour être prêts en prévision du prochain rendez-vous estival.

S'exprimant à l'occasion d'un conseil de wilaya consacré aux préparatifs liés, entre autres, à la prochaine saison estivale, les examens de fin d'année et à la campagne moissons-battage, le chef de l'exécutif local a mis l'accent sur l'importance d'accélérer le rythme d'avancement des actions en cours pour "assurer un été des plus hospitaliers dans cette wilaya frontalière au potentiel naturel et touristique indéniable".

Il est notamment question de pallier les insuffisances relevées dans le

bilan de la précédente saison estivale, en veillant à la concrétisation de la batterie de dispositions et d'instructions données pour fournir les meilleures conditions d'accueil aux touristes. Une moyenne de près de trois (3) millions d'estivants est habituellement enregistrée dans cette wilaya frontalière, a-t-on noté, déplorant toutefois des insuffisances en matière d'infrastructures d'accueil.

L'accent a été mis également sur l'amélioration des prestations à travers les 15 plages ouvertes à la baignade, ainsi que le renforcement des opérations de contrôle, par les services compétents, de l'exploitation des plages concédées suivant des contrats de concession et le cahier des charges élaboré pour garantir le meilleur accueil aux visiteurs. Le wali a en outre souligné l'importance de rattraper les retards enregistrés et combler les carences relevées en matière d'insalubrité qui a atteint des seuils "intolérables", nécessitant le recours aux campagnes de nettoyage hebdomadaire, menées par les services de la direction locale de l'environnement.

Des directives pour renforcer l'aménagement des entrées des plages, ainsi que l'éclairage public et l'alimentation en eau potable ont été données aux présidents des assemblées populaires communales et directeurs concernés. Plusieurs autres dossiers liés à la campagne de lutte contre les incendies de forêts, aux évènements du 8 mai 1945 et à la situation sanitaire dans la wilaya d'El Tarf ont été, par ailleurs, passés en revue.

TIPASA

Séisme de 1989 : clôture définitive du dossier des chalets, avant fin juin

Le dossier des chalets, installés à Tipasa suite au séisme de 1989, sera définitivement clôturé avant la fin du mois de juin prochain, a-t-on appris, mardi, auprès de la direction de wilaya du logement.

Dans une annonce mise en ligne sur sa page Facebook, la direction du logement de Tipasa a appelé les citoyens résidents dans des chalets, à l'ouest de la wilaya, à "introduire des dossiers pour bénéficier d'aides financières destinées à la construction de nouveaux logements en contrepartie de la démolition de leurs chalets, dans un délai n'excédant pas le 30 juin prochain".

Selon le même communiqué, cette opération s'inscrit au titre de la mise en œuvre de l'instruction interministérielle du 23 janvier 2012 portant octroi d'aides financières pour le remplacement des logements en préfabriqué à Tipasa, et de la décision ministérielle N1 du 4 avril 2021 portant prorogation des délais de validité des dispositions de l'instruction interministérielle N1 datée du 3 janvier 2019, modifiée et complétée par l'instruction interministérielle N7 du 16 septembre 2014, portant facilitation des procédures de versement des aides pour le remplacement des logements en préfabriqué à Tipasa.

La wilaya de Tipasa compte actuellement 150 chalets non éradiqués sur un total de 378 installés sur son territoire, dont 193 unités ont vu leur situation réglée, depuis le lancement de cette opération en 2014, selon les données fournies par les services de la direction du logement. La même source a souligné la détermination de cette même direction à clôturer définitivement, "cette année", ce dossier

qui enregistre un retard dû à la "faible adhésion des citoyens", parallèlement à l'impératif de la consommation des aides financières affectées au remplacement des chalets, estimée à 700.000 DA pour chaque bénéficiaire, est-il signalé. La même source a expliqué la faible adhésion des citoyens à cette démarche, par de nombreux facteurs liés essentiellement au refus de certains d'entre eux de démolir leurs chalets et de construire de nouveaux logements, en justifiant leur position par la "faiblesse de l'aide financière qui ne couvre pas leurs besoins".

Les autres raisons sont d'ordre social et sont liées à des conflits et litiges entre les membres d'une même famille concernant le partage de l'héritage, au moment où certaines familles, au nombre de 35, ont effectivement démolit leurs chalets et construit de nouvelles maisons sans recourir aux aides de l'Etat. Cette opération de remplacement des logements en préfabriqué à Tipasa, concerne les communes de Damous, Arhat, Sidi Ghiles, Cherchell, Menacur, Gouraya et Hedjret Ennos, toutes situées dans la partie ouest de la wilaya. La commune de Cherchell compte le plus grand nombre de chalets en attente de démolition. Il s'agit de 50 unités restantes de la régularisation de 120 chalets sur un total initial de 170 unités. Une quarantaine d'autres chalets, répartis entre Damous et Gouraya, sont, également, en attente d'un règlement de leur situation et de la consommation des aides qui leur sont affectées. Le reste des chalets se répartit entre les communes restantes, selon la même source.

BANQUES

Tiaret : plus de 15 milliards de dinars réalisés par la BADR en trois mois

La direction régionale de la Banque de l'agriculture et du développement rural (BADR) à Tiaret a réalisé des ressources financières de 15 milliards et 371 millions de dinars durant les trois derniers mois, ce qui équivaut aux ressources réalisées durant toute l'année 2020, a indiqué mardi cette direction.

La même source a indiqué, lors des portes ouvertes organisées par la BADR à travers les places publiques et les espaces commerciaux et qui seront clôturées mardi, que la direction régionale de la BADR a réalisé des ressources financières de l'ordre de 15 milliards et 371 millions de dinars, de janvier à mars derniers, ce qui équivaut à ce qui a été réalisé par la banque durant l'année 2020 toute entière, soit 15 milliards et 981 millions DA. Durant ces trois premiers mois de 2021, ces ressources ont été réalisées grâce aux opérations bancaires ayant généré des intérêts estimés à 5 milliards et 296 millions DA, alors que les opérations bancaires sans intérêts ont été de l'ordre de 10 milliards et 75 millions DA.

La même source a souligné que cette augmentation des ressources financières a été réalisée grâce à des campagnes de sensibilisation continues et l'adoption d'une nouvelle stratégie générale visant à attirer le plus grand nombre de clients à travers de nouvelles prestations, dans le cadre de la modernisation de la banque, et la facilitation des opérations bancaires aux clients, dont des opérations électroniques de retrait et de dépôt des sommes à tout moment, ce qui a encouragé de nombreuses entreprises et personnes à ouvrir des comptes bancaires auprès de la BADR et l'encouragement des commerçants en leur offrant un appareil de paiement électronique.

Dans ce cadre, quelque 800 nouveaux comptes bancaires ont été ouverts durant les trois derniers mois, en plus de 27.813 comptes ouverts durant l'année 2020, notamment après l'adoption de la méthode d'ouverture des comptes bancaires aux agriculteurs et le versement de leurs dus à la fin de la saison agricole au lieu de payer des chèques émanant des coopératives des céréales et légumes secs, selon la même direction, qui couvre les wilayas de Tiaret et Tissemsilt et comprend 13 agences.

D'autre part, la direction régionale de la BADR de Tiaret a fourni durant le premier trimestre 2021 quelque 1.732 appareils de paiement électronique à ses clients, alors que 6.729 commerçants a bénéficié, l'année écoulée, de ce même appareil, alors que 1.180 commerçants ont déposé des demandes à ce propos. La même source a ajouté que parmi les nouveaux services disponibles à la BADR, celui des messages textes et l'ouverture d'un guichet de finance islamique à travers les agences de la banque, ainsi que de nouveaux produits, notamment le financement de la construction de logements ruraux et l'achat d'un véhicule utilitaire au profit des agriculteurs.

La même source a indiqué que la Badr ouvrira, prochainement, une nouvelle agence dans la commune d'Ain Dheb. Une étude est en cours pour proposer la réalisation d'un guichet avancé dans la commune de Zemala Emir Abdelkader.

AGRICULTURE

El-Oued : adhésion des agriculteurs au projet de culture du colza

De nombreux agriculteurs dans la wilaya d'El-Oued ont adhéré au titre de la saison agricole 2020-2021 au projet de culture du colza, en tant que culture stratégique destinée à l'agro-industrie, ont indiqué à l'APS des professionnels locaux du secteur.

Une quinzaine d'agriculteurs, ayant introduit ce genre culturale sur 80 hectares, dans trois communes à vocation agricole (Kouinine, Benguecha et Oum-Tiour), ont ainsi adhéré à cette opération expérimentale, dont les premiers résultats augurent déjà d'une filière "prometteuse", à titre d'accompagnement de la stratégie nationale prospective de promotion des cultures stratégiques, a fait savoir le secrétaire général de la Chambre agricole de la wilaya, Ahmed Achour.

Parmi les facteurs ayant encouragé cette orientation figure l'extension des superficies dédiées au Colza, les campagnes de vulgarisation agricole et de formation pilotées par la Chambre agricole et articulées autour de la présentation des avantages de l'investissement dans les cultures stratégiques ainsi que la valorisation des expériences réussies dans ce domaine et démontrant l'adaptation de ces cultures aux conditions naturelles locales

MINES

Relance du projet d'exploitation de la mine de manganèse de Guettara à Béni-Abbes (Ministre)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a annoncé mardi soir à Béni-Abbes, la relance du projet d'exploitation de la mine de Guettara dans cette wilaya du sud-ouest pour la production de manganèse.

Le ministre a indiqué, lors d'une rencontre avec les représentants de la société civile locale au terme de sa visite de travail dans la wilaya, que le projet d'exploitation de la mine de manganèse de Guettara sera prochainement relancé dans le but de donner une nouvelle dynamique au développement économique de cette nouvelle wilaya et d'œuvrer à l'exploitation des richesses minières de la région pour la création d'emplois et de richesse.

"La relance de ce projet minier, qui s'inscrit dans le sillage de celui de l'exploitation du gisement de fer de Ghar-Djebilet à Tindouf, est un atout très important pour le développement de Béni-Abbes", a souligné M.Arkab.

Les ressources minières de ce site sont estimées à



2,972 millions de tonnes, avec un teneur moyenne de 35% en manganèse et des réserves de métal estimées à 1.047.564 tonnes.

Le gisement de Guettara recèle un minerai de manganèse constitué principalement de braunitite, de pyrolu-

site et de psilomélane.

Le manganèse métal est utilisé à 95% dans l'industrie sidérurgique, notamment en alliage pour les rails de chemins de fer, et à 5% dans les industries chimiques.

Découvert en 1953 et évalué en 1955, ce gisement de 5

km2 est localisé à 130 km de Béni-Abbes.

Le ministre de l'Energie et des Mines a annoncé aussi, à l'occasion de cette rencontre avec la société civile, la réactivation du projet de distribution de gaz naturel au profit des habitants de la commune d'Igli, au titre de la stratégie nationale de généralisation de cette énergie, ainsi que la rénovation et la modernisation de la station de service du chef lieu de wilaya appartenant à l'entreprise nationale Naftal.

Ces décisions ont été favorablement accueillies par les représentants de la société civile de cette wilaya aux potentialités minières, touristiques et agricoles très importantes pouvant être un facteur de son développement socio-économique.

ENERGIE

Le groupe Sonelgaz s'est engagé dans un processus de modernisation (Ministre)

Le ministre de l'Energie et des Mines, Mohamed Arkab, a affirmé mardi à Bechar que le groupe Sonelgaz s'est engagé dans un processus de modernisation en adoptant une nouvelle stratégie lui permettant d'évoluer vers un nouveau style de gouvernance et de gestion.

"Le groupe Sonelgaz s'est engagé désormais dans un processus de modernisation, en concevant et en mettant en œuvre une nouvelle stratégie (Stratégie 2035) qui lui permettra, dans le cadre de son déploiement, d'évoluer certainement vers un nouveau style de gouvernance et de gestion, basé sur ses missions et ses valeurs historiques", a affirmé le ministre lors d'une visite de travail dans la wilaya de Bechar.

"Ce nouveau type de gouvernance protège les droits et les intérêts de l'entreprise et des travailleurs, ainsi que les clients de Sonelgaz et les droits de l'Etat qui est l'unique propriétaire et actionnaire de cette société", a-t-il précisé lors d'une rencontre régionale des cadres de cette société dans le Sud-ouest du pays.

La finalité de ces transformations et modernisation dans lesquelles Sonelgaz s'est engagée, "est de créer de

la richesse et de la valeur ajoutée", a souligné M. Arkab lors de cette rencontre régionale consacrée à la nouvelle stratégie du groupe Sonelgaz.

"Il appartient donc de mettre l'accent sur la maîtrise des coûts au niveau de la production, du transport et de la distribution, et sur le respect des délais des projets et des investissements, tout en garantissant la qualité requise", a-t-il signalé. En plus de développer les compétences en ressources humaines, la numérisation, qui s'inscrit dans le plan d'action du gouvernement, devrait également occuper une place prépondérante dans la nouvelle stratégie du groupe Sonelgaz, a assuré le ministre.

"Notre pays est confronté à un défi majeur, en matière de transition énergétique.

Le mix énergétique ne peut pas continuer à se développer au même rythme et selon la même structure qu'aujourd'hui, et les énergies propres, notamment les énergies renouvelables, restent la solution idéale pour la transition énergétique", a-t-il expliqué.

Le groupe Sonelgaz, a souligné M. Arkab, "a un rôle majeur dans le développement économique et social du pays et doit être un partenaire clé dans la mise en œuvre du programme

national de développement des énergies renouvelables, étant donné qu'il dispose de toutes les qualifications d'expérience, de connaissances et de compétences nécessaires pour réussir dans ce domaine".

"La pénétration du marché international, et du marché africain en particulier, est un autre défi à ne pas négliger, et l'Algérie est un pays leader sur le continent africain et dans le monde en termes d'approvisionnement énergétique et de développement des infrastructures, en ayant investi de grandes capacités dans l'exportation de cette expertise", a affirmé devant l'assistant ministre, tout en exprimant ses encouragements pour le succès et la mise en œuvre de cette stratégie.

La rencontre régionale des cadres et représentants des travailleurs du groupe Sonelgaz s'est déroulée à l'université Tahri Mohamed, à Bechar.

La rencontre s'est tenue en présence du Président-directeur général du groupe Sonelgaz, Chahar Boulakhras, qui a, dans sa contribution aux travaux de cette rencontre d'une journée, souhaité la contribution de l'ensemble des cadres et travailleurs de Sonelgaz pour la réussite de cette nouvelle stratégie.

(nature des sols, qualité de l'eau et spécificités du climat saharien), a expliqué M. Achour.

La Chambre agricole a arrêté, dans ce sillage, un programme de vulgarisation et d'orientation destiné à assurer un accompagnement technique aux agriculteurs, en plus d'un programme pour la saison prochaine visant à identifier avec précision les superficies consacrées à la culture du Colza pour pouvoir en déterminer le potentiel de production attendu, a-t-il ajouté.

résultats probants au stade expérimental

Le chercheur spécialisé en agronomie saharienne, Ahmed Allali (Université d'El-Oued) a affirmé, de son côté, que la culture du Colza dans la wilaya, bien qu'elle soit encore à son stade expérimental, a donné des résultats "probants", laissant déjà entrevoir la possibilité de la développer dès la saison prochaine, à plus grande échelle, comme culture stratégique agro-industrielle (transformation en matière première pour la production d'huile de table), et ce comme contribution du secteur agricole à la réduction de la facture nationale des importations.

En effet, les premiers indicateurs techniques montrent

l'adaptation des régions sahariennes à la culture du Colza, avec un rendement dépassant les 40 quintaux à l'hectare, selon les conditions hydro-édaphiques et climatiques de ces régions.

Les expériences menées dans le domaine ont démontré que des rendements appréciables sont obtenus de la culture du Colza, même dans de conditions naturelles extrêmes, s'agissant d'une plante résistante au climat aride, peu consommatrice en eau, non-exigeante en fertilisants organiques, en plus de sa particularité de contribuer à la réhabilitation des sols dégradés et appauvris.

Selon ce chercheur en agronomie saharienne, les programmes d'accompagnement des agriculteurs sur le terrain, en matière de culture du Colza, laissent présager, lors de la saison agricole prochaine, une extension de ses superficies dans une quinzaine de communes de la wilaya, au lieu des trois actuelles (Kouinine, Benguecha et Oum-Tiour).

Le cycle de croissance du Colza s'étale sur une période de six mois, sachant que sa culture s'opère entre la mi-novembre et début décembre, a fait savoir M.Allali.

PÉTROLE

Le Brent à plus de 66 dollars

Les cours du pétrole étaient proches de l'équilibre mercredi au lendemain d'une décision de l'Opep+ qui ouvrira prudemment et comme convenu début avril ses robinets d'or noir à partir de mai.

Ce mercredi matin, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juin valait 66,37 dollars à Londres, en léger recul de 0,08% par rapport à la clôture de mardi.

A New York, le baril américain de WTI pour le même mois grappillait 0,03%, à 62,96 dollars.

Satisfaits de la relative stabilité des cours ce mois-ci, les pays producteurs de l'Opep+ ont convenu mardi de maintenir leur stratégie de retour progressif de l'offre de pétrole brut sur le marché à l'issue d'un sommet ministériel avancé d'une journée.

"Le marché considère de façon claire cette décision comme positive", a salué



Eugen Weinberg, analyste.

Comme prévu début avril, les 23 membres de l'alliance vont donc augmenter

un peu chaque mois leur production d'or noir à compter de mai, a expliqué l'Organisation des pays

exportateurs de pétrole (Opep). Lors du précédent sommet, l'organisation élargi avait décidé d'augmenter son niveau actuel de production de 350.000 barils par jour en mai, puis d'a utant en juin et enfin de quelque 450.000 barils supplémentaires par jour en juillet.

Considérant cette décision, des analystes ont confirmé mercredi leur objectif de cours pour le Brent à 75 dollars le baril au second semestre.

Le marché attend désormais les données sur les stocks de pétrole brut aux Etats-Unis, publiées par l'Agence américaine d'information sur l'énergie (EIA) plus tard dans la journée.

L'Opep+ décide de maintenir les niveaux de production inchangés

L'Organisation des pays exportateurs de pétrole et ses alliés, désignés sous le nom d'Opep+, ont décidé mardi lors de leur 16ème réunion ministérielle, de poursuivre les niveaux d'ajustement de la production fixés début avril, compte tenu des incertitudes qui prévalent sur la reprise de la demande.

"La réunion ministérielle a décidé de la poursuite de la mise en oeuvre de la décision d'ajustement de la production de la 15e réunion ministérielle de l'Opep et non-Opep", est-il indiqué dans le communiqué final de la réunion, tenue cet après-midi par visioconférence.

L'Opep+ avait décidé lors de sa précédente réunion, tenue le 1er avril, d'augmenter graduellement son niveau de production, de 350.000 barils par jour en mai puis d'autant en juin, et de 450.000 barils par jour en juillet.

Lors de cette réunion, coprésidée par le ministre de l'Énergie saoudien, le prince Abdul Aziz ben Salman, et le vice-Premier ministre de la Russie, Alexander Novak, les membres de l'Opep+ ont fait observer que les cas de la Covid-19 sont en augmentation dans un certain nombre de pays, malgré les

campagnes de vaccination en cours, et que la résurgence pourrait entraver la reprise de la demande économique et pétrolière.

"Tous les pays participants doivent rester vigilants et flexibles compte tenu des conditions de marché incertaines", souligne le communiqué final de la réunion.

Par ailleurs, les pays membres de l'Opep+ ont fait état à cette occasion de la poursuite de la reprise de l'économie mondiale, soutenue par des niveaux sans précédent de soutien monétaire et budgétaire, tout en notant que la reprise devrait s'accélérer au second semestre.

Le communiqué final a évoqué aussi les niveaux des stocks commerciaux des pays de l'OCDE, en soulignant qu'ils avaient augmenté de 14,4 millions de barils (MB) en mars 2021.

Un taux de conformité de 15%

Lors de leur 16ème réunion ministérielle, les pays de l'Opep+ ont examiné également le rapport mensuel préparé par le Comité ministériel conjoint de suivi (JMCC), ainsi que les données sur la production de pétrole brut pour le mois de mars 2021.

Ainsi, il en ressort que le taux

de conformité globale aux ajustements de production était de 115% en mars 2021, renforçant, selon le communiqué, "la tendance à une forte conformité des niveaux de réduction".

Les pays membres de l'alliance qui n'ont pas encore atteint le taux minimal de conformité à 100% ont été invités à compenser les volumes surproduits, selon le communiqué.

En outre, des pays participants à la Déclaration de coopération se sont engagés à se conformer pleinement et à compenser les déficits d'ajustement antérieurs, et ce, avant la fin de septembre prochain.

A ce propos, la 16ème réunion a souligné "l'importance d'accélérer sans délai les efforts de rééquilibrage du marché".

Les membres de l'Opep+ ont noté "avec gratitude" le rajustement volontaire supplémentaire significatif de l'offre de 1 mb/j effectué par l'Arabie saoudite en avril 2021 et un retour "progressif" de ses volumes en mai, juin et juillet 2021.

Il a été convenu également par les pays membres de l'Opep+ de tenir la 30ème réunion du JMCC ainsi que la 17ème réunion ministérielle le 1er juin prochain.

ARCTIQUE

Total va prendre 10% dans deux terminaux de GNL du russe Novatek

Le groupe français Total a obtenu une participation de 10% dans une filiale de Novatek qui construit actuellement deux terminaux de transbordement de gaz naturel liquéfié (GNL) extrait dans l'Arctique, a annoncé mercredi le groupe russe.

"Novatek a signé un accord de principe avec Total concernant la vente d'une participation de 10% dans Arctic Transshipment LLC", a indiqué le champion russe du GNL dans un communiqué, sans donner de détails sur le montant et le calendrier de cet accord.

Total est déjà très impliqué dans les projets du groupe, puisqu'il détient 16,5% de Novatek et participe à ses deux titaniques projets Yamal LNG et Arctic LNG 2 dans l'Arctique.

L'entreprise Arctic Transshipment construit actuellement deux terminaux de transbordement pour le GNL provenant des deux usines : l'un près de Mourmansk pour traiter les livraisons vers l'Europe et l'un sur la péninsule du Kamtchatka (Extrême-Orient) pour celles vers l'Asie.

Ces complexes seront un endroit-clé pour le transport le long de la route du Nord, qui longe les côtes russes par l'Arctique.

La Russie veut mettre en avant cette route en tant que voie commerciale.

Rendue plus accessible par la fonte des glaces provoquée par le changement climatique, elle permet de réduire les coûts et le temps de livraison entre l'Europe et l'Asie. Novatek, numéro deux du gaz russe après Gazprom, et premier groupe gazier privé du pays, a connu ces dernières années une ascension fulgurante en Russie. Son engagement dans le GNL l'a définitivement placé sur l'échiquier international de l'énergie.

ETATS-UNIS

General Electric lesté par le repli de ses activités pour l'aviation

Le conglomérat américain General Electric (GE) a confirmé mardi ses prévisions pour l'ensemble de l'année mais son chiffre d'affaires, lesté par la moindre activité de ses divisions consacrées à l'aviation et à la santé, a déçu.

L'action de l'entreprise reculait de 2,8% dans les échanges électroniques précédant l'ouverture de la Bourse de New York.

GE, plombé par une charge de 2,89 milliards de dollars liées à la cession, déjà annoncée, de sa filiale de location d'avions GECAS, a enregistré une perte nette de 2,87 milliards de dollars sur les trois premiers mois de l'année, détaille un communiqué. Mais en excluant les éléments exceptionnels et en ajustant par action, la mesure préférée des investisseurs de Wall Street, le groupe a dégagé un bénéfice de 3 cents, ce qui est un peu mieux que 1 cent prévu par les analystes.

Son chiffre d'affaires a toutefois baissé de 12% à 17,12 milliards de dollars, un montant sous les prévisions (17,52 milliards de dollars).

Les revenus tirés de la division aviation, qui pâtit de la chute du trafic aérien et des commandes d'avions depuis le début de la pandémie, ont baissé de 28%. Les ventes de moteurs pour l'aviation commerciale ont reculé de 25% tandis que les ventes de services comme l'approvisionnement en pièces détachées ou les visites dans les ateliers ont baissé de 40%. C'est "encore un environnement difficile" pour le secteur, a reconnu le PDG du conglomérat, Larry Culp, dans le communiqué.

Le chiffre d'affaires généré par les équipements et services pour la santé a, lui, baissé de 9% tandis que celui généré par la division énergie consacré aux turbines à gaz et à vapeur a reculé de 3%.

Les revenus de la division dédiée aux énergies renouvelables ont augmenté de 2%.

Le groupe, qui était revenu dans le vert en 2020, a aussi réitéré ses précédentes prévisions pour l'ensemble de l'année, dont un flux de trésorerie disponible tiré des activités industrielles compris entre 2,5 et 4,5 milliards de dollars.

Il prévoit par ailleurs un bénéfice ajusté par action compris entre 15 et 25 cents, là où les analystes anticipent en moyenne 24 cents.

APS

CHILI

Le président Piñera promulgue une loi de retrait dans l'épargne-retraite

Le président chilien Sebastian Piñera a promulgué mardi la loi votée par les deux chambres du Parlement autorisant un retrait anticipé et partiel des fonds d'épargne-retraite privée afin d'atténuer les effets de la crise économique résultant de la pandémie.

Le gouvernement du président conservateur s'était jusqu'ici opposé à cette mesure populaire, en déposant un recours devant la justice, que la Cour constitutionnelle a rejeté mardi.

M. Piñera, qui avait qualifié le projet de loi d'"inconstitutionnel", pouvait opposer son droit de veto à cette décision, ce qu'il s'est refusé de faire.

"En tant que gouverne-

ment, nous respectons et acceptons la décision de la Cour constitutionnelle, même si nous ne la partageons pas", a-t-il déclaré.

La semaine dernière le Sénat et la chambre des députés ont, pour la troisième fois en neuf mois, approuvé un projet de loi autorisant les Chiliens à retirer jusqu'à 10% de leur épargne-retraite privée.

Ce différend, qui oppose le président aux parlementaires et sénateurs, a déclenché une nouvelle crise politique dans le pays.

"Le président Sebastian Piñera s'est tiré une balle dans le pied, il a commis une erreur historique", a estimé le député d'opposition de centre-gauche, Raul Soto, après la décision

de la Cour. Avec une popularité au plus bas (9%), une première depuis la fin de la dictature militaire d'Augusto Pinochet (1973-1990), le président Piñera a même perdu le soutien de certains de ses alliés.

"La façon dont les décisions sont prises est non seulement technocratique, mais aussi extrêmement élitiste et avec peu de débat, or la société chilienne est aujourd'hui demandeuse de plus de démocratie et les politiques ne sont plus considérées", analyse le chercheur Marcelo Mella de l'Université de Santiago.

Le système de retraite privé au Chili a été mis en place sous la dictature de Pinochet.

Le mécanisme était pionnier dans la mise en

place d'une capitalisation de retraite individuelle et constitue l'un des moteurs du système économique chilien.

Mais une réforme de ce régime, qui oblige les travailleurs à verser 10% de leur salaires sur un compte d'épargne retraite individuel, était au coeur des revendications du mouvement de contestation sociale qui a débuté en octobre 2019.

Ce système a en effet plongé de nombreux Chiliens dans la pauvreté, les condamnant à des retraites inférieures au salaire minimum (301.000 pesos, 375 euros).

De précédentes tentatives de réforme s'étaient heurtées à l'opposition de la droite et du patronat.

KHENCHELA

Suspension du P/APC d'Ouled Rechache "à titre conservatoire pour poursuites judiciaires" à son encontre

Le wali de Khencchela, Ali Bouzidi a rendu mardi un arrêté portant suspension du président de l'Assemblée populaire communales (P/APC) de Ouled Rechache de ses fonctions "à titre conservatoire, car faisant objet de poursuites judiciaires", a-t-on appris des services de la wilaya.

Cette décision a été prise par le wali à la suite des poursuites judiciaires engagées contre de M.

Abdelkader Keziz, en sa qualité de P/APC d'Ouled Rechache dans une affaire liée la mauvaise gestion de la même commune, a précisé la même source.

Le chef Daira d'Ouled Rechache, Mebrook Tebani a présidé, mardi soir, la cérémonie d'installation de M. Mehmoud Sifi, en qualité de président par intérim de l'APC d'Ouled Rechache.

Ce dernier était classé deuxième sur la liste du Parti national pour la solidarité et le développement (PNSD) qui a remporté les élections communales du 23 novembre 2017.

L'article 43 du Code communale stipule que « l'élu faisant l'objet de poursuites judiciaires pour crime ou délit en rapport avec les deniers publics ou pour atteinte à l'honneur ou ayant fait l'objet de mesures judiciaires ne lui permettant pas de poursuivre valablement l'exercice de son mandat électif, est suspendu par arrêté du wali, jusqu'à intervention de la décision définitive de la juridiction compétente.

En cas de jugement définitif d'innocentant, l'élu reprend automatiquement et immédiatement l'exercice de son activité électorale ».

ORAN

Un plan d'urgence pour collecter le carton sur les boulevards commerçants

La direction de l'environnement de la wilaya d'Oran a récemment chapeauté la mise en place d'un plan d'urgence pour la collecte du carton, "anarchiquement jeté" au niveau des boulevards commerçants, a-t-on appris mardi auprès de cette administration.

La direction de l'environnement a tenu une série de réunions avec différents intervenants dans la gestion des déchets au niveau du groupement d'Oran, à l'instar de l'EPIC responsable de la gestion des centres d'enfouissement technique d'Oran (EPIC CET Oran) et la division de l'hygiène et de l'assainissement (DHA) relevant de la commune d'Oran, pour la mise en place de ce plan, a indiqué la directrice de l'environnement, Samira Dahou.

Ce plan d'urgence implique la mobilisation de plusieurs benne-tasseuses, appelées à faire plusieurs rotations par jour pour collecter le carton qui jonche les boulevards commerçants du groupement d'Oran.

Pour sa part, la cheffe de service valorisation au niveau de l'EPIC CET Oran, Amina El Mogherbi a indiqué que l'EPIC a mobilisé trois benne-tasseuses qui effectuent pas moins de 6 rotations par jour pour collecter le carton des boulevards commerçants du groupement d'Oran, ajoutant que l'EPIC est prête à mobiliser plus de moyens selon le besoin.

Les participants ont également consenti à réactiver la commission de wilaya pour l'inspection de la gestion des déchets commerciaux, à l'arrêt depuis plus d'un an à cause des répercussions de la pandémie du Covid-19, a expliqué Mme El Mogherbi, rappelant que le rôle de cette commission est de sensibiliser les commerçants sur la valorisation des déchets, mais aussi de les mettre devant leurs responsabilités en ce qui concerne l'organisation de la collecte.

La directrice de l'environnement a, par la même occasion, lancé un appel aux commerçants du groupement d'Oran, d'adhérer à ce nouveau plan en posant le carton compacté et propre pas loin des magasins.

"Le carton mouillé ou souillé n'a aucune valeur marchande", explique Mme Dahou.

Pour rappel, l'EPIC CET, qui collecte ce carton, le vend aux enchères à des entreprises spécialisées dans la valorisation de cette matière.

RAMADHAN

Grand intérêt pour les fatwas ramadhanesques

Les fatwas portant sur le jeûne suscitent un grand intérêt auprès des citoyens durant le mois de ramadhane, d'où le nombre important des fatwas reçues par les différents canaux réservés par le ministère des Affaires religieuses et des wakfs, a-t-on appris mardi auprès de l'inspecteur général du ministère, Lakhmissi Bezzaz.

Dans une déclaration à l'APS, le même responsable a fait savoir que "les fatwas ramadhanesques concernant souvent les dispositions de la charia relatives au jeûne, suscitent un grand intérêt auprès des citoyens d'où les milliers des demandes de fatwa reçues par les différents canaux réservés par le ministère".

"La ligne directe du bureau des Fatwas au niveau du ministère est opérationnelle 24/24h pour recevoir les questions des jeûneurs en sus d'autres fatwas répondants aux différentes affaires quotidiennes", a-t-il souligné précisant que la fatwa durant le mois sacré "concernent beaucoup plus les dispositions de la charia au sujet du jeûne".

Et pour fournir une



réponse dans un délai raisonnable, la tutelle a mis en place un service de réponse instantanée assuré par un groupe de muftis travaillant 24h/24h en perm anence au

niveau du ministère outre le site électronique mis à la disposition des citoyens.

Le ministère, poursuivit-il, a consacré à cet effet un numéro vert 1088 permet-

tant de contacter les muftis en sus d'une application "Fatawi Oulama el Jazair" dédiées aux réponses instantanées.

Pour rappel, le ministère des Affaires religieuses et des wakfs a fait état, dans le cadre du bilan de ses activités annuelles (2020), de 7096 fatwas, près de 800 sur le mobile et 200 consultations au niveau du ministère, outre les demandes écrites pour l'émission de 38 autres fatwas.

Il s'agit également du suivi de l'actualité religieuse en rapport avec l'apparition et la propagation du coronavirus par la Commission nationale de la Fatwa et le bureau de la Fatwa au niveau de l'administration centrale et des conseils scientifiques des wilayas.

MINISTÈRE DE L'HABITAT

Plus de 20 ingénieurs techniciens intégrés dans des postes d'emploi

Le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Mohamed Tarek Belaribi a affirmé mardi que plus de 20 ingénieurs techniciens seront intégrés dans des postes d'emploi relevant de son secteur.

"Cette décision s'inscrit dans la vision du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, axée autour de l'accès des jeunes compétences aux postes de responsabilité", a indiqué M. Belaribi lors d'une réunion avec les diplômés de l'Ecole nationale polytechnique (ENP) d'El Harrach, promotion 2020. "Le secteur supervise actuelle-

ment un programme de logement très important et a besoin de compétences pour sa mise en œuvre", a-t-il relevé.

"Afin que l'université ne soit pas à l'écart des entreprises, le ministère a lancé une initiative, en vue d'accompagner les compétences et leur accorder la chance d'accéder au monde de l'emploi, en vue de mettre en pratique le capital de leurs études, en sus de la libération et de la cristallisation des initiatives et des idées", a-t-il ajouté.

Les projets de fin d'études présentés lors de la réunion par les étudiants ont eu un bon écho auprès du ministre de

l'Habitat, pour qui, ces projets "sont bons et portent de nouvelles idées".

Selon le ministre, ces ingénieurs seront orientés vers une formation d'une courte durée (un mois), en vue de tirer profit de l'expérience des cadres dans les domaines de leur spécialité, avant qu'ils ne soient affectés, par la suite, dans leur domaine de travail. Les spécialités des diplômés de l'Ecole nationale polytechnique sont réparties entre réhabilitation des villes antiques, préservation du patrimoine urbain, centres de repos, construction traditionnelle et urbanisme.

LUTTE CONTRE LA CRIMINALITÉ ET LA CONTREBANDE

204 individus arrêtés pour divers délits en une semaine

Deux-cent quatre (204) individus ont été arrêtés dans différentes Régions militaires (RM), durant la période du 21 au 27 avril 2021, par des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire (ANP), pour leur implication dans divers délits de contrebande, indique mercredi, un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN).

"Dans le cadre de leurs nobles missions de défense et de sécurisation du territoire national contre toute forme de menaces, des détachements et des unités de l'Armée nationale populaire ont mené, durant la période du 21 au 27 avril 2021, plusieurs opérations qui témoignent de l'engagement infaillible de nos forces armées à préserver la quiétude et la sécurité dans notre pays", précise la même source.

Ainsi et "dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrecarrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, des détachements combinés de l'ANP ont intercepté, en coordination avec les différents



services de sécurité dans diverses opérations exécutées à travers les différentes Régions militaires, (25) narcotrafiquants et saisi d'énormes quantités de kif traité s'élevant à (13) quintaux et (55) kilogrammes, que les bandes criminelles ont tenté d'introduire à travers les frontières avec le Maroc", est-il ajouté.

A ce titre, "des détachements de l'ANP, les services de la Gendarmerie nationale et des Garde-frontières ont arrêté, lors d'opérations distinctes au niveau des territoires des 2e et 3e RM, (15) narcotrafiquants et saisi (07) quintaux et (47) kilogrammes de kif traité, alors que (02)

narcotrafiquants ont été appréhendés en leur possession (06) quintaux de la même substance en territoire de la 4e RM. De même, (08) autres narcotrafiquants ont été interceptés et (08) kilogrammes de kif traité et (17770) comprimés psychotropes ont été saisis dans diverses opérations menées dans les autres RM", détaillait-on. Par ailleurs, "des détachements de l'ANP ont arrêté à Tamanrasset, In Guezzam, Bordj Badji Mokhtar et Djanet, (170) individus et saisi (25) véhicules, (147) groupes électrogènes, (52) marteaux piqueurs, des outils de détonation et d'autres équipements utilisés dans des opé-

rations d'orpillage illicite, ainsi que (459) sacs de mélange d'or brut et de pierres ainsi que (174) tonnes de denrées alimentaires destinées à la contrebande, tandis que (09) individus ont été arrêtés et (10) fusils de chasse, (53,5) quintaux de tabacs et (442) Smartphones ont été saisis lors d'opérations distinctes menées à Béchar, Adrar, El-Oued, Sétif et Oum El Bouaghi.

De même, les Garde-frontières ont déjoué des tentatives de contrebande de grandes quantités de carburants, s'élevant à (19037) litres à Tébessa, El-Tarf, Souk Ahras et Bordj Badji Mokhtar".

"Dans un autre contexte, les Garde-côtes ont mis en échec des tentatives d'émigration clandestine de (53) individus qui étaient à bord d'embarcations de construction artisanale à Oran, Ain Témouchent, Annaba et El-Tarf, alors que (187) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été appréhendés à Djanet, In Salah, Bordj Badji Mokhtar et Adrar", conclut le MDN.

SAHEL

29 millions de personnes ont besoin d'aide (ONU)

Quelque 29 millions d'habitants de six pays du Sahel ont besoin d'une aide humanitaire et de protection, soit cinq millions de plus qu'il y a un an, ont mis en garde mardi des agences de l'ONU et des organisations non-gouvernementales.

Il s'agit d'un "nouveau record", qui concerne le Burkina Faso, le Nord du Cameroun, le Tchad, le Mali, le Niger et le Nord-Est du Nigeria, ont précisé dans un communiqué conjoint ces acteurs de l'aide humanitaire.

"Une génération entière d'enfants est en danger", estime la directrice régionale du Fonds des Nations unies pour l'Enfance (Unicef), Marie-Pierre Poirier, citée dans le communiqué.

"Le nombre d'attaques violentes a été multiplié par huit dans le Sahel central et par trois dans le bassin du lac Tchad (...) Près de 5.000 écoles sont fermées ou non opérationnelles, compromettant l'avenir de centaines de milliers d'enfants et 1,6 million d'enfants risquent de souffrir de malnutrition aiguë sévère", ajoute-t-elle.

Le nombre de personnes déplacées de force n'a par ailleurs jamais été aussi élevé: "du Sahel central au bassin du



lac Tchad, 5,3 millions de personnes sont déracinées et ont besoin de protection", selon le communiqué.

Les civils sont "confrontés à un nombre croissant d'attaques meurtrières, de violences basées sur le genre, d'extorsions ou d'intimidations, et sont contraints de fuir", souligne Xavier Creach, coordinateur Sahel du Haut

commissariat de l'ONU pour les Réfugiés (HCR), pour qui la réponse "doit forcément inclure les fonctionnaires d'accueil qui partagent généreusement le peu de ressources dont elles disposent".

Les femmes et les filles "sont enlevées, violées et mariées de force.

Pourtant, la lutte contre les violences basées sur le genre

est encore largement sous-financée", regrette Fatoumata Haidara, directrice pour le Sahel de l'ONG Plan International.

"La faim a augmenté de près d'un tiers en Afrique de l'Ouest, atteignant son niveau le plus élevé depuis près de 10 ans", relève Chris Nikoi, directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) en Afrique de l'Ouest.

"En raison de la flambée des prix, un simple repas de base est devenu hors de portée pour des millions de familles pauvres", dit-il, en insistant sur le "besoin d'une assistance immédiate" et de "solutions à long terme".

"A la fin du mois d'avril, seuls 9% des 3,7 milliards de dollars nécessaires ont été reçus.

Ce n'est pas suffisant", a déploré Julie Belanger, cheffe du Bureau de la coordination des affaires humanitaires de l'ONU (Ocha) pour l'Afrique de l'Ouest et du Centre.

FLUX MIGRATOIRES VERS L'ESPAGNE

Le parti VOX exige des sanctions contre le Maroc

Le parti espagnol d'extrême droite VOX a demandé, mardi, au gouvernement "de sanctionner" le Maroc pour avoir permis à des "dizaines d'immigrants clandestins de rejoindre les côtes ibériques", appelant à "une pression internationale sur Rabat pour éviter des actions contraires aux droits de l'Homme et au droit international".

"L'exécutif doit mettre fin à la tentative d'invasion orchestrée par les autorités marocaines qui, par action ou omission, permettent à des milliers de personnes de se rendre sur notre territoire national par voie maritime à Ceuta ou en attaquant notre périmètre frontalier à Melilla", écrit Vox dans un communiqué, relevant que "les autorités marocaines ont abandonné leurs missions en matière de contrôle des

frontières et de leurs propres citoyens".

Le parti VOX appelle, par ailleurs, la communauté internationale à exercer une pression sur le Maroc et à le sanctionner sévèrement.

"Nous appelons pour une pression internationale sur le Maroc et la mise en œuvre de sanctions économiques tant au niveau national que communautaire contre le gouvernement marocain alors que ces pratiques mafieuses et de chantage persistent dans les relations extérieures des Marocains", note la même source.

Selon le parti VOX, la démarche des autorités du Maroc a un rapport direct avec la présence du président sahraoui, Brahim Ghali, en Espagne pour des soins.

"Ces tentatives coïncident avec la présence sur le sol espagnol du secrétaire

général du Front Polisario, admis pour soins urgents dans un hôpital de la région de Saragosse", a affirmé le parti espagnol d'extrême droite VOX.

Pour le journaliste espagnol du site numérique El-confidencial, Ignacio Cembrero, "le Maroc mène des pressions migratoires sur l'Espagne pour tenter de la forcer à reconnaître sa prétendue souveraineté sur le Sahara occidental".

Le journaliste avait souligné dans son article sur les pressions migratoires subies par l'Espagne, notamment depuis le Maroc, publié au début du mois d'avril en cours, que "cette année sera pire que l'année 2020 qui était une mauvaise année, en terme d'immigration irrégulière, pour l'Espagne, et notamment pour les îles Canaries, avec 22023 arrivées".

IMMIGRATION

L'Espagne expulse au Maroc une centaine de migrants arrivés à la nage à Ceuta

L'Espagne a renvoyé dans leur pays une centaine de migrants marocains arrivés dimanche à la nage à Ceuta, a annoncé mardi la préfecture de l'enclave espagnole.

"Les expulsions ont commencé ce matin" et concernent "entre 100 et 120" personnes, tous "Marocains" et "adultes", a détaillé la préfecture de Ceuta.

Dimanche, une centaine de migrants se sont jetés à l'eau près de la ville marocaine de Fnideq (nord), afin de rejoindre l'enclave espagnole située à quelques kilomètres et séparée du Maroc par une immense barrière de sécurité. La plupart ont été secourus en mer par les autorités espagnoles, et trois personnes ont été hospitalisées pour hypothermie. La petite ville de Fnideq a été en février le théâtre de plusieurs manifestations contre la crise économique, amplifiée par l'arrêt de la contrebande avec Ceuta en 2019 et par la crise sanitaire.

INDE

Séisme de magnitude 6 dans l'Etat d'Assam

Un séisme dont la magnitude a été mesurée à 6 par l'Institut américain de géophysique (USGS) a secoué mercredi matin l'Etat d'Assam, dans le nord-est de l'Inde, sans faire état de victime dans l'immédiat.

La secousse s'est produite à une profondeur relativement faible de 29 km à 02H21 GMT, précise l'USGS.

L'épicentre se situait au nord de Dhekiajuli, dans le nord de l'Etat d'Assam non loin de la frontière avec le Bhoutan.

Des habitants de la capitale de l'Etat Guwahati, à 150 km au sud, ont indiqué que la secousse avait fait bouger des bâtiments et provoqué des lézardes dans les murs.

Il s'est aussi fait état de plusieurs répliques.

ETATS-UNIS

Un enfant de 3 ans tué par une balle perdue

La police recherchait activement des informations mardi sur le meurtre d'un enfant de 3 ans, tué par un tir lors de son propre goûter d'anniversaire en Floride.

Le petit a vraisemblablement été fauché par une balle perdue samedi à la fin de la fête dans la banlieue de Miami, quand des individus "équipés de plusieurs armes semi-automatiques, dont un fusil" ont ouvert le feu sur la maison, alors que ses parents et d'autres membres de sa famille "nettoyaient le jardin", a détaillé la police.

L'enfant "a été transporté à l'hôpital, où il a succombé à ses blessures", a-t-elle précisé.

La prime pour toute information permettant d'arrêter les suspects a été relevée lundi à 15.000 dollars. Le petit, qui allait avoir 4 ans dans quelques jours, fêtait son anniversaire avec un autre enfant, selon ses proches cités par les médias locaux. Les agents se sont rendus sur place après l'envoi d'une alerte par le système ShotSpotter, une technologie acoustique qui permet de détecter les coups de feu et qui est installée dans près d'une centaine de villes américaines.

Une femme de 21 ans a également été blessée dans les rafales de tir.

La police a retrouvé plus d'une soixantaine de douilles sur place.

"Je suis vraiment dévasté, je suis écoeuré", a déclaré Alfredo Ramirez III, le chef de la police du comté de Miami-Dade, en promettant de retrouver les auteurs de ce crime.

Les armes à feu sont très répandues aux Etats-Unis et les enfants, parfois très jeunes, en sont régulièrement victimes.

RUSSIE

L'espérance de vie recule de près de 2 ans avec la pandémie

L'espérance de vie à la naissance des Russes a reculé en 2020 pour la première fois en près de 20 ans sous l'effet du nouveau coronavirus, de près de deux ans, selon des statistiques du ministère de la Santé publiées mardi.

Depuis 2003, cet indicateur augmentait progressivement en Russie et avait atteint 73,3 ans en 2019, avant de reculer brutalement à 71,5 ans entre janvier et décembre 2020.

Selon le ministère, cité par des médias, ce recul s'explique par un excès de décès causé par la Covid-19, qui a posé "l'un des plus grands défis" du système de santé russe.

Mi-avril, le ministre de la Santé, Mikhaïl Mourachko, avait reconnu que la pandémie avait eu "des conséquences démographiques négatives" et entraîné une chute de l'espérance de vie. La semaine dernière, le président Vladimir

Poutine a néanmoins fixé comme objectif d'atteindre une espérance de vie en Russie de 78 ans d'ici 2030, tout en décrivant la situation démographique du pays comme "alarmante". Mardi, le ministère de la Santé a également confirmé que le pays avait connu en 2020 une hausse de la mortalité de 1,79% par rapport à 2019.

La Russie a enregistré entre 8.000 et 9.000 cas d'infection

au nouveau coronavirus chaque jour au mois d'avril pour un total de plus de 4,7 millions de malades depuis le début de la pandémie dans le pays.

La vice-Première ministre, chargée de la Santé, Tatiana Golikova, a indiqué mardi que plus de 12 millions de personnes avaient reçu une première dose de vaccin, soit un peu plus de 8% de la population russe.

CHINE

Une collision provoque une fuite de pétrole au large d'un port chinois

Une collision en Mer Jaune entre un tanker transportant du pétrole brut et un autre navire a provoqué une fuite d'hydrocarbures à proximité du plus grand terminal pétrolier de Chine, selon des sources maritimes.

Le navire vraquier "Sea Justice" a percuté le tanker "ASymphony" à proximité de Qingdao, dans le Nord-est de la Chine aux environs de 9 heures, faisant perdre au second "une quantité de pétrole" a déclaré dans un communiqué la société de gestion

de navires Goodwood Ship Management.

"La force de l'impact a causé une fuite dans les réservoirs du pétrolier" et dans les ballast d'eau qui servent à l'équilibrer, selon le communiqué. "Tous les membres de l'équipage ont depuis été comptabilisés et il n'y a pas eu de blessés", précise la même source.

Les navires aux alentours se sont vu enjoindre de ne pas pénétrer dans un périmètre de 10 miles nautiques (18,5 kilomètres) autour du lieu de la collision, selon

une communication séparée de l'Administration chinoise de la sécurité maritime. L'incident s'est produit au large du plus grand terminal pétrolier chinois, à Qingdao. Goodwood Ship Management a indiqué que les procédures d'urgence ont été activées, en vue de limiter la quantité de pétrole perdue et que des experts ont été déployés pour contenir la fuite et démarrer une opération de nettoyage.

Mais la faible visibilité dans le secteur gêne ces efforts, a ajouté le communiqué.

EPIDÉMIE DE COVID-19 À ALGER Fortes hospitalisations et efforts intenses pour le contrôle de la situation

Les hôpitaux de la wilaya d'Alger connaissent ces derniers jours une importante affluence de patients de Covid-19, au moment où des efforts intenses sont consentis afin de maîtriser la situation épidémiologique, a constaté l'APS.

Lors d'une tournée dans certains hôpitaux de la capitale, à l'instar du Centre hospitalo-universitaire (CHU) "Mustapha Pacha", un mouvement inhabituel a été constaté au niveau des services d'urgence qui ont connu un afflux de dizaines de patients, dont un nombre important a été orienté vers le service Covid-19 en vue de recevoir le traitement nécessaire après confirmation de leur cas d'infection.

En dépit de l'augmentation du nombre de patients coïncidant avec le Ramadan, les membres du personnel médical ont souligné "leur maîtrise actuelle" de la situation, exprimant en même temps "leur inquiétude" quant à la possibilité d'une troisième vague de cette pandémie.

Ce qui accentue "les préoccupations" du personnel médical du CHU, c'est "la saturation" de l'unité Covid-19, due au flux important de patients dont les signes de fatigue et de panique sont constatés, notamment au regard de l'apparition de nouvelles souches de ce virus mortel, a indiqué un proche d'un patient atteint de la Covid-19.

Par ailleurs, la majorité des malades atteints du Coronavirus, abordés par l'APS, ont "admis" que "leur négligence" quant au respect des mesures de prévention ces derniers temps était à l'origine de leur hospitalisation, comme ce fut le cas pour Mme Meriem qui a précisé qu'elle a négligé de porter le masque lorsqu'elle faisait des achats, entraînant ainsi son infection.

A l'hôpital Salim Zemirli à El Harrach, le service COVID est au bord de la saturation et le service des urgences connaît une grande affluence des malades au point où le personnel médical pense isoler les cas suspects Covid-19 compliqués, à l'effet de pouvoir maîtriser la situation, appelant les citoyens à "comprendre la situation" en évitant de se rendre à l'hôpital que si leur état s'aggrave.

Le personnel soignant a relevé, en outre, la possibilité pour les citoyens de se diriger vers les cliniques pour recevoir les soins, particulièrement en cas de complications induites par les mauvaises habitudes accompagnant le jeûne comme l'abus de boissons gazeuses qui entraîne des crises de colopathie et des maux d'estomac.

A l'hôpital "Nafissa Hamoud", une saturation en nombre de lits au niveau du service Covid-19 a été enregistrée, selon un spécialiste qui a affirmé que le service a connu durant les dernières 72 heures, un mouvement "dense" en termes de personnes atteintes, d'autant que deux cas ont été transférés au service de réanimation.

Pour lui, "la situation est maîtrisée", mais elle peut dégénérer si le relâchement dans l'application des mesures préventives se poursuivait.

A l'hôpital "Bachir Mentouri" de Kouba, le service Covid-19 connaît une large réhabilitation, avec des travaux qui prendront fin au cours des prochains jours, a indiqué à l'APS, le directeur de l'hôpital, Issam Eddine Bouyoucef qui a affirmé que ses services ont élaboré "une stratégie anticipative", en vue de faire face à une éventuelle 3^e vague de Corona, notamment à travers la mise à disposition de personnel soignant et d'équipements nécessaires.

A rappeler que le Président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune avait donné, mardi, lors d'une réunion d'évaluation de la situation pandémique dans le pays, qu'il a présidée, une série d'instructions relatives, essentiellement, à l'impératif d'engager une enquête épidémiologique "urgente" sur les nouveaux variants, d'intensifier les campagnes de sensibilisation à grande échelle et de veiller au respect des gestes barrières. Pour le président de la République "les statistiques doivent être données avec précision à partir de chaque wilaya en tenant compte des foyers de contamination cités par cité et village par village, et ce, dans l'objectif de prendre des décisions fondées sur des chiffres précis et d'engager une enquête épidémiologique urgente sur les nouveaux variants en Algérie".

"Les campagnes de sensibilisation doivent être intensifiées à grande échelle et les mesures préventives respectées, à la lumière du relâchement enregistré", a-t-il insisté avant d'ajouter que "la sensibilisation devra englober tous les espaces et structures publiques, notamment les établissements éducatifs, les mosquées, les marchés, les commerces et les moyens de transport".

"Les contraventions doivent être dressées avec rigueur parallèlement à l'intensification du contrôle du respect des mesures préventives", avec "la fermeture totale des frontières terrestres, maritimes et aériennes est maintenue et le niveau de vigilance hissé au quotidien". Pour rappel, une hausse sensible a été enregistrée, ces derniers temps, dans le nombre de personnes atteintes par le virus, d'autant plus que 232 nouveaux cas et 8 décès ont été enregistrés, mardi, ce qui porte le total des cas confirmés à 121.344, selon les statistiques du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

CORONAVIRUS 236 nouveaux cas, 147 guérisons et 9 décès

Deux cent trente six (236) nouveaux cas confirmés de Coronavirus (Covid-19), 147 guérisons et 9 décès ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, indique mercredi un communiqué du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière.

Le total des cas confirmés de Coronavirus s'élève ainsi à 121.580 dont les 236 nouveaux cas, celui des décès à 3234 cas, alors que le nombre de patients guéris a atteint 84.745 cas, précise le communiqué.

Par ailleurs, 23 patients sont actuellement en soins intensifs, ajoute la même source.

En outre, 23 wilayas n'ont recensé aucun cas durant les dernières 24

heures, 16 autres ont enregistré de 1 à 9 cas, alors que 7 wilayas ont recensé plus de 10 cas.

Le ministère rappelle, par la même occasion, que la situation épidémiologique actuelle exige de tout citoyen vigilance et respect des règles d'hygiène et de distanciation physique, tout en insistant sur le respect du confinement et du port du masque.



VACCINATION

L'acquisition prochaine de 300 000 doses permettra d'élever la cadence de vaccination (Derrar)

Le Directeur général de l'Institut Pasteur d'Algérie (IPA), Dr Fawzi Derrar, a annoncé mercredi l'acquisition prochaine d'un quota de 300 000 doses de vaccin russe "Sputnik V" et l'arrivée d'un autre quota "plus important" en juin, en vue "d'élever la cadence" de la vaccination.

"Nous recevons un quota de 300 000 doses de vaccin russe dans les tout prochains jours, ce qui nous permettra d'élever la cadence de la vaccination", a déclaré le Dr Derrar, lors de son passage à l'émission "l'invité de la rédaction" de la chaîne III de la Radio nationale, affirmant qu'un autre arrivage "plus important" de vaccins aura lieu en juin prochain.

Outre le vaccin russe, le DG de l'IPA a fait savoir qu'il y aura également le vaccin chinois et que des discussions sont engagées avec d'autres fournisseurs pour d'éventuelles acquisitions.

Dr. Derrar a tenu, à cette occasion, à rassurer la

population que le rythme de la vaccination va augmenter, notamment avec l'acquisition d'importants quotas de doses de vaccins qui pourraient atteindre "un million de doses à partir de juin prochain", a-t-il déclaré, signalant que 60% des personnes inscrites sur la plate-forme sont vaccinées. Le premier responsable de l'IPA a mis l'accent sur la tension qui sévit actuellement dans le monde quant à l'acquisition du vaccin, laquelle, a-t-il dit, va connaître une baisse dans un ou deux mois, ce qui permettra d'avoir plus de production et "nous aider à avoir plus de doses pour entamer des campagnes de vaccination de grande échelle".

Quant à cette tension mondiale, elle s'explique, selon Dr Derrar, par le fait qu'il "n'existe pas beaucoup de producteurs de grandes cadences", ce qui explique également "les répercussions sur les pays" et la lenteur des "process d'acquisition".

Il a noté aussi que des fournisseurs de vaccins "voulent distribuer ou inaugurer certains marchés un peu partout", ce qui explique, d'après le DG de l'IPA, l'origine de cette "grande tension" qui fait que "l'on ne reçoit pas selon le planning qu'on voulait au départ".

Pour ce qui est des variants, il a fait savoir que le variant britannique est "très préoccupant" et source d'inquiétude, car c'est lui, a-t-il affirmé, qui "rythme actuellement l'épidémie" au Canada et en Europe, contrairement au variant nigérian qui n'est pas considéré par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) comme "variant préoccupant" mais "variant sous surveillance".

"Actuellement, le variant nigérian est une source d'inquiétude, mais là où il était apparu comme au Canada, en France, en Allemagne, est en déclin.

C'est pour ça que nous allons observer une décré-

prochainement dans ce variant", a-t-il noté, indiquant que le variant indien, qui est un variant hybride, "comporte les mutations qui posent problème".

"Cela nous interpelle pour avoir une surveillance très étroite de ces variants et qu'on puisse être amène à prendre des décisions le cas échéant", a-t-il ajouté.

Par ailleurs, Dr. Derrar a affirmé ne pas savoir "avec exactitude" comment les variants ont fait leur apparition dans le pays, estimant que ce n'est "pas surprenant" et c'est "très difficile d'avoir une fermeture hermétique à 100%" des frontières.

Il a tenu à souligner l'importance de la fermeture des frontières qui a permis, selon lui, de "circonscrire ce variant à l'intérieur et qui n'a pas eu l'éclosion qu'on voit dans les autres pays", ajoutant que si on persiste dans "ce relâchement on donnera la chance à ce variant britannique de se propager".

SÉTIF

Réception de plus de 12.000 nouvelles doses de vaccin contre la Covid-19

La wilaya de Sétif a réceptionné récemment un nouveau quota de 12.550 nouvelles doses de vaccin Astra Zeneca, destiné à vacciner 6.275 personnes contre la Covid-19, à raison de deux doses, a-t-on appris mardi du directeur de la santé et de la population (DSP), Abdelhakim Dehane.

Ce vaccin est actuellement disponible dans toutes les infrastructures de santé de la wilaya pour assurer la vaccination des citoyens en fonction des catégories les plus à risque d'être contaminées par la Covid-19, a précisé le même responsable, soulignant l'importance de cette opération dans le but de réduire le nombre des contaminations et d'atteindre l'immunité collective.

Cette quantité de vaccin est la troisième dont a bénéficié la wilaya depuis le lancement de l'opération de vaccination contre le coronavirus en février dernier, a-t-il fait savoir, rappelant que le premier quota comptait 1.165 doses de vaccin russe Sputnik-V, tandis que le deuxième quota s'éle-

vait à 13.000 doses de vaccin chinois Sinopharm. La vaccination des citoyens à l'aide de ces deux vaccins, se déroule à travers tout le territoire de la wilaya à un rythme atteignant 99% et 93% respectivement, a fait remarquer M. Dehane Le DSP a appelé, dans ce contexte, l'ensemble des citoyens, en particulier les personnes âgées et celles atteintes de maladies chroniques, à se rapprocher des établissements sanitaires pour accélérer la cadence de la vaccination et lutter contre la propagation du virus.

Il a également rappelé que les chiffres enregistrés récemment en matière de contamination par la Covid-19, notamment dans les hôpitaux de Sétif, Ain Oulmène et El Eulma (Sud et Est de Sétif) nécessitent plus de vigilance de la part des citoyens, en particulier s'agissant du respect des mesures préventives à l'instar du port de masques de protection, la distanciation sociale et la désinfection. A cet égard et selon le

même responsable, il a été procédé à la redynamisation des comités de sécurité des dairas et des circonscriptions sanitaires afin d'intensifier les actions de sensibilisation envers les citoyens, les exhortant à respecter les mesures préventives, notamment dans les espaces publics et les marchés commerciaux, particulièrement durant ce mois de Ramadan.

Il a aussi exhorté les citoyens à la nécessité de respecter les mesures préventives et les protocoles sanitaires tout en évitant les regroupements.

Pour rappel, toutes les mesures nécessaires ont été prises pour la réussite de l'opération de vaccination contre la Covid-19 dans cette wilaya, dont le coup d'envoi a été donné le 3 février 2021 dans la polyclinique "El Hidhab" (Est Sétif), à travers la mobilisation de 94 centres équipés d'appareils de réfrigération, selon les données recueillies auprès de la direction de la santé.

P A N D É M I E D E C O R O N A V I R U S

LA PANDÉMIE DANS LE MONDE

La pandémie a fait au moins 3.137.725 décès

La pandémie de Covid-19 a fait au moins 3.137.725 décès dans le monde depuis son apparition fin décembre 2019, selon un bilan établi mercredi par des médias à partir de sources officielles.

Plus de 148.657.360 cas d'infection ont été diagnostiqués depuis le début de l'épidémie. Sur la journée de mardi, 14.536 nouveaux décès et 844.389 nouveaux cas ont été recensés dans le monde.

Les pays qui ont enregistré le plus de nouveaux décès dans leurs derniers bilans sont l'Inde avec 3.293 nouveaux morts, le Brésil (3.086) et les Etats-Unis (724).

Les Etats-Unis sont le pays le plus touché tant en nombre de morts que de cas, avec 573.381 décès pour 32.176.051 cas recensés, selon le comptage de l'université Johns Hopkins.

Après les Etats-Unis, les pays les plus touchés sont le



Brésil avec 395.022 morts et 14.441.563 cas, le Mexique avec 215.547 morts (2.333.126 cas), l'Inde avec 201.187 morts (17.997.267 cas), et le Royaume-Uni avec 127.451 morts (4.409.631 cas). Parmi les pays les plus

duement touchés, la Hongrie est celui qui déplore le plus grand nombre de morts par rapport à sa population, avec 279 décès pour 100.000 habitants, suivi par la République tchèque (272), la Bosnie (257), le Monténégro (235) et la Bulgarie (232).

L'Europe totalisait 1.059.028 décès pour 49.895.378 cas, l'Amérique latine et les Caraïbes 904.431 décès (28.377.041 cas), les Etats-Unis et le Canada 597.446 décès (33.368.241 cas), l'Asie 326.169 décès (24.751.507 cas), le Moyen-Orient 128.814 décès (7.695.675 cas), l'Afrique 120.794 décès (4.526.568 cas), et l'Océanie 1.043 décès (42.955 cas).

INDE

Plus de 200.000 morts du Covid-19

Le nombre de décès du Covid-19 en Inde a dépassé les 200.000 mercredi, avec plus de 3.000 décès signalés en 24 heures pour la première fois, selon les données officielles.

Au total, 201.187 personnes ont succombé à l'épidémie dans le pays, et 3.293 sur ces dernières 24 heures, selon le ministère de la Santé, même si de nombreux experts estiment que le véritable bilan est plus élevé.

L'Inde a enregistré un total de 18 mil-

lions de contaminations, avec 360.000 nouveaux cas recensés sur les dernières 24 heures.

Près de six millions de nouveaux cas se sont ajoutés sur ce seul mois d'avril.

L'explosion du nombre de cas, imputée notamment à un variant du virus et à des rassemblements politiques et religieux de grande ampleur, a submergé les hôpitaux, qui manquent cruellement de lits, de médicaments et d'oxygène. La crise est particulièrement grave à New Delhi, où des

personnes à bout de souffle meurent aux portes des hôpitaux bondés. L'Inde a jusqu'à présent administré 150 millions de vaccins et, à partir de samedi, le programme sera étendu à tous les adultes, ce qui signifie que 600 millions de personnes supplémentaires pourront en bénéficier.

De nombreux Etats signalent toutefois que leurs stocks de vaccins sont insuffisants et les experts appellent le gouvernement à donner la priorité aux groupes vulnérables et aux zones les plus touchées.

ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

Le variant indien détecté dans "au moins 17 pays"

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé mardi que le variant dit indien du coronavirus, soupçonné d'avoir plongé l'Inde dans une crise sanitaire majeure, a été détecté dans "au moins 17 pays". Selon l'OMS, le variant B.1.617, plus communément appelé variant indien du fait de sa première occurrence en Inde, a été détecté dans plus de 1.200 séquences de génome, dans "au moins 17 pays".

"La plupart des séquences téléchargées sur la base de données GISAID viennent d'Inde, du Royaume-Uni, des Etats-Unis et de

Singapour", a déclaré l'OMS dans son compte-rendu hebdomadaire sur la pandémie. Ces derniers jours, le variant a aussi été signalé dans plusieurs pays européens (Belgique, Suisse, Grèce, Italie). La modélisation préliminaire de l'OMS basée sur les séquences soumises au GISAID indique que "le B.1.617 a un taux de croissance plus élevé que les autres variants en circulation en Inde, ce qui suggère une plus grande contagiosité".

L'OMS a récemment classifié ce variant comme un "variant d'intérêt" et non pas "un variant préoccupant". Or, cette dernière

appellation indiquerait que ce variant est plus dangereux (plus grande contagiosité, plus mortelle et capable d'échapper aux immunités vaccinales). Et ce variant suscite encore des interrogations.

"D'autres conduites" peuvent aussi être à l'origine de la recrudescence des cas en Inde, avance l'OMS, comme le non-respect des restrictions sanitaires et les rassemblements de masse. L'organisation souligne en outre que d'autres variants actuellement en circulation présentent également une grande contagiosité, mais que la combinaison de ces deux fac-

teurs "pourrait jouer un rôle dans la résurgence des cas" en Inde. L'Inde fait face à une explosion des cas, battant lundi un record mondial de 352.991 nouvelles contaminations et un record national de 2.812 décès, faisant par la même occasion grimper le nombre total de cas dans le monde à 147,7 millions.

"Des recherches supplémentaires" notamment sur la contagiosité, la sévérité et le risque d'une réinfection du variant indien "sont (...) urgemment nécessaires" pour comprendre le rôle qu'il joue dans la crise sanitaire en Inde.

ORGANISATION INTERNATIONALE DU TRAVAIL

Le virus a tué 7000 soignants et menace 136 millions de travailleurs du secteur

Sept-mille soignants sont décédés depuis l'apparition du Covid-19, tandis que 136 millions de travailleurs du secteur sanitaire et social risquent de contracter le virus au travail, selon le dernier rapport de l'Organisation internationale du Travail (OIT), publié à l'occasion de la Journée mondiale pour la sécurité et la santé au travail. "Depuis l'apparition de la pandémie de Covid-19, les travailleurs de certains secteurs d'activité, comme l'urgence, la santé et les soins sociaux, ont été particulièrement vulnérables au risque d'infection", indique le rapport, précisant que "7000 soignants sont morts depuis le début de la crise tandis que les 136 millions de travailleurs du secteur sanitaire et social risquent de contracter le Covid-19 au travail". Pour l'OIT, "les pressions et les risques auxquels ont été confrontés les professionnels de santé pendant la pandémie ont également eu des répercussions sur leur santé mentale : à l'échelle mondiale, un travailleur de la santé sur cinq a signalé des symptômes de dépression et d'anxiété".

A l'instar des secteurs de la santé et du soin, le rapport relève que "beaucoup d'autres lieux de travail ont été des foyers de contamination par le Covid-19, quand le personnel travaillait en milieu fermé ou passait du temps à proximité les uns des autres, y compris dans des hébergements collectifs ou les transports en commun".

Analysant les problèmes sanitaires dus à l'essor spectaculaire du télétravail pendant la pandémie, le rapport affirme que "si le télétravail a été essentiel pour limiter la propagation du virus, pour préserver l'emploi et l'activité des entreprises et pour donner plus de flexibilité aux travailleurs, il a également brouillé les limites entre le travail et la vie personnelle".

Il est ainsi noté que "65% des entreprises interrogées par l'OIT et le Réseau sécurité et santé au travail (SST) du G20 ont

indiqué que les travailleurs ont eu du mal à garder le moral pendant le télétravail". "Les petites et micro-entreprises ont souvent éprouvé des difficultés à satisfaire aux exigences officielles en matière de SST car beaucoup d'entre elles n'avaient pas les ressources nécessaires pour s'adapter aux menaces posées par la pandémie", relève le rapport. Dans l'économie informelle, l'OIT estime qu'"une bonne partie des 1,6 milliard de travailleurs, surtout dans les pays en développement, a continué de travailler malgré les fermetures, les restrictions de déplacement et d'interaction sociale, et d'autres mesures", ajoutant que "ces travailleurs courent ainsi le risque d'attraper le virus alors même que la plupart d'entre eux n'ont pas accès à une protection sociale de base, comme des congés de maladie ou des indemnités journalières".

L'étude affirme, à cet égard, que "les normes internationales de travail offrent des orientations spécifiques sur la manière de relever ces défis, réduisant ainsi le risque de propagation du virus au travail".

Améliorer les politiques nationales sanitaires au travail et les intégrer dans la réponse aux crises

L'OIT exprime dans son rapport la nécessité pour les pays "d'améliorer les politiques nationales de sécurité et de santé au travail, ainsi que les cadres institutionnels et réglementaires, et de les intégrer dans la réponse aux crises".

"Les pays doivent mettre en place des systèmes de sécurité et de santé au travail solides et résilients qui permettent de réduire les risques dans le monde du travail en cas de nouvelle urgence sanitaire", indique-t-elle.

Pour l'OIT, "cela suppose d'investir dans les infrastructures de SST et de les intégrer dans les plans nationaux globaux de

préparation et de réponse aux crises, afin de protéger la sécurité et la santé des travailleurs et de favoriser la continuité de l'activité des entreprises". Les normes internationales de travail "fournissent des outils pour mettre en place des mesures de SST et faire en sorte que les travailleurs, les employeurs et les gouvernements puissent maintenir des emplois décents tout en s'adaptant aux conséquences socio-économiques de la pandémie", explique l'organisation, indiquant qu'"elles encouragent également le dialogue social qui est le meilleur moyen de veiller à ce que les procédures et les protocoles soient acceptés et mis en place efficacement".

Le directeur général de l'OIT, Guy Ryder, a affirmé, à cette occasion, qu'"on ne saurait démontrer plus clairement l'importance de se doter d'un environnement solide et résilient en matière de sécurité et de santé au travail".

"La reprise et la prévention requièrent de meilleures politiques nationales, de meilleurs cadres institutionnels et réglementaires, correctement intégrés dans les cadres de réponse aux crises", a-t-il préconisé.

Le rapport, intitulé "Anticiper, se préparer et répondre aux crises : investir maintenant dans des systèmes de SST résilients", étudie la prévention et la gestion des risques liés à la pandémie et analyse les autres risques pour la sécurité et la santé au travail liés aux nouveaux aménagements du travail résultant des mesures prises pour endiguer la propagation du virus. Il décrit les rôles essentiels joués par les institutions et les cadres réglementaires de sécurité et de santé au travail pendant la pandémie, les mécanismes de surveillance, les services de santé et de conseil, les données, la recherche et la formation.

ALLERGIES AU POLLEN QUE FAIRE POUR SOULAGER LES SYMPTÔMES ?

Les allergies au pollen sont de retour ! Ce sont ainsi pas moins de 12 millions de Français qui ont les yeux qui pleurent, la gorge qui picote et le nez qui coule. Que faire pour soulager le nez qui coule ou les yeux qui gratent ? Le point sur les symptômes et les traitements.

Le printemps 2021 démarre à peine mais avec les premières chaleurs, les arbres sont en fleurs et libèrent leurs pollens, ainsi qu'en témoigne la carte des pollens 2021. Selon le dernier bulletin de surveillance des pollens (BNSA), "les concentrations de pollens de graminées augmenteront ces prochains jours à la faveur d'un temps printanier et de températures dignes d'un mois d'été". On estime que 20% de la population française présente une allergie au pollen et chaque année, la fréquence d'apparition des allergies au pollen augmente. Heureusement, les solutions existent et se diversifient.

Qu'est-ce qu'une allergie aux pollens ?

L'allergie est une réaction d'hypermensibilité de l'organisme. Au contact avec les yeux ou les voies respiratoires, les pollens provoquent des réactions inflammatoires plus ou moins invalidantes. Au printemps et en été de nombreuses personnes sensibles souffrent d'allergie aux pollens, comme en. Cette allergie saisonnière se manifeste principalement au printemps, mais elle peut s'étendre sur plusieurs mois, parfois jusqu'à l'automne. Plus la température est douce, voire chaude, et sèche, plus la concentration de pollens est élevée : à certaines périodes, on peut retrouver près de 1000 grains de pollen par mètre cube d'air, alors que 5 grains suffisent pour que les symptômes apparaissent.

Quels sont les symptômes d'une allergie aux pollens ?

Rhume des foins, avec son cortège de symptômes, est déclenché par les pollens d'arbres, d'arbustes ou de graminées qui, dès le printemps, se trouvent en suspension dans l'air. Ils pénètrent dans les voies respiratoires, par inhalation, provoquant chez les personnes sensibles une inflammation de la conjonctive des yeux (conjonctivite) et de la muqueuse nasale. D'où ces yeux larmoyants, piquants, ce nez "fontaines" ou au contraire obstrué, et cette gorge irritée qui démange. Avec comme conséquence, et c'est souvent négligé, des nuits hachées et donc une fatigue parfois importante. "Comme dans toute allergie, l'organisme réagit de façon inadaptée, libérant de l'histamine et d'autres substances inflammatoires", explique le Dr Isabelle Bossé, présidente du syndicat des allergologues.

Dans les formes bénignes, cela



se traduit par une rhinite allergique, dont les symptômes sont : éternuements nez bouché nez qui coule (écoulement nasal clair)

larmoiements des yeux

Certaines personnes sont plus sensibles aux symptômes respiratoires déclenchés par les pollens. En effet, tout patient présentant une fragilité respiratoire voit son risque augmenter. C'est notamment le cas des asthmatiques.

Les 5 signes d'une rhinite allergique peuvent être mémorisés avec le mot PAREO.

- P comme prurit (démangeaisons des yeux, du nez et même du palais).

- A comme anosmie (perte de l'odorat).

- R comme rhinorrhée (écoulement nasal clair).

- E comme éternuements.

- O comme obstruction nasale (nez bouché).

Les pollens d'arbres (février à mai), de graminées (mai à juillet) et d'herbacées (juillet à octobre) occupent le terrain plus de la moitié de l'année. Mais vous n'êtes sûrement pas allergique à tout. Voilà pourquoi il est important d'identifier les allergènes qui déclenchent vos crises, en pratiquant des tests chez un médecin.

Est-ce normal de se sentir fatigué ?

Les allergies au pollen se plaignent souvent d'être fatigués.

Attention, ce symptôme ne doit pas être confondu avec la somnolence, parfois consécutive à la prise d'anti-histaminiques. Alors dites-vous la fatigue ? En fait elle est liée aux autres symptômes : le sommeil est affecté, les réveils nocturnes sont plus nombreux, et donc la fatigue générée augmente.

Comment se fait le diagnostic de l'allergie au pollen ?

Le bilan allergologique à lecture immédiate (qu'on appelle aussi prick-test) consiste à appliquer sur la peau des extraits d'allergènes que l'on peut respirer (pollens, acariens, poils d'animaux...). Le médecin allergologue les fait ensuite pénétrer sous la peau en réalisant une petite griffure indolore.

Si le résultat est positif, un petit bouton apparaît en moins de 30 minutes à l'endroit de l'allergène concerné. Un test allergologique positif doit toujours être confronté aux symptômes et aux circonstances de leur apparition avant d'affirmer que vous êtes allergique et d'envisager un traitement. Par exemple, un test positif aux graminées n'aura pas de valeur diagnostique si votre rhinite est permanente tout au long de l'année, car s'ils s'agissent vraiment d'une allergie aux pollens de graminées, la gêne s'arrête au printemps.

A noter : si vous prenez des anti-histaminiques, vous devez les arrêter au moins une semaine avant de faire le bilan allergologique sinon, vous risqueriez de rendre les tests faussement négatifs.

Quels traitements contre l'allergie au pollen ?

Le seul traitement à long terme de l'allergie au pollen est la désensibilisation. Elle consiste à mettre en contact l'organisme avec l'allergène régulièrement, à faible dose, sur plusieurs années, pour que le corps ne reconnaisse plus l'allergène comme ennemi.

Les autres solutions restent les traitements symptomatiques, consistant à limiter dans le temps les symptômes du rhume des foins. Pour tenter d'échapper à ces petites irritations allergiques qui vous empêchent de profiter du retour du soleil en toute sérénité, commencez par rincer régulièrement votre nez avec du sérum physiologique ou un avec un spray d'eau de mer additionné de manganèse.

Les médicaments antihistaminiques peuvent aussi réduire la réaction allergique, de même que les dérivés de la cortisone en cas de symptômes respiratoires plus importants. Les antihistaminiques peuvent être disponibles en pharmacie sans ordonnance.

Que faire ? Si ces symptômes apparaissent pour la première fois et persistent plus d'une semaine, demandez conseil à votre pharmacien. Il vous conseillera un produit de lavage nasal (sérum physiologique), une solution de lavage oculaire (Dacryoserm...) ou/et un

antihistaminique (cétirizine, desloratadine) pour une durée maximale de 7 jours. À raison d'un comprimé par jour (une dose de sirop ou de solution buvable pour les enfants à partir de 5 ans).

Si la gêne persiste, il vaut mieux consulter votre généraliste. Il pourra vous prescrire un antihistaminique de dernière génération (bilastine, ebastine, rupatadine), à raison d'un comprimé par jour jusqu'à disparition des symptômes. Selon leur intensité, il y ajoutera des corticoïdes nasaux (beclométhasone, fluticasone, budesonide) et un collyre (cromoglycate de sodium, kétotifène, levocabastine).

Que faire au quotidien pour soulager une allergie au pollen ?

L'allergie au pollen, connue également sous le nom de rhume des foins, peut être très gênante au quotidien. Pour lutter contre les allergies, des remèdes naturels et des astuces de grand-mère ont prouvé leur efficacité. Certaines plantes permettent de réduire la fréquence des crises allergiques. Pour soulager les allergies au pollen, l'estragon est une bonne solution. Il agit comme un anti-allergène grâce à ses composants tels que le coumarin et les flavonoïdes.

Le thym, un expectorant naturel, permet de décongestionner les voies respiratoires. Pour soulager les voies respiratoires, l'huile essentielle de lavande vraie est aussi très efficace. Pour lutter contre le nez qui coule, l'ortie est le remède idéal. L'infusion de sureau et le vinaigre de cidre sont également préconisés. Les extraits de feuilles de pétaïste, à prendre sous forme de gélules, sont aussi reconnus pour leur action positive en cas d'allergie au pollen.

Et aussi ces gestes peuvent vous aider à mieux supporter votre allergie :

Aérer la maison en fin de journée

Se renseigner sur les conditions météorologiques avant une promenade à la campagne

Porter des lunettes de soleil quand vous sortez

Fermer les fenêtres lorsque le vent du gazon

Éviter de dormir la fenêtre ouverte si le lit est près de la fenêtre

Laver souvent vos cheveux pour éliminer le pollen (avant d'aller vous coucher, pour ne pas le disperser sur l'oreiller)

Éviter de rouler la fenêtre ouverte ou de faire du vélo

Pollens : l'homéopathie pour soulager les allergies

Yeux qui piquent, nez qui coule, éternuements en cascade : les pollens sont de retour ! Et si vous testiez l'homéopathie pour soulager les symptômes ? Même sans avoir consulté le dernier bulletin allergopollinique, vous savez que les pollens sont de retour. Yeux qui pleurent, éternuements en cascade, démangeaisons du nez ou des yeux : tous les symptômes de la conjonctivite ou de la rhinite allergique sont là pour vous le rappeler !

Pour soulager les symptômes de l'allergie au pollen, vous pouvez opter sans risque pour l'homéopathie, quitte à ajouter les granules aux médicaments antihistaminiques, afin d'en diminuer les doses et en augmenter l'efficacité. Les homéopathes recommandent deux médicaments de base : Pollens 30 CH et Nuxvomistamine 7 CH : cinq granules de chaque, à prendre idéalement deux fois par jour pendant toute la saison pollinique et durant toute sa durée. Poumon histamine se prend le matin et Pollens le soir au coucher.

LES AUTRES REMÈDES

Allium cepa 9 CH quand le nez coule avec des éternuements
 • Naphthalitum 7 CH quand l'écoulement nasal est abondant
 • Nuxvomica 9 CH en cas de nez bouché la nuit avec des éternuements le matin
 • Euphrasia 7 CH quand les yeux sont très irrités (avec ou sans rhinite)
 • Sabadilla 5 CH : si le rhume des foies d'une obstruction des narines et de démangeaisons du voile du palais
 Choisir celui ou ceux qui correspondent le mieux à vos symptômes et prendre 2 granules 3 à 4 fois par jour, espacer et arrêter en fonction de l'amélioration.

On consulte le médecin... Si une toux et une difficulté respiratoire (pouvant déclencher une crise d'asthme : respiration sifflante) surviennent. Si le traitement homéopathique n'apporte pas de soulagement après quelques jours et si les symptômes perturbent les activités quotidiennes et/ou empêchent de bien dormir

ALLERGIE AU POLLEN

5 REMÈDES NATURELS POUR SOULAGER

Nez qui coule, yeux qui piquent, gorge qui démange... Si vous êtes allergique aux pollens, voici 5 remèdes maison qui vous aideront à garder le sourire même quand les pollens s'envolent.

Cette année 2020 est particulièrement difficile à vivre pour les allergiques aux pollens. La carte des pollens est écarlate mais avec le récent déconfinement, l'envie de sortir dans les parcs et jardins est grande. Voici des remèdes maison qui peuvent soulager les symptômes de l'allergie au pollen.

UN TISANE D'ORTIE ET DE MENTHE POIVRÉE

L'ortie n'est pas une plante d'emblée engageante mais c'est pourtant une des plantes les plus incroyables qui peut tout à la fois soulager les douleurs de l'arthrite, aider à lutter contre les insomnies et, bien entendu, à combattre les allergies saisonnières. La menthe poivrée quant à elle contient un type de qui peut aider à inhiber l'activité et la sécrétion des enzymes comme l'histamine qui provoque la réponse inflammatoire quand on est en contact avec l'allergène.

La recette maison : mettez 1 cuillère à café de menthe sèche ou ¼ tasse de menthe fraîche hachée et 1 cuillère à café de feuilles d'ortie séchées dans une tasse. Couvrez d'eau bouillante et laissez infuser 15 mn. Ajoutez une petite cuillère de miel pour le goût (facultatif). A boire deux fois par jour.

UN JUS D'AGRUMES FRAIS

Cette boisson extrêmement riche en vitamine C va vous aider à fournir de l'énergie à votre système immunitaire, particulièrement sollicité lorsqu'il est en contact avec les allergènes. En outre, la vitamine C a une action anti-histaminique naturelle en bloquant la sécrétion de l'histamine par les globules blancs. La recette maison : pressez le jus d'un demi-citron et de 2 oranges. Réfrigérez pendant quelques



heures. Avant de boire ce jus de miel bio produit dans votre région. Cela vous aidera à renforcer votre immunité contre les pollens que vos muqueuses nasales vont croiser dans les jours qui viennent.

UN JUS D'OIGNON

Aussi peu appétissant que cela puisse paraître, le jus d'oignon est un remède efficace pour lutter contre la rhinite allergique (d'ailleurs en homéopathie le remède Allium cepa utilisé pour le nez qui coule est issu de l'oignon). L'oignon est en effet constitué de composés sulfurés aux propriétés anti-inflammatoires et est riche en vitamine C. dont on vient de vous vanter les vertus.

La recette maison : émincez un oignon rouge et faites infuser dans un litre d'eau minérale pendant 8 à 12 heures. La boisson peut être

conservée pendant quatre jours au réfrigérateur ; buvez-en une à deux fois par jour. Si le goût vous rebute, vous pouvez ajouter une cuillère à café de miel dans chaque verre.

UN EN-CAS POMMES-NOIX

Ce mélange de fruits frais et secs va vous permettre de soulager les symptômes de l'allergie. Riches en magnésium, les noix aident à réduire les accès de toux ou de respiration sifflante et leur teneur en vitamine E protège votre corps contre les réactions face aux allergènes. Les pommes (comme les oignons) contiennent de la quercétine, un flavonoïde qui réduit la production d'histamine (donc diminue les réactions allergiques).

La recette maison : hachez une poignée de noix et coupez la pomme en petits morceaux. Placez le tout dans un sac plastique ou une boîte hermétique et mélangez bien. En

période d'allergie, ce petit en-cas remplacera avantageusement le cookie de 11h ou la barre chocolatée de 17h !

UN MASSAGE AUX HUILES ESSENTIELLES

L'huile essentielle d'estragon et l'huile essentielle de lavande vraie vont agir en synergie pour diminuer la fréquence des crises d'éternuements. La recette maison : au creux de votre main, mélangez une goutte de chacune de ces deux huiles essentielles. Avec ce mélange, massez-vous vigoureusement les ailes du nez du bout des doigts, et massez-vous les tempes plus délicatement.

Vous pouvez également mélanger ces huiles essentielles dans un peu de miel liquide et l'avaler : 2 à 3 fois par jour, en cure de 3 semaines maximum.

9 SOLUTIONS DOUCES CONTRE L'ALLERGIE AU POLLEN

1/9 - Des ampoules de mangane

Cet oligoélément modifie le terrain allergique et permet de renforcer les muqueuses irritées par la présence des pollens. À prendre à jeun ou 10 mn avant un repas pendant la période des pollens. Découvrez tous les oligo-éléments anti-allergie

2/9 - Des compresses de camomille

Pour soulager les yeux rouges et les paupières gonflées par les pollens, préparez une décoction de fleurs de camomille (faites bouillir 3 mn, infusez 10 mn puis refroidir). Appliquez une compresse imbibée sur les yeux pendant 15 mn. Dé-

couvrez les autres astuces pour calmer une conjonctivite

3/9 - Des huiles essentielles

En cas de nez bouché, versez 2 gouttes d'HE de niaouli sur un mouchoir et respirez pour dégager vos sinus. En cas d'éternuements, préférez l'HE de camomille romaine.

4/9 - Des granules homéopathiques

En cas de nez qui coule, 3 granules 5 fois par jour d'Allium Cepa 5 CH. En cas d'éternuements, 3 granules 5 fois par jour de Nux Vomica 5 CH. Pour les yeux qui pleurent, 3 granules 5 fois par jour d'Euphrasia officinalis 5 CH.

5/9 - La tisane d'ortie et de menthe

2 fois par jour, faites infuser 1 c. à c. de menthe sèche et 1 c. à c. de feuilles d'ortie séchées dans une tasse. Ajoutez du miel pour le goût.

6/9 - Les bourgeons de cassis

Le cassis est riche en mangane, l'oligo-élément qui diminue la sensibilité aux allergènes et il bloque la libération d'histamine (la molécule sécrétée par les cellules de l'organisme quand il entre en contact avec l'allergène). À prendre en cure de 5 à 15 gouttes par jour sous forme de macérat glycéricin (en pharmacie).

7/9 - Un jus d'agrumes

Chaque matin, pressez le jus d'un demi-citron et de 2 oranges. La vitamine C permet en effet de bloquer la sécrétion d'histamine par les globules blancs.

8/9 - Du miel de votre région

Sucrez vos tisanes avec du miel de votre région aide à renforcer votre immunité contre les pollens que vos muqueuses nasales sont amenées à rencontrer.

9/9 - Si les symptômes persistent...

Si vos symptômes sont vraiment très gênants ou s'aggravent, n'hésitez pas à prendre rendez-vous avec votre médecin qui vous prescrira un antihistaminique.

CENTRAFRIQUE Près de 168.000 enfants ont dû fuir les violences (Unicef)

Près de 168.000 enfants ont dû fuir les violences liées aux élections générales organisées en fin d'année en République centrafricaine (RCA), portant à quelque 370.000 le nombre d'enfants déplacés à l'intérieur du pays, soit le niveau le plus élevé enregistré depuis 2014, a indiqué l'Unicef.

"Il s'agit du plus haut niveau de déplacement d'enfants dans le pays depuis 2014", a déclaré le Représentant du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) dans le pays, Fran Equiza.

Le responsable onusien a alerté, lors d'un point de presse mardi à Genève, sur les risques croissants pour les enfants, notamment l'exposition à la violence sexuelle et physique, le recrutement dans les forces et groupes armés, l'augmentation des taux de malnutrition et l'accès limité aux services essentiels.

D'après l'agence onusienne, 53% de la population, dont la moitié sont des enfants, ont besoin d'une aide humanitaire.

Le responsable de l'Unicef a indiqué que la protection est l'un des besoins les plus urgents, notant qu'au cours des trois derniers mois de 2020, "l'ONU a vérifié plus de violations graves que dans tout le premier semestre de la même année, soit 415 incidents touchant 353 enfants (contre 384 incidents touchant 284 enfants)". Il a également rappelé l'adoption, en juin 2020, par le gouvernement centrafricain, d'un "code national de protection de l'enfance" qui, pour la première fois, interdit explicitement le "recrutement et l'utilisation d'enfants par des groupes et forces armés" et indique clairement que les enfants "anciennement associés à des groupes armés ne doivent pas être traités comme des adultes".

D'autre part, M. Fran Equiza a évoqué l'impact indirect mais "sévère" de la pandémie de Covid-19, ayant causé une baisse significative des taux de vaccination, entraîné la fermeture et l'interruption des services destinés aux enfants déplacés de force et aux victimes de violences, notamment par des groupes armés.

Aussi, une école sur quatre n'est pas fonctionnelle en raison des récentes violences, et la moitié des enfants du pays ne sont pas scolarisés à cause du conflit.

En ce qui concerne la nutrition, au moins 24.000 enfants de moins de cinq ans à travers 14 des 35 districts sanitaires de la République centrafricaine risquent une "malnutrition aiguë sévère" suite au récent pic de violence dans le pays.

APS

TCHAD

Le président de la transition annonce un dialogue national inclusif

Le président du Conseil militaire de transition du Tchad (CMT), Mahamat Idriss Déby, a annoncé un dialogue national inclusif pendant la période de transition qui doit durer 18 mois.

Le général Mahamat Idriss Déby, a fait son premier discours mardi et déclaré à l'occasion, qu'un dialogue national inclusif sera organisé pendant cette période de transition qui doit durer 18 mois.

"Je serai le garant de ce dialogue qui n'écludra aucun sujet d'intérêt national selon un calendrier précis que le gouvernement sera appelé à dévoiler", a assuré Mahamat Idriss Déby.

Il s'est prononcé aussi sur le Conseil militaire de transition dont il justifie la mise en place.

"Confronté au renoncement du Président de l'Assemblée nationale d'assumer sa responsabilité constitutionnelle et face à ce péril imminent, un Conseil militaire de transition a été mis en place pour faire face au péril ultime.

La charte de transition qui fonde nos actions est une base pour la mise en œuvre de notre dispositif institutionnel", a indiqué le fils du défunt président Idriss Déby Itno.

Il a tenu à rassurer ses compatriotes sur les intentions du CMT dont le seul objectif est d'assurer la continuité de l'Etat, disant que "les membres du CMT sont des soldats qui n'ont d'autre ambition que celle de servir loyalement et avec hon-



neur leur patrie". le président du CMT a en outre évoqué la mise en place d'un "gouvernement de réconciliation nationale, composé d'une équipe soudée, compétente et représentative du Tchad pluriel" et l'organisation d'un dialogue national inclusif qui "n'écludra aucun sujet d'intérêt national".

Dans le même ordre d'idées, un Conseil national de transition aura la mission d'élaborer une nouvelle Constitution : "Dans les prochains jours et après les consultations en cours,

un Conseil National de Transition, représentatif de toutes les provinces et de toutes les forces vives de la Nation sera également mis en place, de façon consensuelle et concertée, pour permettre l'accompagnement législatif de l'action gouvernementale et donner au pays les bases d'une nouvelle Constitution", a-t-il déclaré.

Pour le général Mahamat Idriss Déby, l'ensemble des actions prévues par le CMT ne pourrait être mis en œuvre sans le soutien de la communauté

internationale. C'est pourquoi il tend la main aux partenaires internationaux : "Le Tchad a besoin d'un soutien massif de ses partenaires pour stabiliser une situation économique et financière durement impactée par le contexte sécuritaire, sanitaire, humanitaire et social", a-t-il indiqué. Il a rassuré ces partenaires sur la disponibilité de son pays à continuer à honorer ses engagements internationaux en ce qui concerne notamment la lutte contre le terrorisme au Sahel.

CÔTE D'IVOIRE

Abidjan s'engage à freiner la prolifération des armes légères pour lutter contre le terrorisme

Le président de la Commission nationale de lutte contre les armes légères et de petit calibre (ComNat-ALPC) en Côte d'Ivoire, Djokouéhi Léon, a exprimé mardi à Abidjan l'engagement de la Côte d'Ivoire à freiner la prolifération des armes légères afin de lutter "efficacement" contre le terrorisme.

Selon le président de la ComNat-ALPC qui intervenait ce mardi lors d'une rencontre entre des experts sous-régionaux et les autorités sécuritaires, "les crimes organisés, les bandes armées, les terroristes qui livrent une guerre asymétrique aux Etats de la sous-région ouest-africaine, opèrent avec les armes légères acquises illicitement du fait du non respect des normes et standards régissant la gestion des stocks d'armes et munitions".

"Réussir à mettre ces armes sous



contrôle total serait résoudre le problème de sécurité physique à 80%", a-t-il estimé.

Pour le représentant de la Commission de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Joseph Ahoba, malgré des progrès enregistrés

dans la lutte contre la prolifération des armes légères ces dernières années, ils doivent être consolidés pour éviter une recrudescence de ce fléau.

"La CEDEAO prévoit la destruction régulière des armes obsolètes dans la zone, car si un pays parvient à contrôler ses armes et son voisin n'y parvient pas, les efforts seront vains", a noté M. Ahoba.

De son côté, le représentant du ministre ivoirien de la Sécurité, Francis Ouattara, a relevé que la Côte d'Ivoire a fait de la destruction de ce type d'armes une réalité depuis 2012 après qu'elle ait mesuré la dangerosité des armes légères et de petit calibre lorsque celles-ci sont hors de contrôle.

"Laisser les armes dans la nature, c'est accroître la capacité opérationnelle des criminels", a conclu M. Ouattara.

AFRIQUE DU SUD

Le président sud-africain exhorte les électeurs à voter contre la corruption

Le président sud-africain Cyril Ramaphosa a appelé mardi les Sud-Africains à voter lors des élections locales prévues pour octobre de cette année, demandant aux électeurs d'utiliser leurs voix pour lutter contre la corruption et le pillage des ressources de l'Etat. "Je vous invite à démontrer, par votre vote, votre intolérance face à la corruption, au vol et à la mauvaise gestion des fonds qui sont destinés à

vos bénéfices, vous le citoyen", a-t-il déclaré dans son discours prononcé à l'occasion des célébrations de la Journée de la liberté. Il a souligné que le vote des citoyens était crucial pour s'assurer que leur voix soit entendue. Les citoyens qui ne sont pas satisfaits des élus doivent utiliser leurs voix pour les chasser du pouvoir, a-t-il ajouté. M. Ramaphosa a également reconnu que, 27 ans après les

premières élections démocratiques, des millions de personnes vivaient encore dans une pauvreté et un dénuement absolus. Il a estimé que des efforts supplémentaires étaient nécessaires pour changer la situation des citoyens. La Journée de la liberté est célébrée le 27 avril en Afrique du Sud. Elle fête la liberté et commémore les premières élections post-apartheid organisées ce jour-là en 1994.



PALESTINE

La Palestine demande plus de pression internationale sur Israël pour autoriser les élections à Al Qods-Est

La Palestine a affirmé mardi qu'elle cherchait à accroître la pression internationale sur Israël pour permettre la tenue des prochaines élections à Al Qods -Est.

La direction palestinienne "tiendra une réunion jeudi pour déterminer le sort des élections et parvenir à une position unifiée", a dit le porte-parole de la présidence palestinienne, Nabil Abu Rudeineh.

M. Rudeineh a réitéré la détermination de la direction palestinienne, en particulier du président Mahmoud Abbas, que les élections n'auront pas lieu sans Al Qods-Est.

Dans le même temps, le ministre palestinien des Affaires civiles, Hussein al-Sheikh, a indiqué qu'Israël les avait officiellement informés que sa position sur les élections à Al Qods-Est "restait négative." En janvier, M. Abbas a annoncé que les élections



générales de 2021 comprendraient les élections législatives le 22 mai, l'élection présidentielle le 31 juillet et les élections du Conseil national palestinien, le plus haut organe de décision de l'Or-

ganisation de libération de la Palestine, le 31 août.

Les dirigeants palestiniens insistent pour que les élections générales se tiennent à Al Qods-Est occupé, comme lors des deux précédentes élec-

tions législatives tenues en 1996 et 2006, et de l'élection présidentielle de 2005. Mais jusqu'à présent, Israël n'a pas donné son accord à la demande de la Palestine de les organiser à Al Qods-Est.

LIBAN

40 camions bloqués après l'interdiction par l'Arabie saoudite des importations agricoles du Liban

Au total 40 camions libanais chargés de fruits et légumes sont bloqués dans le port de Jeddah suite à l'interdiction par l'Arabie saoudite de toute importation agricole en provenance du Liban, a rapporté le site Internet d'information local El-nashra.

Les agriculteurs risquent des pertes de 2 millions de dollars si ces produits ne parviennent pas à leur destination mais sont détruits, a fait savoir Ibrahim Tarshishi, directeur de l'association des agriculteurs de la région libanaise de

la Bekaa. L'Arabie saoudite a annoncé le 23 avril une interdiction d'entrée de fruits et légumes libanais après que les douanes saoudiennes ont déjoué une tentative de faire passer en contrebande des pilules du narcotique Captagon dans le port libanais de Jeddah.

En réaction à ces développements, des hauts responsables libanais ont appelé l'Arabie saoudite à reconsidérer sa décision dans le contexte des difficultés économiques graves que connaît actuellement le Liban, tout en promettant

de sévir contre les réseaux de contrebande.

Par ailleurs, l'ambassadeur saoudien au Liban, Walid Bukhari, a annoncé mardi que l'Arabie saoudite avait saisi 57.184.900 pilules de drogue acheminée en contrebande dans le royaume depuis le Liban entre le début 2020 et avril 2021.

Dans un message publié sur Twitter, M. a Bukhari a indiqué que ces drogues étaient acheminées au milieu de cargaisons de grenades, de raisin, de pommes et de pommes de terre.

ARABIE SAOUDITE - IRAN

Le prince héritier saoudien adopte un ton conciliant avec l'Iran



Le prince héritier d'Arabie saoudite a adopté un ton conciliant envers l'Iran en disant qu'il souhaitait avoir de "bonnes" relations, après des informations selon lesquelles des pourparlers secrets se sont tenus à Bagdad entre les deux pays. Grands rivaux régionaux, l'Iran et l'Arabie saoudite avaient rompu leurs relations diplomatiques depuis plus de cinq ans, creusant une ligne de fracture dans le

paysage moyen-oriental. "L'Iran est un pays voisin et tout ce que nous souhaitons c'est (d'avoir) une bonne et spéciale relation avec l'Iran", a dit le prince héritier Mohammed ben Salman, dans une interview diffusée mardi tard dans la soirée. "Nous ne voulons pas des difficultés pour l'Iran. Au contraire, nous voulons une croissance de l'Iran (...) et conduire la région et le monde vers la pros-

périté", a-t-il affirmé. Il a ajouté que Ryad travaillait avec des partenaires régionaux et internationaux afin de trouver des solutions à "comportement négatif" de l'Iran. Le prince n'a pas fait état de négociations avec Téhéran. Organisés début avril, les pourparlers de Bagdad, facilités par le Premier ministre irakien Moustafa al-Kadhemi, sont restés secrets jusqu'à ce que le Financial Times

rapporte la tenue d'une première rencontre le 9 avril. Début avril, une délégation saoudienne emmenée par le chef du renseignement Khalid ben Ali al-Humaidan et une délégation iranienne, avec à sa tête des responsables mandatés par le secrétaire du Conseil suprême de la sécurité nationale Ali Chamkhani, se sont vus à Bagdad, a confirmé un responsable gouvernemental irakien cité par l'AFP. Un diplomate occidental a lui indiqué avoir été "informé en amont de ces discussions", qui lui ont été présentées comme "visant à (...) créer de meilleures relations" entre l'Iran et l'Arabie. Ryad a officiellement nié ces discussions dans la presse d'Etat tandis que Téhéran n'a pas commenté, se contentant de dire avoir "toujours salué" la tenue d'un dialogue avec l'Arabie saoudite.

RUSSIE

Des diplomates européens en poste à Moscou expulsés

Le ministère russe des Affaires étrangères a annoncé, mercredi, l'expulsion de diplomates slovaques, lituaniens, letton et estonien en poste à Moscou en représailles à la récente expulsion de diplomates russes de leurs pays respectifs.

Trois employés de l'ambassade slovaque à Moscou, ainsi que deux diplomates lituaniens, un diplomate estonien et un diplomate letton doivent quitter le territoire de la Fédération de Russie, a déclaré le ministère des Affaires étrangères, cité par l'agence de presse, Sputnik.

La diplomatie russe explique agir de manière réciproque en réaction à la récente expulsion de diplomates russes de Bratislava, Tallinn, Riga et Vilnius.

La partie russe a également convoqué les ambassadeurs des quatre pays pour leur exprimer ses "protestations catégoriques", selon la même source.

Moscou a notamment reproché aux pays concernés d'avoir démontré "une fausse solidarité" avec la République tchèque dans sa "campagne de provocations antirusses".

Le 17 avril, les autorités tchèques ont annoncé l'expulsion de 18 diplomates russes soupçonnées de "liens avec les services de renseignement responsables", selon Prague, de l'explosion d'un dépôt de munitions à Vrbsice qui avait fait deux morts en 2014. En réaction, Moscou a expulsé 20 diplomates tchèques en poste dans la capitale russe.

La République tchèque a alors menacé d'expulser tous les diplomates russes se trouvant dans le pays. Prague a également exhorté les pays membres de l'Union européenne et de l'Otan à "une action collective" avec l'expulsion de diplomates russes en signe de solidarité avec Prague.

Lundi, le président russe Vladimir Poutine a dénoncé "l'absurdité" des accusations de Prague, qui a récemment affirmé que Moscou était à l'origine de l'explosion d'un dépôt de munitions en République tchèque, suscitant une crise diplomatique entre les deux pays.

La liste des pays "inamicaux" sera bientôt diffusée (Lavrov)

La liste des pays "inamicaux" envers la Russie sera bientôt diffusée, a révélé le ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, rapporte l'agence de presse Sputnik.

"Le gouvernement s'en occupe actuellement selon les instructions du Président. Nous participons à ce travail, de même que d'autres structures concernées", a fait savoir M. Lavrov dans une interview à Sputnik, publiée mercredi.

"Mais je ne voudrais pas aller trop vite maintenant: nous ne voulons pas inscrire sur cette liste, sans distinction ni fondement, tout pays qui dirait quelque part quelque chose de mal à l'égard de la Russie", a-t-il ajouté, assurant : "nos décisions seront fondées sur une analyse profonde des situations et sur les opportunités de mener nos affaires avec ce pays d'une façon différente".

"Si nous arrivons à la conclusion que nous ne parvenons pas à agir autrement, je pense que cette liste va, bien sûr, régulièrement se compléter.

Ce n'est pas pour autant un papier mort, nous allons, naturellement, le réviser au fur et à mesure que nos relations avec un Etat en particulier se développeront", a-t-il poursuivi. Des capitales occidentales ont multiplié ces dernières semaines les expulsions de diplomates russes pour accusations d'"espionnage", de "cyber-attaques" ou d'"ingérence électorale".

En retour, Moscou a pris quasi systématiquement des mesures de représailles et expulsé des diplomates des pays concernés. Lundi, le président russe Vladimir Poutine a dénoncé "l'absurdité" des accusations de Prague, qui a récemment affirmé que Moscou était à l'origine de l'explosion d'un dépôt de munitions en République tchèque, suscitant une crise diplomatique entre les deux pays. Lors de l'interview, le chef de la diplomatie russe a évoqué de nombreux sujets d'actualité, dont le conflit dans l'est de l'Ukraine, les relations avec les Etats-Unis et l'Occident et le vaccin russe anti-Covid-19, Sputnik V.

LITTÉRATURE - ROMAN

"Nirvana" d'Amine Zaoui, un voyage au cœur de l'histoire

Dans son dernier roman intitulé "Nirvana", l'écrivain Amine Zaoui plonge le lecteur dans l'histoire de l'Algérie depuis l'ère ottomane jusqu'à la période post coloniale, dans une description narrative empreinte de symbolique et inspirée du legs populaire.

Paru aux éditions el Ikhtilaf en Algérie et Dhifaf au Liban, ce roman de 294 pages emmène le lecteur dans des fragments de l'histoire de l'Algérie à travers le parcours d'une famille qui habite le village d'«Arbouz» où l'arrière grand père dénommé Amusnav Axel Arbouz a choisi de s'installer, fuyant la tyrannie et l'injustice des Ottomans qui ont mis à rude épreuve sa tribu et sa famille en les faisant crouler sous le fardeau de l'impôt.

Même après la capture de leurs enfants envoyés comme esclaves au palais de Topkapi, l'arrière grand père a refusé que sa sœur "Dihya" soit emprisonnée par des soldats.

Il est alors amené à commettre un crime, pour la libérer et vivre en fugitif avant de trouver refuge dans ce village chargé de traditions et de coutumes folkloriques.

Dans son ouvrage, Amine Zaoui évoque la vie sociale, politique et économique des habitants d'Arbouz et d'Amizo un en reliant légende et réalité à travers le personnage principal «Anzar», petit fils d'Amusnav qui nous fait plonger dans les premières

expériences de ce jeune qui a atteint "le Nirvana" dans le monde des interdits, celui des femmes, du cigare, de l'alcool, du hachich.

Dans ce style narratif, le romancier s'est surpassé dans la reconstitution des événements et des personnages abordant le moindre détail entre les deux villages à travers diverses phases temporelles et de nombreux personnages dont les noms ont des connotations historiques.

L'auteur fait prendre au lecteur le goût à l'excitation et au suspense que procure le déroulement des événements qui l'accrochent pour découvrir le sort de l'oncle "Slimane Ouinas", symbole de la révolution et de l'ouverture ou encore celui de "Farida Ait Othmane", suivant un tissage narratif qui révèle les incompatibilités interpersonnelles entre les personnages qui meublent le texte.

Les airs du roman reflètent, avec un langage sémantique rare, l'impression de la première fois chez "Anzar" dans tout ce qu'il vit comme états de «Nirvana» qui se limitent à une question aux dimensions philoso-

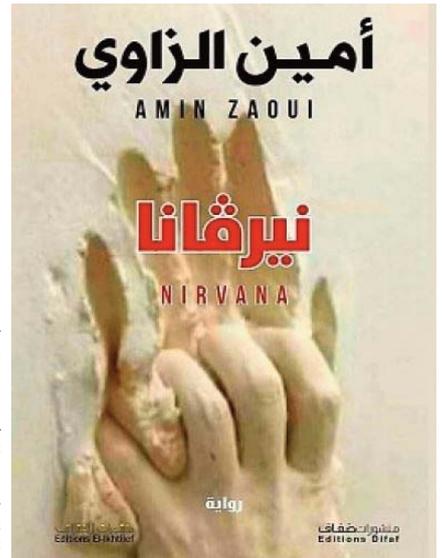
phiques. Comment la quête de la première fois se transforme en une aventure continue, en vue de rechercher le sens large de la liberté, car la première fois est la première fois et il n'y a pas de seconde fois la question se répète à chaque fois et à chaque situation.

Les éléments du patrimoine populaire, les traditions folkloriques ayant un lien étroit avec l'environnement local dans le monde rural algérien ont été employés dans le but d'enrichir le texte. C'est le cas du rapport de la personnalité d'"Anzar" avec l'âne "Azmour" et dont la tombe s'est transformée en un mausolée et en cimetière visité par les gens pour avoir des bénédictions, après que des ouïes-dires laissent entendre que la tombe est celle du petit-fils du dernier imam et prêcheur de la mosquée de Cordoue avant sa chute.

La grand-mère de la personnalité forte a même fait part de sa volonté d'être enterrée après sa mort dans ce mausolée, bien qu'elle savait que le lieu d'inhumation est celui de l'âne Azmour.

Le texte évoque les animaux (l'âne, la chèvre, le cheval, le pigeon, etc.) dans une symbolique parallèle au monde de l'Homme, en vue de mettre en exergue leur place dans le monde rural algérien et leur rapport avec les phénomènes qui s'y déroulent.

Ecrivain bilingue (Français et arabe), Amine Zaoui compte parmi les plumes ai-



guisées du roman algérien qui font honneur aux champs littéraires algériens.

L'écrivain a à son actif plus de trente romans. Des romans traduits dans plusieurs langues, dont le Huitième ciel (2008), la Voie de Satan (2009), la Chambre de la vie impure (2009), « Hadi Al-Tious » (2012) et Nuzhat al-khâter (2013).

Né en 1956 à Tlemcen, Zaoui a décroché plusieurs prix internationaux, à l'instar du "Bouclier de la culture libanaise" décerné par le ministère libanais de la Culture (2007).

Outre ses romans, Amine Zaoui est également producteur et présentateur de plusieurs émissions radiophoniques et télévisées, consacrées au monde de la pensée, de la littérature et de la philosophie, en sus de ses articles parus dans la presse nationale et étrangère.

MUSÉE DES BEAUX-ARTS

Opération de restauration de moulages du début XXe siècle

Trois moulages d'œuvres d'art du grand sculpteur français Auguste Rodin (1840-1917) sont en cours de restauration au Musée national des Beaux-Arts d'Alger où ils sont exposés depuis son ouverture, il y a près d'un siècle.

Entamée dernièrement dans le cadre de la célébration du mois du patrimoine (18 avril-18 mai), l'opération de restauration, confiée au sculpteur et artiste peintre Ali Boukhalifa, concerne trois moulages de "grande valeur" qui proviennent du Musée Rodin de Paris. "L'homme qui marche", "Saint-Jean Baptiste" et "Eve" devront subir une restauration pour réparer des parties délabrées

de ces œuvres. Pour "L'homme qui marche", le socle fait avec une ossature en bois et du plâtre, nécessite une restauration, affirme Ali Boukhalifa, qui avait déjà restauré les monuments du sculpteur français Emile Gaudissart au Jardin d'Essais d'El Hamma.

La restauration de sculptures exige une "maîtrise parfaite de l'anatomie", a souligné cet artiste pour qui la restauration requiert un savoir, une technique et surtout de la passion.

"Ces moulages ont d'une grande valeur artistique qui ont un besoin de restauration et de sauvegarde", a résumé la Directrice du musée, Dalila Orfali.

Dans le cadre de son programme du mois du patrimoine, le musée des Beaux-arts a également reconstruit, partir de ce mardi, un atelier hebdomadaire de peinture et d'enluminure dédié aux enfants et animé par la plasticienne Djazia Cherrih.

Ouvert en 1930 par les autorités coloniales françaises, le musée national des Beaux-arts propose à ces visiteurs un voyage à travers six siècles d'histoire de l'art universel dans une bâtisse bienôt centenaire renfermant l'une des plus importantes collections du continent estimée à plus de 8000 œuvres d'art entre peintures, sculptures, livres anciens, moulages et autre mobilier.

UNESCO - MÉDIAS

Une journaliste philippine Prix de la liberté de la presse

Une journaliste d'investigation philippine, Maria Ressa, a été désignée lauréate 2021 du Prix mondial de la liberté de la presse Unesco/Guillermo Cano, sur recommandation d'un jury international de professionnels des médias, a annoncé mardi l'organisation basée à Paris.

Les enquêtes de Maria Ressa, 57 ans, directrice du média en ligne Rappler, lui ont valu ces dernières années de nombreux démêlés judiciaires, des menaces et du cyberharcèlement, rappelle l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco).

Cette ex-journaliste d'investigation en Asie du Sud-Est pour CNN, impliquée dans la défense de la liberté de la presse, "a été arrêtée pour des délits présumés liés à l'exercice de sa profession", tandis qu'"il est arrivé qu'elle reçoive en moyenne plus de 90 messages haineux par heure sur Facebook", précise l'Unesco.

"Le combat infaillible de Maria Ressa pour la liberté d'expression est un exemple pour de nombreux journalistes dans le monde", a déclaré la présidente du jury international du Prix, Marilu Mastrogirovianni.

"Son cas est emblématique des tendances mondiales qui représentent une réelle me-

nace pour la liberté de la presse et donc pour la démocratie", a ajouté cette journaliste d'investigation italienne, citée dans le communiqué de l'Unesco.

La cérémonie de remise du prix, doté de 25.000 dollars et nommé d'après un journaliste colombien assassiné en 1986, sera diffusée en ligne le 2 mai depuis Windhoek, en Namibie.

Du 29 avril au 3 mai, l'Unesco organise à Windhoek une "conférence de la Journée mondiale de la liberté de la presse" (célébrée le 3 mai), qui devrait être "l'occasion pour des journalistes professionnels et d'autres acteurs du secteur des médias de réclamer des mesures urgentes afin de faire face aux menaces qui pèsent sur les médias d'information indépendants et locaux du monde entier, aggravées par la pandémie de Covid-19".

Une quarantaine de sessions se tiendront au cours de cette conférence de cinq jours, dont trois débats thématiques autour des problèmes qui affectent actuellement la viabilité des médias, de la transparence des plateformes en ligne et des moyens de renforcer l'éducation aux médias et à l'information.

APS

PUBLICITÉ

République Algérienne Démocratique et Populaire
Ministère de l'Habitat et de l'Urbanisme et de la Ville
Wilaya d'Alger
Office de Promotion et de la Gestion Immobilière de Bir Mourad Rais
24 Avenue des Frères Boundou Bir Mourad Rais Alger

AVIS DE VENTE PAR ADJUDICATION

L'Office de Promotion et de la Gestion Immobilière de Bir Mourad Rais, met en vente par voie de soumission au plus offrant, sous pli cacheté le droit au bail de 09 locaux à usage commercial, professionnel ou artisanal, activité Libre à la cité 1000 LOGTS DOUERA.

Les Intéressés par le présent avis peuvent retirer le cahier des charges au niveau du Département Gestion et de la Maintenance du Patrimoine Immobilier sis 66 Bd Saïd Touati B1 B cage 02 Bab El Oued contre paiement de 3.000,00 DA.

La date limite de dépôt des offres est fixée à 30 jours à compter de la première parution du présent avis dans les organes de presse nationale.

Cité 1000 LOGTS DOUERA

N° d'ordre	N° du Bâtiment	N° du Local	Superficie (m²)	Loyer mensuel en TTC	Mise à prix en HT	Activité
1	22	5	30	4 388,20	3 245 791,80	Libre
2	30	3	15	2 246,20	1 622 895,90	Libre
3	30	4	15	2 246,20	1 622 895,90	Libre
4	30	5	30	4 388,20	3 245 791,80	Libre
5	31	3	15	2 246,20	1 622 895,90	Libre
6	31	5	30	4 388,20	3 245 791,80	Libre
7	32	2	41	5 959,00	4 435 915,46	Libre
8	32	3	41	5 959,00	4 435 915,46	Libre
9	32	4	36,5	5 316,40	3 949 046,69	Libre

Le rendu doit être adressé par porteur à :
Monseigneur le Directeur Général
de l'OPGI de Bir Mourad Rais
24 Avenue des Frères Boundou Bir Mourad Rais
Wilaya d'Alger

A déposer au niveau Département Gestion et de la Maintenance du Patrimoine Immobilier sis 66 Bd Saïd Touati B1 B cage 02 Bab El Oued

L'offre doit être présentée sous pli principal fermé anonyme et ne comportant que la mention :
Avis d'achat de droit au bail pour un local commercial
A ne pas ouvrir

Le pli principal doit comprendre un pli fermé portant que la mention :
Offre pour l'achat pour la location du local sis à :

La séance d'ouverture des plis se déroulera au siège de Bir Mourad Rais le dernier jour ouvrable correspondant à la date limite de dépôt des offres à 14h00.

DK NEWS **Anep : 2116007866 du 29/04/2021**

DÉSINFORMATION SUR INTERNET Partenariat entre Facebook et Konbini

Facebook et Konbini ont annoncé mercredi s'unir dans la lutte contre les fausses informations en donnant naissance à "Coincidence ? Oui.", un format vidéo de quelques minutes réalisé par le média français pour décrypter les fausses informations.



Konbini

Ces vidéos, d'une durée de 4 à 6 minutes, seront mises en ligne deux fois par mois sur les canaux de Konbini, indiquent les deux groupes dans un communiqué conjoint.

Le média français, très consulté par les 15-34 ans, entend utiliser ce nouveau format "sur le long terme pour sensibiliser sa communauté".

Dans chaque vidéo, "un expert s'exprimant face caméra contextualisera, expliquera et démystifiera une théorie du complot alimentée par une fausse information, avec humour et pédagogie", est-il détaillé.

Le premier numéro de "Coincidence ? Oui.", déjà disponible sur le site de Konbini, s'intéresse à la "grande réinitialisation" (ou great reset en anglais), un mouvement qui estime que "les élites internationales ont planifié la pandémie de coronavirus pour instaurer un nouvel ordre mondial".

"Ce partenariat stratégique s'inscrit dans

une ligne éditoriale toujours plus engagée pour apporter des réponses concrètes à la jeune génération que nous représentons", affirme David Creuzot, cofondateur et président de Konbini, cité dans le communiqué.

"Facebook soutient financièrement le lancement de ce programme, qui a vocation à terme à être pleinement intégré à la programmation de Konbini.

Facebook France réfléchit à répéter ce genre d'initiatives avec d'autres partenaires", a déclaré Mathieu Fritsch, responsable des partenariats stratégiques avec les médias français chez Facebook en France.

En 2020, le mastodonte des réseaux sociaux s'était déjà associé en France à l'Agence France-Presse, "son premier partenaire fact-checker dans le monde, pour développer une campagne vidéo de pédagogie auprès du public autour des fausses informations sur le Covid-19", visionnée par plus de 9 millions de personnes.

ETATS UNIS - ESPACE

SpaceX autorisé à placer ses satellites Starlink à une plus basse altitude

La société SpaceX a été autorisée mardi à placer à une orbite plus basse que prévue les satellites de sa constellation Starlink, qui doit à l'avenir fournir un internet à haut débit depuis l'espace, tout en acceptant certaines conditions après les protestations de plusieurs autres entreprises, dont Amazon.

Ces modifications "sont dans l'intérêt du public", a statué la Commission fédérale des communications (FCC) dans une décision publiée en ligne.

Des centaines de satellites ont déjà été mis en orbite par l'entreprise du milliardaire Elon Musk, qui continue à en lancer pour notamment, à terme, couvrir les zones mal connectées ou isolées du globe. Mais SpaceX avait demandé au régulateur américain la permission de pouvoir en placer un certain nombre, environ 2.800, à une orbite plus basse que prévue initialement (540-570 km d'altitude au lieu de 1.000-1.300 km).

Amazon avait alors pro-

testé, arguant que cela amènerait les satellites d'Elon Musk dans l'orbite de son propre projet de constellation pour fournir internet, le projet Kuiper, dans lequel l'entreprise de Jeff Bezos prévoit d'investir 10 milliards de dollars. "Selon notre analyse, nous sommes d'accord avec SpaceX que les modifications amélioreront l'expérience pour les utilisateurs du service de SpaceX, y compris dans les régions souvent desservies des pôles", a écrit la FCC dans sa décision. Elle a également estimé qu'une orbite plus basse pourrait permettre de récupérer les satellites plus rapidement en cas de besoin, ce qui pourra avoir "des effets bénéfiques" en termes de réduction des débris spatiaux.

Mais la FCC a aussi imposé des conditions à SpaceX, dont celle d'accepter "toute interférence supplémentaire" avec d'autres satellites qui résulterait de cette modification. Ce à quoi SpaceX a consenti, selon le régulateur américain. "C'est une issue po-

sitive qui pose des conditions claires à SpaceX", notamment celle d'"accepter des interférences supplémentaires", a déclaré un porte-parole d'Amazon en remerciant la Commission de "maintenir un environnement sûr et compétitif dans l'orbite basse de la Terre". Une autre condition imposée à SpaceX est que ces satellites ne dépassent jamais une altitude de 580 km, ce qui les maintiendra en-dessous de l'orbite à laquelle ceux de Kuiper doivent être placés (590 km). Elon Musk et Jeff Bezos, qui ont tous deux fondé des sociétés spatiales et se dispute nt par ailleurs le titre d'homme le plus riche du monde, sont engagés dans une féroce compétition. L'entreprise spatiale de M. Bezos, Blue Origin, a déposé lundi une autre plainte pour protester contre la décision de la Nasa d'avoir choisi SpaceX pour déposer les prochains astronautes américains sur la Lune, et non sa propre proposition.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

WILAYA DE TIZI OUZOU

DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE

D.A.L

NIF 15 014 862 091

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT
AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES
N° 01 / DAL/ T O /2021

La Direction de l'Administration Locale « D.A.L » de la Wilaya de Tizi-Ouzou lance un Avis d'Appel d'Offre National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales pour :

« Travaux d'aménagement du centre de vidéo surveillance de la wilaya de Tizi Ouzou »
Cadre opération : Étude et réalisation d'un système de vidéosurveillance au chef lieu de la wilaya de Tizi Ouzou

Le présent avis d'appel d'offres national ouvert avec exigences de capacités minimales s'adresse aux entreprises ayant un certificat de qualification et de classification professionnelle classée à la catégorie Trois (III) et plus dans le domaine du bâtiment comme activité principale ayant réalisé un projet de même nature ou de même envergure à savoir travaux des CES et ayant une moyenne du chiffre d'affaire des trois (03) dernières années supérieure ou égale à 30 million de dinars.

Les entreprises intéressées par cet avis d'appel d'offre peuvent retirer le cahier des charges auprès de la :

- DIRECTION DE L'ADMINISTRATION LOCALE DE LA WILAYA DE T.O
« BUREAU DES MARCHES ET PROGRAMMES » CITE ADMINISTRATIVE
BT 01 / 3^{EME} ETAGE

La durée de préparation des Offres est fixée à Vingt (20) Jours à compter de la date de la première parution du présent avis d'offre dans la presse ou BOMOP.

Le jour du dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres à 10 H

Si ce jour Coïnciderait avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

En application des dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n° 15-247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics, et des délégations de service public, les soumissions doivent être présentées dans trois enveloppes distinctes :

- 1^{ère} enveloppe intérieure : Dossier de candidature.
- 2^{ème} enveloppe intérieure : Offre technique.
- 3^{ème} enveloppe intérieure : Offre financière.

1-DOSSIER DE CANDIDATURE.....composé de :

- Déclaration de candidature (renseignée, signée, datée et cachetée).
- Déclaration de probité (renseignée, signée, datée et cachetée).
- Les statuts pour les sociétés.
- Les documents relatifs au pouvoir habilitant les personnes à engager l'entreprise
- Certificat de qualification et de classification professionnelle Catégorie III et plus dans le domaine du bâtiment comme activité principale en cours de validité
- Bilan financier des trois dernières années d'exercice de l'entreprise.
- Références professionnelles de l'entreprise dûment justifiées par des attestations de bonne exécution visées par les différents maîtres d'ouvrages publics.

2-L'OFFRE TECHNIQUEcomposée de :

- La déclaration à souscrire (renseignée, signée, datée et cachetée).
- Les documents permettant d'évaluer l'offre technique : un mémoire technique justificatif comprenant les documents suivants :
 - * La méthodologie d'exécution : il s'agit de décrire les phases d'exécution avec la fourniture d'un planning respectant les délais d'exécution,
 - * Le délai d'exécution,
 - * Les moyens humains affectés au chantier avec un organigramme de l'équipe, le nombre de personnes affectées avec leurs qualifications, expériences, profils, CV (justifiés par des déclarations délivrées par la CNAS ainsi que par des diplômes et affiliation pour l'encadrement technique).
 - * Les moyens matériels affectés au projet : cartes grises pour matériel roulant accompagnés des assurances en cours de validité et factures d'achats pour matériel fixe.
 - * Les contraintes d'exécution et solutions proposées,
- Le planning d'exécution des travaux,
- Le présent cahier des charges portant dans sa dernière page la mention manuscrite « Lu et accepté ».

3-L'OFFRE FINANCIEREcomposée de :

- La lettre de soumission (renseignée, signée, datée et cachetée).
- Bordereau des prix unitaires (renseignée, signée, datée et cachetée).
- Le devis quantitatif et estimatif (renseignée, signée, datée et cachetée).

Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention :

« Avis D'appel d'Offres National Ouvert Avec Exigence De Capacités Minimales »
N° 01/ 2021 PORTANT

Travaux d'aménagement du centre de vidéo surveillance de la wilaya de Tizi Ouzou
Cadre opération : Étude et réalisation d'un système de vidéosurveillance au chef lieu de la wilaya de Tizi Ouzou

« SOUMISSION A NE PAS OUVRIR QUE PAR LA COMMISSION D'OUVERTURE DES PLIS ET D'EVALUATION DES OFFRES »

Adressées à Monsieur le DAL - Cité Administrative de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Les soumissions doivent être déposées auprès du Bureau des Marchés et des Programmes - Bureau n° 88 - de la Direction de l'Administration Locale « D.A.L » Cité Administrative de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant la durée de préparation des offres augmentées de trois (03) mois

L'Ouverture des plis se fera en séance publique le dernier jour correspondant à la date limite du dépôt des offres à Dix heures Trente minutes (10 h 30mn) au niveau du bureau des Marchés et Programmes de la Direction de l'Administration Locale « D.A.L » Cité Administrative de la Wilaya de Tizi-Ouzou.

L'attributaire du marché doit fournir dans un délai de Dix (10) Jours à compter de la date de sa saisine tous les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature.

JUDO (UNION AFRICAINE) L'Algérien Mohamed Meridja candidat au bureau exécutif

L'Algérien Mohamed Meridja a décidé de renouveler sa candidature pour un autre mandat olympique, au bureau exécutif de l'Union africaine de judo (UAF), dont le Congrès électif est programmé pour le 18 mai à Dakar au Sénégal, en marge des 42es Championnats d'Afrique seniors (messieurs et dames), prévus du 20 au 23 mai.

"Après mûre réflexion, j'ai décidé de renouveler ma candidature au poste de premier vice-président et premier responsable du volet technique au niveau de l'instance, une tâche que j'assume depuis avril 2016", a déclaré à l'APS, Mohamed Meridja, révélant qu'il avait été sollicité pour "prendre les commandes de l'Union". Pour le poste de président de l'Union, deux concurrents seront en lice pour remplacer le Sénégalais Habib Sissoko. Il s'agit de Randrianasoloniako-Niaiko Siteny, président du Comité olympique et sportif de Madagascar et de Abakar Djermah Aumi, président du Comité olympique et sportif du Tchad.

Deux autres postes seront également à pourvoir dans le nouveau bureau exécutif de l'UAF pour le prochain mandat olympique (2021-2024), dont ceux de vice-président (deux), directeur d'arbitrage, sportive et coaching et éducation, du secrétariat général et de la trésorerie.

"Mes tâches au niveau de l'exécutif de la Fédération internationale de judo (FIJ) dont les élections auront lieu le 3 juin prochain, ne me permettent pas de briguer le poste de président de l'UAF qui demande une présence permanente et beaucoup d'effort pour développer davantage le judo dans le continent", a expliqué Mohamed Meridja, qui est aussi directeur général du coaching et de l'éducation au sein de la FIJ, et manager des compétitions internationales de cette instance. "Je préfère continuer à apporter ma contribution au continent auquel j'appartiens, dans le domaine du développement sportif, du coaching et de l'éducation sportive. Je suis convaincu qu'à partir de mon poste au sein de la FIJ, je peux continuer à rendre service à l'Afrique et aux pays qui la composent", a souligné l'ancien président de la Fédération algérienne de judo (FAJ). Interrogé sur l'élection d'une nouvelle équipe dirigeante au sein de la FAJ, Meridja s'est dit prêt, "comme par le passé", à apporter son soutien et aide au judo algérien.

"Je serai toujours à l'écoute de la Fédération algérienne de judo si on me sollicite évidemment. Je peux aider dans beaucoup de choses de part les tâches que j'exerce au plus haut niveau. Notre judo peut revenir sur la scène internationale, avec tout simplement, une bonne planification au niveau national et un sérieux dans le travail avec l'adhésion de tous les acteurs".

Après le Congrès de l'UAF, les membres élus assisteront aux Championnats d'Afrique de judo seniors (messieurs et dames), du 20 au 23 mai, qui devront réunir les meilleurs athlètes du continent, surtout que la compétition sera une des dernières étapes de qualification aux Jeux olympiques de Tokyo.

Selon le site de l'UAF, l'Etat sénégalais est en train de mettre "les bouchées doubles" pour la réussite de l'événement.

CYCLISME

L'UCI dévoile le format de la Ligue des Champions

L'Union cycliste internationale (UCI) a dévoilé le format de la future Ligue des Champions de cyclisme sur piste, annoncée pour novembre 2021.

"Censée relancer l'intérêt pour la piste, la nouvelle épreuve qui est le fruit d'un partenariat entre l'UCI et le promoteur Eurosport Events, avec le soutien de GCN (Global Cycling Network, une chaîne dédiée au cyclisme sur YouTube), prévoit un format de six manches réparties sur six semaines", a expliqué l'instance internationale de cyclisme, sans dévoiler les vélodromes où seront disputées les six manches de cette première édition. Dans le détail, chaque manche de

JEUX DE TOKYO 2020

La décision sur la présence de spectateurs locaux repoussée à juin (organisateurs)

Les organisateurs des Jeux olympiques de Tokyo-2020 ont repoussé à juin leur décision sur la présence ou non de spectateurs locaux, un symbole supplémentaire de l'incertitude qui continue d'accompagner la préparation des JO (23 juillet - 8 août) en pleine pandémie de Covid-19.

Alors que le public venant de l'étranger est d'ores et déjà interdit à cause de la pandémie, Tokyo et trois autres départements japonais sont depuis dimanche placés sous un troisième état d'urgence face à l'augmentation des cas de Covid-19, ce qui impose que les manifestations sportives se déroulent à huis clos.

Jusqu'à là, divers événements comme des matchs de baseball ou de football et un tournoi de patinage artistique se sont cependant tenus devant un public masqué et s'abstenant d'acclamer les athlètes.

Si des spectateurs étaient autorisés à assister aux JO, des règles similaires seraient mises en place, ont déjà annoncé les organisateurs, donnant à Tokyo-2020 une atmosphère à des lieues des habituelles célébrations olympiques.

Une décision sur le public



local était attendue ce mois-ci, après celle sans précédent d'interdire les fans venus de l'étranger, prise en mars.

Le Japon, relativement moins touché par le coronavirus que beaucoup d'autres pays, avec quelque 10.000 décès officiellement recensés depuis janvier 2020, connaît actuellement une flambée des cas dans

plusieurs départements.

Le principal conseiller médical du gouvernement, Shigeru Omi, a jugé mercredi qu'il était "temps de discuter des Jeux olympiques", au vu de la "situation des infections" et du "système hospitalier débordé".

Malgré la situation, les organisateurs continuent d'affirmer que les JO pourront se dé-

rouler. "La question est de savoir comment organiser des Jeux sûrs", a répété mercredi la présidente de Tokyo-2020, Seiko Hashimoto.

Pour tenter d'apaiser les inquiétudes de la population japonaise, largement en faveur d'un nouveau report ou d'une annulation, Tokyo-2020 a publié des "manuels" (Playbooks) énumérant de strictes mesures antivirales, dont une nouvelle version devait être présentée plus tard dans la journée.

Ces manuels sont "un signe de solidarité et de respect de la part de la communauté olympique envers nos hôtes japonais", a jugé mercredi le président du Comité international olympique (CIO), Thomas Bach. Les sportifs vont ainsi subir des tests de dépistage du Covid-19 quotidiennement au lieu de l'intervalle initialement envisagé d'une fois tous les quatre jours.

VOILE

Implantation de nouveaux Cap-Mer sur l'ensemble du périmètre côtier national (Fédération)

La Fédération algérienne de Voile (FAV) a annoncé mardi avoir obtenu un avis favorable de la part de la Société de Gestion des Ports de Pêche (SGPP), pour l'implantation de nouveaux Centres d'Animation et de Promotion des Sports de Mer (Cap-Mer) sur l'ensemble des ports de pêche et de plaisance existants sur le périmètre côtier national.

"L'entretien entre le président de la FAV et le P-dg de la SGPP a été productif et fructueux" a indiqué l'instance fédérale dans un communiqué, en précisant que sa requête concernait également l'obtention du droit d'installer de nouvelles bases nautiques, dans différentes régions du périmètre côtier national.

Par ailleurs, concernant les difficultés

rencontrées par la base nautique de Jijel, qui se trouve à l'intérieur du port de ladite ville, "la SGPP s'est engagée à mettre en place des appontements flottants, à proximité des installations sportives, pour faciliter l'accès des athlètes au plan d'eau. Ce qui leur évitera de faire un grand détour, pour pouvoir sortir en mer" a-t-on rassuré de même source.

HAND

La Super Coupe d'Afrique fixée au 18 août et la Coupe des Coupes du 19 au 28 août (CAHB)

La Super Coupe d'Afrique de handball entre l'ES Sahel (Tunisie) et le Zamalek d'Egypte, a été fixée au 18 août prochain à Agadir au Maroc alors que le 37e Championnat d'Afrique des clubs vainqueurs de Coupe, se déroulera du 19 au 28 août, annonce la Confédération africaine de handball (CAHB).

Le vainqueur de la Super Coupe participera au Mondial des clubs prévus l'année prochaine en Arabie saoudite. La CAHB avait décidé de reporter à une date ultérieure, la Super Coupe initialement prévue le 17 mai à Agadir suivie du CACVC du 20 au 29 mai dans la même ville, suite à la décision des autorités marocaines de fermer les frontières aériennes et à l'annulation de nombreux vols à destination et en provenance de nombreux pays africains.

L'Etoile du Sahel avait remporté la dernière

édition de la coupe d'Afrique des vainqueurs de coupe organisée en 2019 à Oujda au Maroc, en battant Al Ahly d'Egypte (28-24) et le Zamalek a été sacré champion d'Afrique des clubs 2019, aux dépens de son compatriote Sporting d'Alexandrie (33-31), à Praia (Cap Vert).

En Coupe des Vainqueurs de Coupes, l'instance africaine avait auparavant annoncé la liste des 12 équipes ayant confirmé leur participation à la compétition masculine, à savoir l'Espérance de Tunis et CS Sakiet Ezzit (Tunisie), Red Star (Cote d'Ivoire), Asafa (Sénégal), FA Police (Cameroun), APS (Rwanda), Rokenzo (Burundais), Kyrikos (Ethiopie), ainsi que deux équipes égyptiennes et deux autres marocaines, en attendant la confirmation de leurs fédérations respectives.

CYCLISME

Course régionale minimes-cadets du "Challenge ramadhan cyclisme" vendredi prochain à Oran

Une course régionale cycliste aura lieu vendredi prochain sur le circuit fermé du côté d'Ain El Beida (commune d'Essenia (Oran), a-t-on appris mardi auprès de la ligue oranaise de cyclisme. Organisée par la ligue oranaise de cyclisme en collaboration avec la Fédération algérienne de cyclisme (FAC), cette manifestation sportive verra la participation de plus de 60 jeunes coureurs représentant des clubs des ligues d'Ain Témoucent, Mostaganem, Relizane et Oran dans les catégories minimes et cadets.

Cette course régionale se déroulera sur un circuit fermé de 1,8 kilomètre. Le coup d'envoi sera donné à 14 heures 30 afin de permettre aux participants de regagner leurs domicile avant la rupture du jeûne. Les minimes devront parcourir 10 fois cette distance et les cadets douze fois.

Cette course de la "Petite reine", inscrite dans le cadre du calendrier du challenge ramadhan cyclisme 2021 par la FAC et la ligue régionale de cyclisme, est organisée dans l'objectif de permettre aux athlètes d'améliorer leur condition compétitive après plusieurs mois d'arrêt à cause de la pandémie de la Covid-19.

Une autre course, s'inscrivant dans le même cadre et réservée exclusivement aux seniors, aura lieu le 7 mai prochain, a-t-on appris auprès de la ligue oranaise de la discipline.

COUPE ARABE DE LA FIFA (GR. D) L'Algérie débutera contre la Libye ou le Soudan

L'Algérie entamera la Coupe arabe de la Fifa contre le vainqueur du match préliminaire entre la Libye et le Soudan, le mercredi 1er décembre 2021 à 13h00 à Doha (Qatar) pour le compte de la première journée de l'édition inaugurale, selon le calendrier de la compétition publié par l'instance internationale.



Versée dans le groupe D, la sélection algérienne enchaînera ensuite contre le vainqueur du match préliminaire entre le Liban et Djibouti, le samedi 4 décembre à 16h00 pour le compte de la deuxième journée avant de boucler la phase de poules contre les "Pharaons" d'Egypte le mardi 7 décembre à 22h00 pour le choc du groupe.

Les deux premiers à l'issue des trois journées se qualifient pour les quarts de finale de la compétition. Le tournoi prévu au Qatar

du 30 novembre au 18 décembre sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire directe, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale. Prévu e à la fin 2021, la Coupe arabe sera l'occasion de tester les installations et les opérations à tout juste un an de la première Coupe du Monde de la Fifa organisée au Moyen-Orient et dans le monde arabe. Les finales des deux compétitions se tiendront un 18 décembre, jour de la fête nationale qatarienne.

Les matchs de la Coupe arabe sont programmés dans six des stades de la Coupe du Monde. Certains ont déjà accueilli

des rencontres de haut niveau ces derniers mois tandis que d'autres abordent la phase finale de leur construction.

Calendrier du groupe D:

1re journée (mercredi 1er décembre)

Egypte- Liban ou Djibouti 16h00

Algérie- Libye ou Soudan 13h00

2e journée (samedi 4 décembre)

Libye ou Soudan- Egypte 19h00

Liban ou Djibouti- Algérie 16h00

3e journée (mardi 7 décembre)

Liban ou Djibouti- Libye ou Soudan 22h00

Algérie- Egypte 22h00

Composition des quatre groupes :

Groupe A: Qatar, Irak, Vainqueur Oman-Somalie, Vainqueur Bahreïn-Koweït

Groupe B: Tunisie, Emirats arabes unis, Syrie, Vainqueur Mauritanie-Yémen

Groupe C : Maroc, Arabie saoudite, Vainqueur Jordanie-Soudan du sud,

Vainqueur Palestine-Comores

Groupe D : Algérie, Egypte, Vainqueur Liban-Djibouti, Vainqueur Libye-Soudan.

LIGUE 1 (MISE À JOUR) Choc CRB-USMA, le leader pour conforter sa position en tête

Le derby algérois CR Belouizdad - USM Alger constituera le choc de la mise à jour de la 18e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévue vendredi et samedi, marquée également par le court déplacement du leader ES Sétif à Skikda pour affronter la JSMS.

Le Chabab (4e, 33 pts), espère aligner un troisième succès de rang, en défiant une équipe de l'USM Alger (9e, 28 pts) qui commence à retrouver ses repères sous la houlette du nouvel entraîneur Mounir Zeghdoud.

Même si le moindre pronostic serait difficile à émettre, il n'en demeure pas moins que le CRB, qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des champions, semble avoir un léger avantage en jouant dans son antre du 20-Août-1955, lui qui avait souhaité disputer ce derby au stade du 5-Juillet, demande finalement refusée par la LFP.

Une victoire permettrait au CRB de rejoindre la JS Saoura à la deuxième place au classement, et surtout se repositionner dans la défense de son titre décroché la saison dernière, suspendue avant terme en raison de la pandémie de Covid-19.

L'ESS (1re, 39 pts) aura une belle occasion de creuser l'écart en tête, en croisant le fer avec l'un des relégués, la JSM Skikda (19e, 11 pts).

Les Sétifiens devront tout de même se méfier de la JSM qui reste sur un succès à la maison face au MC Alger (1-0).

Le nouvel entraîneur de la JSM Skikda Chérif Hadjar aura à cœur de provoquer le déclin tant recherché, mais cela passera inéluctablement par un succès face à l'Entente, dans l'espoir d'amorcer sa mission de sauvetage.

Enfin, le MC Alger (9e, 28 pts), qui a renoué avec la victoire en allant s'imposer chez la lanterne rouge CA Bordj Bou Arreridj (2-0), abordera la réception du premier relégué NC Magra (17e, 16 pts) avec l'intention de confirmer son réveil.

Le MCA enregistre le retour de l'entraîneur Nabil Nephiz, qui a débuté la saison avec le MCA, avant d'être limogé pour être remplacé par Abdelkader Amrani, démissionnaire.

Il s'agit des trois derniers matchs de mise à jour programmés par la LFP, avant le début de la seconde partie de la saison, prévue le mardi 4 mai prochain, avec le déroulement de la 20e journée.

Le programme

Programme des rencontres de la mise à jour de la 18e journée du championnat de Ligue 1 de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi 30 avril :
CR Belouizdad - USM Alger (16h00)
MC Alger - NC Magra (22h30)
Samedi 1er mai :
JSM Skikda - ES Sétif (16h00)

Classement :	Pts	J
1). ES Sétif	39	18
2). JS Saoura	36	19
3). JS Kabylie	34	19
4). CR Belouizdad	33	18
→). MC Oran	33	19
6). O. Médéa	32	19
7). AS Ain M'hila	31	19
8). CS Constantine	30	19
9). USM Alger	28	18
→). MC Alger	28	18
11). Paradou AC	27	19
12). RC Relizane	24	19
13). ASO Chlef	20	19
→). WA Tlemcen	20	19
15). NA Hussein-Dey	19	19
→). US Biskra	19	19
17). NC Magra	16	18
18). USM Bel-Abbès	15	19
19). JSM Skikda	11	18
20). CABB Arreridj	5	19

Amara : "Aller le plus loin possible dans la compétition"

Le nouveau président de la Fédération algérienne de football (FAF) Charaf-Eddine Amara, a indiqué mercredi que l'Algérie tentera de "faire bonne figure et aller le plus loin possible" lors de la Coupe arabe des nations de la Fifa, prévue au Qatar du 1er au 18 décembre prochain au Qatar.

"Nous avons hérité d'un groupe compétitif, en présence notamment de l'Egypte, qui n'est plus à présenter.

Nous allons participer à cette compétition avec l'intention de faire bonne figure et se donner à fond, d'autant qu'il s'agit du premier rendez-vous majeur depuis mon élection à la tête de la FAF, qui interviendra juste avant la CAN-2021 (reportée à 2022, ndlr) au Cameroun.

La FAF mettra tous les moyens pour permettre à notre sélection de se préparer dans d'excellentes conditions et réunir les meilleurs joueurs du moment pour atteindre ses objectifs", a indiqué le patron de la FAF, joint par téléphone par l'APS depuis Doha, où il se trouve à l'occasion du tirage au sort de l'épreuve, effectué mardi soir.

Outre l'Egypte, l'Algérie, versée dans le groupe D, rencontrera au premier tour les vainqueurs des matchs Liban-Djibouti et Libye-Soudan.

Le tournoi sera disputé en deux étapes avec une compétition préliminaire qui concernera quatorze équipes les moins bien classées sous la forme de sept matchs simples à éliminatoire directe, puis une compétition finale se déroulant sous forme d'une phase de groupes, suivie de quarts de finale, demi-finales et finale.

Cette compétition, réservée aux joueurs locaux, devrait enregistrer la présence d'éléments évoluant à l'étranger, en dehors du continent européen, comme l'a si bien indiqué Charaf-Eddine Amara.

"Concernant l'effectif qui prendra part à cette épreuve, il sera bien évidemment composé majoritairement de joueurs évoluant en Algérie, mais également de joueurs qui évoluent dans les championnats du Golfe et même en Tunisie.

Les joueurs évoluant en Europe ne

seront pas concernés du moment qu'ils seront engagés durant cette période, dans leurs championnats respectifs", a-t-il ajouté.

Avant d'enchaîner dans le même sujet : "L'effectif qui prendra part à ce tournoi sera arrêté après concertation entre le sélectionneur national Djamel Belmadi, et celui de la sélection de l'équipe A", composée de joueurs locaux, Madjid Bougherra".

"C'est important pour moi d'être présent à Doha"

Aussitôt élu à la tête de la FAF, lors de l'assemblée générale électorale (AGE) qui s'est déroulée le 15 avril, Charaf-Eddine Amara n'a pas tardé à entrer dans le vif du sujet, en effectuant le déplacement à Doha en compagnie du secrétaire général de la FAF Mohamed Saad, pour assister au tirage au sort de la Coupe arabe de la Fifa.

"C'était très important pour moi de faire le voyage à Doha pour assister à ce tirage au sort et représenter mon pays, à l'instar des autres représentants de fédérations arabes.

Ma présence au Qatar m'a permis de prendre contact avec des présidents de fédérations, une manière de faire dans la diplomatie sportive, qui constitue l'un des piliers de mon programme", a-t-il souligné.

Profitant de sa présence au Qatar, le successeur de Kheireddine Zetchi a eu un programme chargé mardi, puisqu'il a eu à rencontrer le président de la Fédération internationale (Fifa) et celui de la Confédération africaine (CAF).

"J'ai rencontré le président de la Fifa Gianni Infantino et celui de la CAF Patrice Motsepe.

Il ne faut pas oublier que l'Algérie jouit d'une place importante aussi bien au niveau continental que mondial, d'où l'importance de ces deux rencontres".

Amara rencontrera Belmadi "au moment opportun"

Outre le fait d'assister au tirage au sort de la Coupe arabe de la Fifa, le président de la FAF devrait profiter

de sa présence dans la capitale qatarie, pour avoir une discussion avec le sélectionneur national Djamel Belmadi, qui réside depuis plusieurs années à Doha.

"Je n'ai pas encore rencontré Djamel Belmadi. Dès notre arrivée à Doha, nous avons été soumis à un confinement dans une sorte de bulle : si on quitte cette bulle, on est interdits d'y retourner, ce qui est un peu délicat.

Belmadi se trouve en dehors de cette bulle, ce qui a empêché pour le moment le déroulement de cette rencontre.

Mais nous allons attendre le moment opportun pour nous rencontrer et discuter le plus normalement du monde, tout ce qu'il y a de plus ordinaire, entre un président de la FAF et son sélectionneur, du moment qu'on n'a pas eu l'occasion de se voir auparavant", a-t-il souligné.

Par ailleurs, interrogé sur ses premiers jours à la tête de la FAF, lui qui présidait jusque-là aux destinées du CR Belouizdad, Charaf-Eddine Amara a tenu à faire un constat.

"Mes premiers pas à la FAF ? Je suis dans l'étape de l'observation, j'ai constaté de bonnes choses et d'autres moins bonnes.

En compagnie des membres du Bureau fédéral, nous allons prendre des résolutions et des décisions qui s'imposent dans l'intérêt du football national".

Enfin, le premier responsable de l'instance fédérale aura l'occasion de présider vendredi la première réunion du Bureau fédéral de son mandat.

"Je vais rentrer au pays vendredi après-midi, et dans la soirée je vais présider la première réunion du Bureau fédéral, avec plusieurs points à l'ordre du jour, dont la répartition des tâches entre les membres du Bureau fédéral.

Je suis certain de mener à bien mon programme de réformes.

Il est réalisable, d'autant que j'ai accepté de relever le défi dans l'objectif d'apporter un plus au football national qui a besoin d'être relancé sur des bases solides", a-t-il conclu.

LIGUE 1 - CR BELOUIZDAD Djerrar écope d'un blâme, Souibaâh rappelé à l'ordre

Le milieu de terrain du CR Belouizdad (Ligue 1 algérienne de football) Adel Djerrar a écopé d'un blâme, alors que l'attaquant Mohamed Amine Souibaâh a été rappelé à l'ordre, au cours de leur comparaison devant le conseil de discipline, a indiqué mardi le directeur sportif du Chabab Hocine Yahy.

"Djerrar a écopé d'un blâme, le joueur a accepté cette sanction, et va réintégrer le groupe. Concernant Souibaâh, c'est un joueur dont le bilan est négatif. Je lui ai demandé de chercher un nouveau club lors du mercato, mais sa blessure a fini par empêcher son transfert, du moment que c'était difficile pour lui de trouver un club preneur.

Nous avons parlé avec lui, nous lui avons demandé de redoubler d'efforts durant la phase retour pour être rentable pour le club.

En fin de saison, nous allons analyser son rendement pour trancher son avenir", a-t-il indiqué dans une déclaration vidéo, accordée à la page officielle Facebook du club algérois.

Si Souibaâh a été écarté momentanément du groupe, Djerrar, de retour après une longue période d'indisponibilité pour cause de blessure, a pris part au match de l'équipe réserve, dimanche à domicile face à la JS Saoura (1-1), dans le cadre de la mise à jour du championnat, inscrivant le but égalisateur en fin de match (85e).

"Pour le gardien de but Gaya Merbah, il ne s'agit pas d'un écart disciplinaire, mais plutôt d'une mésentente entre l'entraîneur des gardiens de but (Khaled Dekimeche). Je les ai entendus, Dekimeche a carte blanche pour prendre les décisions qui s'imposent dans l'intérêt du club", a ajouté Yahy.

Pour rappel, la direction du CRB avait déjà frappé d'une main de fer sur le plan disciplinaire, en résiliant début avril le contrat du défenseur central Anès Saâd, pour notamment ses absences non autorisées.

Arrivé au Chabab durant l'intersaison en provenance de l'USM Bel-Abbès, Anès Saâd (25 ans) n'avait pas joué la moindre minute.

Outre ses blessures à répétition, le natif de Sidi Bel-Abbès a brillé surtout par ses écarts disciplinaires qui lui ont valu d'être traduit devant le conseil de discipline. Ce dernier lui avait infligé en janvier dernier deux mois de ponction salariale.

LIGUE 1 FRANÇAISE Gouiri : "L'Algérie ou la France ? Trop tôt de parler de sélection"

L'attaquant franco-algérien de l'OGC Nice (Ligue 1 française de football) Amine Gouiri, a indiqué mardi qu'il n'avait pas encore tranché le sujet de la sélection, alors qu'il porte actuellement les couleurs de l'équipe de France des moins de 21 ans (U21).

"C'est ma première saison pro, donc je pense qu'il est trop tôt pour parler de sélection. Je laisse les autres y penser et parler pour moi", a indiqué Gouiri dans un entretien accordé au magazine So Foot. Gouiri (21 ans), formé à l'Olympique Lyon, avait rejoint Nice en 2020 pour un contrat de quatre ans et est devenu l'un des tauliers de la formation azuréenne. Cette saison, le natif de Bourgoin-Jallieu a marqué 16 buts, toutes compétitions confondues.

"Je suis Français d'origine algérienne, mon père est né en Algérie, je suis fier de mes origines comme tout le monde doit être fier des siennes. Pour moi, tout ça est une richesse", a-t-il ajouté. Pour rappel, l'OGC Nice renferme dans son effectif les deux internationaux algériens Youcef Atal et Hicham Boudaoui.

APS

LIGUE 1 - USM BEL-ABBÈS Les échecs s'enchaînent, la relégation se profile

L'USM Bel-Abbès continue de boire le calice jusqu'à la lie et se dirige droit vers le purgatoire après sa nouvelle contre-performance à domicile contre la JS Kabylie (5-0) dans le cadre de la mise à jour du championnat de Ligue 1 de football.

Cette défaite a enfoncé davantage une équipe qui n'a pas cessé de collectionner les échecs depuis le début d'exercice, payant fort le prix d'interminables querelles entre ses dirigeants, conjuguées à une crise financière aiguë.

Dans l'entourage de cette formation de l'Ouest du pays, l'on n'a pas été surpris par cette humiliation de trop subie par leur équipe, estimant qu'il s'agit tout simplement de "la conséquence de la grève des joueurs qui a duré près d'un mois et demi".

"El Khedra", sous la houlette de l'entraîneur Moez Bouakaz, troisième technicien à défiler à la barre technique de l'équipe depuis le début de cet exercice, a préparé la réception des "Canaris", revigorés par leur qualification avant l'heure en quarts de finale de la coupe de la Confédération africaine, en une poignée de jours.

Ce n'est pas tout, puisque pas moins de quatre joueurs titulaires ont quitté le navire à l'occasion du mercato "printanier", à savoir Lit (ASO Chlef), Belebna (ES Sétif), Haroun (JS Kabylie) et



Baouche (USM Alger), au moment où la direction n'a pu les remplacer en raison de l'interdiction de recrutement dont fait l'objet le club.

Passant des mois durant à réclamer la régularisation de leur situation financière, les joueurs ont fini par abandonner sur le terrain. Ils sont en train de réaliser un parcours de relégable, préviennent les observateurs. Les doigts accusateurs des supporters sont orien-

tés vers eux et vers les dirigeants et le staff technique aussi, estimant qu'ils "sont tous coupables, chacun à son niveau". L'USMBA est dans l'obligation de trouver des ressources pour se tirer d'affaire durant la phase retour et éviter une relégation qui se profile déjà à l'horizon, regrette-t-on encore dans les milieux de cette équipe qui a reculé à la 18e place avec 15 points, dont 9 obtenus à domicile sur 24 possibles.

LIGUE 1 (MC ALGER) Neghiz officialise son retour à la barre technique

Le MC Alger a annoncé mardi dans un communiqué publié sur sa page officielle Facebook, le retour de l'entraîneur Nabil Neghiz à la barre technique, en remplacement d'Abdelkader Amrani, démissionnaire, sans pour autant dévoiler la durée du contrat.

Ayant débuté la saison avec le "Doyen", Neghiz a été limogé en février dernier par l'ancienne direction dirigée

par Abdenacer Almas. Ce dernier vient d'être remplacé par Amar Brahmia en tant que nouveau président du Conseil d'administration.

L'ère Amrani n'aura duré que deux mois, lui qui a souvent été contesté suite aux mauvais résultats concédés par le Mouloudia en championnat.

Pour se consoler, le MCA s'est qualifié pour les quarts de finale de la Ligue des

champions. Neghiz sera assisté dans sa mission par l'ancien sélectionneur de l'équipe nationale des moins de 20 ans (U20) Saber Bensmaïn.

Gacemi est le nouveau préparateur physique, alors que Benhaha a été maintenu dans son poste d'entraîneur des gardiens.

Selon des photos postées sur la page officielle Facebook, Neghiz a dirigé la

séance d'entraînement qui s'est déroulée ce mardi après-midi à l'E cole supérieure d'hôtellerie et de restauration (ESHRA) d'Aïn Benian (Alger), à trois jours de la réception du NC Magra, vendredi au stade du 5-juillet (22h30), en mise à jour de la 18e journée du championnat. Au classement, le MCA pointe à la 9e place avec 28 points en compagnie de son voisin l'USM Alger.

COUPE ARABE DES CLUBS La finale Raja - Ittihad Djeddah le 21 août prochain

La finale de la Coupe arabe des clubs entre les Saoudiens d'Ittihad Djeddah et les Marocains du Raja Casablanca se déroulera le 21 août prochain au Maroc dans un stade qui sera désigné ultérieurement, a annoncé l'Union arabe de football (UAFA) mardi sur son compte Twitter.

Ittihad Djeddah s'est qualifié pour la finale en battant son compatriote

d'Al-Shabab alors que le Raja a éliminé les Egyptiens d'El Ismaily.

La finale devait se dérouler le 18 mai prochain avant d'être reportée suite aux restrictions de déplacement imposées par le Maroc à plusieurs pays en raison de la pandémie de la Covid-19. Interrogé sur la présence du public lors de la finale du 21 août, le directeur de la compétition Talal Al Cheikh a

précisé qu'une décision sera prise de concert avec les autorités sanitaires marocaines. Le vainqueur de la compétition empochera 6 millions de dollars contre 2,5 pour le finaliste malheureux. Pour rappel, l'ES Sahel (Tunisie) avait remporté la précédente édition de la Coupe arabe aux dépens des Saoudiens d'El Hilal en finale disputée aux Emirats arabes unis.

LIGUE 2 - ASM ORAN "L'effectif réduit risque de nous jouer un mauvais tour"

L'entraîneur de l'ASM Oran, Hadj Merine, dont l'équipe vient de caler en concédant un nul à domicile face à la JSM Tiaret (1-1), a indiqué, mercredi, qu'il craignait les répercussions de la fatigue sur le restant du parcours des siens en championnat de Ligue 2 de football.

"Je l'ai déjà déclaré à mon arrivée à la barre technique de l'ASMO.

L'effectif en place est très réduit, ce qui nous oblige à aligner à chaque fois les mêmes joueurs car nous ne disposons pas d'alternatives valables sur le banc de touche", a déclaré Hadj Merine à l'APS.

Désigné à la tête de la barre technique de la formation oranaise, il y a près d'un mois, Hadj Merine a réussi un bon départ en enchaînant deux victoires à l'extérieur ayant permis aux siens de récupérer la première place au classement.

Mais leur semi-échec à domicile contre la JSMT, samedi passé, a permis à son concurrent direct dans la course à la montée, le MCB Oued Sly, de les rejoindre aux commandes du groupe Ouest.

"Ce nul concédé lors de notre précédent match m'est resté personnellement en travers de la gorge, car on pouvait l'éviter surtout que

nous s menions au score jusqu'aux derniers instants de la partie.

Mais par manque de concentration né de la fatigue qui s'est emparée des joueurs, nous avons concédé le but égalisateur", a-t-il expliqué.

Toutefois, le jeune technicien oranais, qui a débuté la saison sur le banc du CR Témouchent, troisième de la Ligue 2 (Gr.

Ouest), s'est dit "confiant" quant à récupérer les points perdus, lors du prochain match de l'équipe sur le terrain de l'US Remchi, samedi dans le cadre de la 14e journée.

"Nous n'avons plus le droit

à l'erreur. Il nous reste encore neuf matchs à jouer au cours desquels il nous faudra récolter le maximum de points pour terminer premier et penser par la suite aux play-offs", a-t-il insisté.

La direction de l'équipe de "Medina J'dida" a fixé, comme objectif principal, l'accession parmi l'élite, un palier que son équipe a quitté en fin d'exercice 2015-2016.

Pour atteindre cet objectif, il faudra terminer d'abord champion du groupe Ouest avant de donner la réplique par la suite aux champions des groupes Centre et Est avec comme enjeu deux billets donnant accès en Ligue 1, rappelle-t-on.

L'ATLÉTICO MADRID VISE PAULO DYBALA

Alors que l'Atlético Madrid est premier au classement en Liga, avec deux points d'avance sur le Real Madrid et le FC Barcelone, le club a tout de même été privé de Luis Suarez et de João Felix pendant une grande partie de la saison. Pour éviter de ravivre parcellaires mésaventures la saison prochaine, Diego Simeone, l'entraîneur de l'Atlético, veut s'attacher les services de Paulo Dybala. En effet, selon Diario Sport, l'entraîneur argentin s'intéresserait au milieu offensif argentin. Les Turinois pourraient lâcher le joueur contre une somme convenable. Cependant, les Colchoneros ne sont pas dans la capacité de sortir une grosse somme. La solution ? Échanger l'Espagnol, Alvaro Morata, déjà prêt à la Juventus, contre Dybala, afin de diminuer le prix de la Joya.



DE LIGT RÊVERAIT DES BLAUGRANA

Matthijs De Ligt, le défenseur de la Juventus Turin, aimerait rejoindre les rangs du FC Barcelone, selon la radio catalane RAC1. Outre le dossier avant-centre, débouchant à la priorité Erling Haaland, un autre sujet occupe l'esprit des dirigeants catalans : le défenseur central. Si l'état-major du Barça finalise le recrutement d'Eric Garcia, il n'est pas impossible de voir un autre renfort défensif débarquer en Catalogne. En ce sens, une petite bombe est venue d'Espagne ce mardi soir.

Selon les dires ce mardi soir de Gerard Romero, journaliste à la radio catalane RAC1, Matthijs De Ligt serait "fou à l'idée de rejoindre le FC Barcelone". Si cette déclaration reste à prendre avec des pincettes, l'option menant au Néerlandais a toujours été un objectif pour le Barça. Cependant, il paraît très peu probable d'envisager un départ du Batave de la Juventus Turin cet été.

REAL MADRID : LE CLUB ATTEND MARTIN ODEGAARD

Martin Odegaard devrait retourner au Real Madrid. Real Madrid : le club attend Martin Odegaard. Actuellement prêt du côté d'Arsenal afin d'obtenir du temps de jeu, Martin Odegaard (22 ans, 14 rencontres toutes compétitions confondues cette saison) réalise de bonnes performances chez les Gunners. Néanmoins, la formation londonienne n'aurait aucune chance de conserver le jeune international norvégien puisqu'aucune option d'achat n'est incluse dans la transaction. De plus, l'entraîneur du Real, Zinedine Zidane, et le président Florentino Pérez n'aurait aucune intention de se séparer définitivement de leur jeune joueur, arrivé en janvier 2015. Reste à savoir si Odegaard aura enfin sa chance sous le maillot de la Casa Blanca.

KANTÉ ENFLAMME LES RÉSEAUX

Le milieu de terrain de Chelsea, N'Golo Kanté a survolé la demi-finale aller de Ligue des Champions face au Real Madrid (1-1).

Si Karim Benzema a ébloui hier soir lors de Real Madrid - Chelsea (1-1) en demi-finale aller de la Ligue des champions, avec notamment un but exceptionnel dans la surface, que dire de N'Golo Kanté... Le milieu de terrain des Blues a livré un récital sur la pelouse madrilène, mangeant à lui seul tout l'entrejeu merengue. Elu homme du match par l'UEFA, l'international français est en grande forme et cela fait très plaisir à l'approche de l'Euro 2021.

« Nous sommes contents du résultat. Nous savions qu'il s'agissait d'une grande équipe en face. Nous voulions un bon résultat pour avoir l'avantage à domicile. 1-1 est un résultat juste. Nous avons eu des occasions manquées. Nous devons voir le verre à moitié plein. Nous pouvions marquer plus, mais nous avons su nous créer des occasions et c'est le plus important. C'est possible d'atteindre la finale, mais nous devons produire de gros efforts », a réagi Kanté après la rencontre au micro de BT Sport.

Sa performance a fait exploser le baromètre sur les réseaux sociaux. Notamment sur Twitter où les réactions se multiplient depuis hier soir. Nous vous proposons une petite farandole de commentaires exaltés par le talent et l'endurance du Français de Chelsea, à savourer sans modération. Vivez le match retour.

Marcelo privé du retour contre Chelsea ?

Peu à son aise contre Chelsea (1-1), mardi, lors de la demi-finale aller de la Ligue des Champions, Marcelo (32 ans, 2 matchs en LdC cette saison) pourrait ne pas participer à la manche retour. En effet, El Mundo nous apprend que le latéral gauche du Real Madrid a été sélectionné pour faire partie d'un bureau de vote lors des élections à l'Assemblée de Madrid, qui auront lieu le 4 mai.

De ce fait, le Brésilien pourrait ne pas rejoindre Londres, quelques heures plus tard. D'une part car le protocole sanitaire mis en place par l'UEFA ne lui permet pas de jouer le même jour que son voyage. Mais aussi parce que le délai de désistement à cette fonction, avec motif valable, est d'une semaine, avant délibération du Conseil électoral, qui doit répondre les cinq jours qui suivent. Zinedine Zidane n'a plus qu'à croiser les doigts pour récupérer Ferland Mendy.



Coutinho convoité à Everton ?

Philippe Coutinho, l'attaquant du FC Barcelone, serait convoité par Everton. On voit mal pourtant comment les Toffees pourraient convaincre l'ancien joueur de Liverpool de signer.

Ancien joueur de Liverpool où il a fait des merveilles, Philippe Coutinho acceptera-t-il un transfert à Everton lors du mercato estival 2021 ? Rien n'est moins sûr. Le quotidien espagnol Marca évoque l'intérêt des Toffees pour l'attaquant brésilien âgé de 28 ans désormais et qui a porté les couleurs du rival local, le Liverpool FC entre 2013 et 2018 pour 201 apparitions, 54 buts, 45 passes décisives. Poussé vers la sortie au FC Barcelone, celui qui est passé par le Bayern Munich également, va devoir se trouver un nouveau club. Everton entretient de bonnes relations avec les dirigeants du FC Barcelone. Le club anglais a notamment acheté Lucas Digne, Andres Gomes et Yerri Mina au club catalan. Selon la publication ibérique, le joueur serait disponible pour 40 millions d'euros. Mais voudra-t-il venir ?

SITUATION PANDÉMIQUE EN ALGÉRIE

Le Président Tebboune préside une réunion d'évaluation

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune a présidé, mardi, une réunion d'évaluation de la situation pandémique en Algérie, durant laquelle il a donné une série d'instructions relatives, essentiellement, à l'impératif d'engager une enquête épidémiologique "urgente" sur les nouveaux variants, d'intensifier les campagnes de sensibilisation et de veiller au respect des gestes barrières, indique un communiqué de la Présidence de la République.

"Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a présidé, mardi 27 avril 2021, une réunion consacrée à l'évaluation de la situation pandémique en Algérie, en présence du Premier ministre et des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des Affaires religieuses et des Wakfs, du Commerce, de la Communication, des Travaux publics et des Transports, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière chargé de la réforme hospitalière, des responsables des organes sécrétaires et des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus", précise le communiqué.

A l'entame de la réunion, le président de la République a donné la parole au Premier ministre pour présenter un exposé sur la situation pandémique en Algérie, avant de donner des orientations suivantes: - Les statistiques doivent être données avec précision à partir de chaque



wilaya en tenant compte des foyers de contamination cités par cité et village par village, et ce, dans l'objectif de prendre des décisions fondées sur des chiffres précis et d'engager une enquête épidémiologique urgente sur les nouveaux variants en Algérie.

- Les campagnes de sensibilisation doivent être intensifiées à grande échelle et les mesures préventives respectées, à la lumière du relâchement enregistré. La sensibilisation devra englober tous les espaces et structures publiques, notamment les établissements éducatifs, les mosquées, les marchés, les commerces et les moyens de transport.

- Les contraventions doivent être dressées avec rigueur parallèlement à l'intensification du contrôle du respect des mesures préventives.

- La fermeture totale des frontières terrestres, maritimes et aériennes est maintenue et le niveau de vigilance hissé au quotidien.

Concernant le stock national des vaccins et la campagne de vaccination, le Président Tebboune a ordonné d'accélérer la cadence de vaccination au niveau national et de procéder immédiatement et sans délai à la mise en œuvre du projet de fabrication du vaccin "Sputnik V".

Le Président Tebboune ordonne l'accélération de la concrétisation du projet de fabrication locale du vaccin "Sputnik V"

Le Président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a ordonné, mardi à Alger, de "procéder immédiatement et sans délai" à la mise en œuvre du projet de fabrication du vaccin russe anti-covid19 "Sputnik V".

Ces instructions ont été données par le Président Tebboune lors d'une réunion d'évaluation de la situation pandémique en Algérie qu'il a présidée en présence du Premier ministre et des ministres de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, des Affaires religieuses et des Wakfs, du Commerce, de la Communication, des Travaux publics et des Transports, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et de l'Industrie pharmaceutique, ainsi que du Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière chargé de la réforme

hospitalière, des responsables des organes sécrétaires et des membres du Comité scientifique de suivi de l'évolution de la pandémie du Coronavirus".

Le Groupe public SAIDAL avait effectivement entamé la concrétisation du projet de production des vaccins anti-covid19 "Sputnik V" avec le partenaire russe. Les premières doses du vaccin seront fabriquées localement dès le mois de septembre prochain, avait déclaré le ministre de l'Industrie pharmaceutique Lotfi Benbahmed.

Ce projet sera concrétisé au niveau de l'usine Saidal de Constantine, grâce au transfert technologique assuré par les Russes, à travers une plateforme numérique accessible aux experts algériens, et qui rassemble toutes les données nécessaires pour la fabrication de "Sputnik V". Le vaccin anti-Covid "Sputnik V"

sera produit en Algérie, par le groupe public Saidal en partenariat avec le laboratoire russe, à partir de septembre prochain, avait annoncé le ministre de l'Industrie pharmaceutique, Lotfi Benbahmed.

Ce projet sera concrétisé au niveau de l'usine Saidal de Constantine, grâce au transfert technologique assuré par les Russes, à travers une plateforme numérique accessible aux experts algériens, et qui rassemble toutes les données nécessaires pour la fabrication de "Sputnik V". Et pour la réalisation de ce projet, trois comités englobant des experts de Saidal, des universitaires, des centres de recherches, l'institut Pasteur et des cadres du ministère ont été mis en place.

Dans une déclaration à l'APS, la PDG du groupe pharmaceutique public Saidal, Fatoum Akacem, avait indiqué que "tout sera fait pour

relever le défi d'être prêt à la date avancée par le ministre, à savoir septembre 2021".

"Il ne reste plus qu'à mettre l'usine à niveau sur certains aspects liés à la spécificité du vaccin et les pourparlers sont engagés, dans ce sens, avec tous les fournisseurs d'équipements", avait déclaré la PDG. En effet, l'Algérie a entamé fin janvier sa campagne de vaccination suite à la réception du premier lot du vaccin Sputnik-V.

La cadence de vaccination est appelée à augmenter, notamment suite à la réception de 920.000 doses du vaccin russe et ce, avant l'entrée en service de l'usine de production des vaccins (locale) durant la prochaine rentrée sociale. La production locale des vaccins constitue "une étape stratégique et prospective" devant assurer "la souveraineté sanitaire", avait indiqué M. Benbahmed.

GOUVERNEMENT

Le Président Tebboune met fin aux fonctions du ministre de la Poste et des Télécommunications

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, mardi, aux fonctions du ministre de la Poste et des Télécommunications, Brahim Boumzar, indique un communiqué des services du Premier ministre.

"Le président de la République, Monsieur Abdelmadjid Tebboune, a mis fin, à compter

de ce jour, aux fonctions de Monsieur Brahim Boumzar, ministre de la Poste et des Télécommunications", précise le communiqué. "Comme il a chargé Monsieur Sid-Ahmed Ferroukhi, ministre de la Pêche et des Productions halieutiques d'assurer l'intérim du ministre de la Poste et des Télécommunications", ajoute la même source.

LÉGISLATIVES DU 12 JUIN L'ANIE s'attèle à finaliser l'examen des dossiers de candidatures

Le délai de dépôt des dossiers de candidatures aux législatives du 12 juin ayant expiré, mardi à minuit, l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) devrait s'atteler à finaliser l'examen des dossiers des 24.214 candidats, dernière étape avant le coup d'envoi officiel de la campagne électorale.

En effet, l'examen de ces dossiers se fait dans les 12 jours au plus tard suivant la date de leur dépôt, ainsi la date butoir est fixée au 9 mai 2021, a rappelé l'ANIE. Selon les derniers chiffres communiqués par cette instance "le nombre total des listes de candidatures a atteint 2.400 dont 1.180 listes de partis et 1.220 listes indépendantes". Au total, 39 partis politiques ont déposé des dossiers de candidature auprès de l'ANIE à travers les 58 wilayas du pays, alors que la communauté nationale établie à l'étranger a présenté 65 listes dont 61 sous l'égide de partis politiques.

Conformément aux conditions à remplir par les partis politiques pour la validation du dépôt des listes de candidatures, fixées par l'ANIE, "les listes des candidats présentées au titre d'un parti politique doivent être appuyées par, au moins, vingt-cinq mille (25.000) signatures individuelles d'électeurs inscrits sur les listes électorales". "Ces signatures doivent être recueillies à travers, au moins, vingt-trois (23) wilayas dont le nombre de signatures exigées pour chacune des wilayas ne saurait être inférieur à trois cent (300) signatures", précise l'ANIE. Pour les listes indépendantes, chaque liste doit être appuyée, pour chaque siège à pourvoir, par, au moins, 100 signatures des électeurs de la circonscription électorale.

Pour les circonscriptions électorales à l'étranger, la liste de candidats est présentée soit au titre d'un ou de plusieurs partis politiques, soit au titre d'une liste indépendante appuyée d'au moins 200 signatures pour chaque siège à pourvoir parmi les électeurs

de la circonscription électorale concernée.

Si le dossier d'un candidat est rejeté par l'ANIE après examen, l'intéressé peut introduire un recours auprès du tribunal administratif territorialement compétent dans un délai de trois (3) jours francs, à partir de la date de sa notification, conformément aux dispositions de l'article 98 de la loi organique relative au régime électoral. Toutefois, "ce rejet peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif d'Alger dans un délai de cinq (5) jours francs, à partir de la date de sa notification, pour les candidats des circonscriptions électorales à l'étranger". Le tribunal administratif doit statuer dans un délai de cinq (5) jours francs, à compter de la date d'enregistrement du recours. Le jugement rendu est notifié, d'office et immédiatement, par tous les moyens légaux aux parties concernées, selon le cas, au wali ou au chef de la représentation diplomatique ou consulaire, pour exécution, prévoit le même article, précisant que "le jugement n'est susceptible d'aucune voie de recours".

Initialement prévu le jeudi 22 avril, le délai de dépôt des dossiers de candidatures a été prorogé de cinq jours à la demande de l'Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) et après consultation du Conseil d'Etat et du Conseil constitutionnel et avis du Conseil des ministres.

Le Conseil constitutionnel a attesté de la "constitutionnalité" des dispositions de l'ordonnance présidentielle portant prolongation des délais de dépôt de candidatures pour les élections législatives du 12 juin prochain, soutenant qu'elles "ne portent pas atteinte aux garanties constitutionnelles de l'exercice par le citoyen de son droit d'être candidat", selon le Journal officiel. Pour rappel, le corps électoral définitif après examen des recours introduits compte 24.490.457 électeurs au niveau national et à l'étranger.